COURANT ★ ALTERNATIF

courant ★ alternatif

- HÔPITAUX ! APRÈS LE SUCCÈS DE LA JOURNÉE DU 14 NOVEMBRE.
- DOSSIER : OÙ VA LE FÉMINISME ?
- DOSSIER : ECOLOGIE

MENSUEL ANARCHISTE-COMMUNISTE | N°295 | DECEMBRE 2019 | 3 €

UN AN !

ET MAINTENANT ?

COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF ?

Un week-end par mois, une commission-journal (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non, d'en susciter d'autres en fonction des évènements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une discussion sur un sujet d'actualité, ce qui permet la prise de décisions concernant les activités de l'OCL, si nécessaire. Le collectif organisateur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.), et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'évènements qui se produisent après. Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à OCL/Egrégore - BP 81213 - 51058 Reims cedex, afin de pouvoir vous y rendre.

Ce numéro a été préparé à Moulins

La maquette à Moulins

La commission journal du numéro de février aura lieu à Caen mi-décembre

POUR S'ABONNER

ABONNEMENT 1 AN

◻ 10 numéros + hors séries	30 euros
◻ Sans les hors séries	25 euros
◻ Tarifs reduits (pour les fauchés)	18 euros
◻ En soutien	+ de 30 euros
◻ À l'essai (3 numéros)	5 euros
◻ Un numéro sur demande	GRATUIT

Abonnement à l'international et envoi en nombre, nous contacter.

Chèque à l'ordre de "La Galère"
OCL égregore, B.P 81213- 51058 Reims cedex

Ou payez par internet sur notre site !

CONTACTER LOCALEMENT l'Organisation Communiste Libertaire

ALSACE
oclstrasbourg@gmail.com

AUVERGNE
ocl-moulins@orange.fr

BRETAGNE
oclnantes@free.fr

CHAMPAGNE-ARDENNES
OCL c/o egregore BP 81213
51058 Reims cedex
lechatnoir@clubinternet.fr

ÎLE DE FRANCE
oclidf@riseup.net

LIMOUSIN
ocl.limoges@laposte.net

MIDI-PYRENNEES
OCL c/o canal sud,
40 rue Alfred Dumeril,
31400 Toulouse
ocltoulouse@sfr.fr

NORD
• Boulogne : OCLB c/o La mouette enragée, BP 403
62206 Boulogne s/Mer cedex
lamouette.enragee@wanadoo.fr
• Lille : oclille@gmail.com

NORMANDIE
ocl-caen@orange.fr

PAYS BASQUE
ocl-eh@orange.fr

POITOU-CHARENTES
• ocl-poitou@Orange.fr
• oclcognac@ymail.com

RHÔNE-ALPES
• Lyon : "courant alternatif"
c/o Maison de l'écologie
4 rue Bodin 69001 Lyon
ocl-lyon@laposte.fr
• Valence :
ocl-valence@riseup.net

SUD-EST
Grasse : ocl.sudest@gmail.com

CONTACTS
Figeac, passer par
oclibertaire@hotmail.com

SOMMAIRE

EDITO ►PAGE 3

SOCIALE
►PAGES 4/5 Médias et Gilets Jaunes
►PAGES 6/8 Hôpitaux ! Après le succès de la journée du 14 novembre. Interview de Eric cheminot

REFLEXION SUR L'ECONOMIE
►PAGES 9/11 La crise est révélation

BIG BROTHER
►PAGES 12/13

SOCIETE
►PAGE 14 L'éducation nationale, entre suicides et mobilisations
►PAGE 24 Décentralisation, autonomie, ou recul de la démocratie ?

ENVIRONNEMENT
►PAGES 15/16 Groenland : quand la fonte des glaces va révéler les déchets enfouis « éternellement »

DOSSIER : OÙ VA LE FÉMINISME ?
►PAGES 17/18 Encore d'actualité, la question de la classe !
►PAGES 19/21 Pas de libération des femmes sans abolition des genres !

SANS FRONTIERE
►PAGES 22/23

DOSSIER : ECOLOGIE
►PAGES 24/29 Un tournant dans les luttes écologiques ?
►PAGES 30/31 L'Anthropocène, paravent universitaire de l'écologie apolitique

INTERNATIONAL
►PAGE 32 Ce que j'ai vu depuis Alger... avec un brin d'incertitude.
►PAGES 33/36 Liban: un soulèvement inédit !

CORRESPONDANCE

OCL c/o Egrecore
BP 81213 - 51058 Reims cedex
oclibertaire@hotmail.com

Pour plus d'information, visitez notre site

http://www.oclibertaire.lautre.net/

COURANT ALTERNATIF
décembre 2018

Mensuel anarchiste-communiste
COM. PAR. 0620G86750

Pour les seules obligations légales
DIR. PUBLICATION
Nathalie Federico
Imprimerie des moissons, Reims
Imprimé sur papier recyclé
Mise en page avec Scribus

A force de taper sur le jaune, il devient noir !

Notre édito dans le Courant Alternatif de décembre 2018 ne présageait pas que le mouvement des gilets jaunes aurait cette ampleur et durerait pour nous permettre un nouvel édito sur ce mouvement social, certes le nombre de participants s'est amoindri, une des raisons en est une très forte répression, policière, judiciaire et financière, inhabituelle pour un mouvement social, exceptée celle des quartiers populaires et des zad. Mais son incidence, sur l'ensemble des mouvements sociaux en France ou à l'étranger auront sur leurs modes d'actions et/ou sur leurs revendications, est une réalité.

L'anniversaire, du mouvement les 16 et 17 novembre derniers, est-il un barouf d'honneur ? Rien n'est moins sûr ! A ces débuts ce mouvement social a fait vaciller le pouvoir macronien. Les premières manifestations, dans les quartiers bourgeois de la capitale, seront des samedis insurrectionnels, choses impensables pour les fervents défenseurs du contrat social républicain partisan de la collaboration de classes. En rejetant la lutte des classes, elle leur revenait en pleine face. Les villes de province n'étaient pas en reste, incendies de préfecture, de péages, de radars et un peu partout des manifestations pour le moins dynamiques, voir vigoureuses.

La direction prise par le mouvement a vite été abandonnée par la partie droitière et extrême droitière, soutien de la première heure. Pour ce qui est des structures de gauches, écologistes et syndicales, le soutien n'a été, pour ces militants et militantes, que des décisions individuelles, seule la France Insoumise est restée en embuscade, alternant entre soutien et réprimandes selon les circonstances. Pour l'extrême gauche et les libertaires, une partie d'entre eux est restée sur le banc de touche à regarder passer les manifestations dans l'attente d'une pureté révolutionnaire qui dans tout mouvement social est impossible.

Les points forts du mouvement dit des gilets jaunes est sa durée inédite et gagnante, même si les gains ont été le minimum "syndical", ajouter à cela le soutien de la population en leur faveur, malgré les campagnes de dénigrement d'une majorité de l'engeance politicienne et des médias aux ordres.

Les bases posées, dès le départ par une partie des groupes sur les ronds-points, sans chef et sans représentants a permis des prises de décisions, par des assemblées générales, suivies d'actions. L'exemple donné, par ces gens qui ne sont rien et les défaites consécutives, depuis des décennies, des revendications portées par les corps autorisés, ont permis un changement dans les modes d'actions et mis en évidence leur auto-organisation, pas seulement en France, mais aussi à l'étranger évidemment avec leurs particularités nationales. Pour ce qui est de l'étranger des similitudes sont visibles, organisation en dehors des structures représentatives et rejet des élites gouvernantes, luttes contre la vie chère et contre l'absence de démocratie, manifestations insurrectionnelles.

En France le mouvement des gilets jaunes, malgré son hétérogénéité a fait s'interroger les milieux militants. Nous avons vu apparaître des manières de lutter inédites, comme cet été par une partie du corps enseignants levant un tabou, celui d'une grève des correcteurs du Bac et d'autres examens. Les hospitaliers avec une grève des urgences qui se renforce et dure, malgré les propositions gouvernementales. Dernièrement une grève sans préavis, d'un site de maintenance du TVG ouest, par le personnel SNCF et sans les syndicats. Certains ont repris le symbole du gilet, comme les gilets noirs, d'autres comme les stylos rouges s'organisant hors des structures syndicales, les robes noires surfant sur l'ambiance sociale et leurs prérogatives. Mais ce ne furent pas les seuls, les flics pour retirer quelques avantages de leur docile service, les patrons du BTP (Bâtiment et Travaux Publics), les patrons des entreprises de transports, les agriculteurs ces trois derniers pour ne pas perdre la non taxation sur le diésel et au passage quelques autres petites attributions. Alors oui ! nous pouvons dire que ce mouvement social a une incidence sur la vie de la cité. Ajouter à cela, l'arrêt momentané de la déferlante des "réformes" macroniennes.

Et maintenant ? Alors que le soutien fut précaire, voir absent, durant cette année, de la part des structures syndicales, des appels sont lancés pour une journée de grèves et de manifestations le 5 décembre. Pour certains corps de métiers, la grève est annoncée illimitée. Depuis, certains syndicats se joignent à l'appel, ceux des transports routier et urbain, d'air France, des avocats, d'EDF, de l'éducation nationale, des infirmiers, de la fonction publique, des étudiants et des lycéens, une partie des gilets jaunes et mêmes les syndicats droitiers des flics. Sans cracher dans la soupe, les appels émanent essentiellement de fonctionnaires ou assimilés, les questions qui se posent, sont : Va-t-on assister à une reprise en main de la grogne sociale par les structures syndicales ? Où va-t-on, assister comme avec le mouvement des gilets jaunes, à un débordement et une auto-organisation du conflit qui s'annonce ?

Sans présager de l'avenir, nous osons penser, que l'auto-organisation de cette lutte à l'image des gilets jaunes, avec un possible blocage de l'économie, ce qui manqua durant cette année, pourrait faire stopper cette misère sociale déjà largement répandue, mais aussi celle annoncée et à venir.

Nous reprenons à notre compte un des slogans entendus de-ci, de-là.

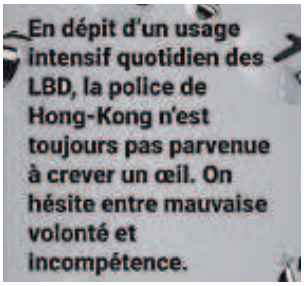
Rien n'est à négocier, tout est à prendre !

OCL Moulins le 27/11/2017

Médias et Gilets Jaunes

«Pour imposer leur pouvoir les régimes autoritaires ont choisi la force, les démocraties ont inventé les relations publiques» selon Edward Bernays
« La propagande est à la démocratie ce que la violence est à un Etat autoritaire » Noam Chomsky

De la soumission volontaire à la manipulation par la propagande, il reste bien peu de libre arbitre aux personnes qui ne détiennent pas les fortunes du pouvoir.



Le pouvoir des mots

Ce n'est pas ici que nous allons découvrir la désinformation chronique et intentionnelle des médias professionnels, largement subventionnés par le gouvernement, dont le personnel bénéficie de larges privilèges fiscaux qui entretiennent le consensus et la paix sociale ! On peut tout de même avoir envie de mettre les points sur les i, vouloir dessiller les personnes encore crédules et qui douteraient de la malfaisance de cette engeance journalistique et de leurs alliés ou commanditaires.

Les mots sont importants : ne pas nommer c'est ignorer, renvoyer au néant. Cela a été la posture de Macron pendant les premiers mois du mouvement. Mais aussi celle que les chiens de garde ont relayé, en évitant le mot qui fâche, certains allant jusqu'à l'euphémisme du gilet fluorescent !

Les Gilets Jaunes ont permis cet étalage de mauvaise foi à un point exemplaire, les médias parlent de la crise des GJ mais pas d'un mouvement social d'une ampleur jamais égalée dans le temps pour une révolte sans leader, sans guide, sans parti mais pas sans la colère contre les injustices dont ils sont les premières victimes.

Discréditer le mouvement

La première salve propagandiste contre les GJ a été de diffuser et amplifier une information spécifique en orientant les caméras et micros sur de rares mais déplorables réactions racistes, xénophobes, homophobes exprimées sur les rond-points ou en manifs. Cela s'accompagnera d'un bouquet final, prétendant que les GJ ont voté extrême droite aux élections européennes. En fait, le racisme en France est une réalité quotidiennement subie par les personnes d'abord pauvres et ensuite qui n'ont pas l'air d'être tout à fait françaises. L'une d'elle, présente dès les premiers jours sur un rond-point nous a dit l'avoir vécu ni plus ni moins mal qu'ailleurs ; le temps lui a donné raison, les racistes n'ont pas tenu dans la durée sur le rond point.

Une autre salve manipulatrice d'opinion a été de seriner à l'envi que le mouvement faiblit, preuve à l'appui des graphiques qui montrent la chute inexorable du nombre de manifestants et cela dès l'acte II. Il n'est pas inutile de rappeler que samedi 16 novembre sera l'acte 53 et l'anniversaire d'un an de mobilisations ; de plus le décompte des manifestants semble ignorer tous les rassemblements sur rond-point, les actions ponctuelles et les manifs hors des métropoles ; les journalistes sillonnent la France en TGV et peuvent à la rigueur aller jusqu'à une sous préfecture et encore … Bien des départements restent ignorés totalement des médias alors que pas une commune ne semble épargnée par cette vague jaune et il y a près de 35 000 communes en France. La propagande a parfois agi à contre courant comme pour cette manifestante de Foix en Ariège pendant une manif du printemps où près de 1000 personnes en jaune défilaient joyeusement. En direct, dans la manif, elle consulte sur son téléphone BFM-TV qui annonce que 30 personnes ont manifesté à Foix : en un clic elle a tout compris du rôle des médias !

Interdire et réprimer

Mais les ressorts psychologiques de la manipulation sont inépuisables et si des GJ sont encore visibles on en fait des GJ radicalisés, pas moins, de véritables candidats au terrorisme ! Il y a même des hyper radicalisés. Cela va bien avec ces black-blocs venus d'on ne sait où pour tout casser, qui veulent faire tomber le gouvernement, détruire la République, semer le chaos en s'attaquant frontalement et en armes (par destination) aux forces de l'ordre. Que dire alors de cette Black-Vioque, nom affiché sur le dos de son Gilet Jaune, au lendemain de la déclaration de Macron exhortant les femmes de 70 ans à rester chez elles, loin des bousculades ! Une autre nous informe toujours sur son GJ : *en 68, je courais plus vite mais aujourd'hui je gueule plus fort !*

On ne compte plus les centre ville interdits encore aujourd'hui aux gilets Jaunes (mais pas au manif Climat). Le nombre d'arrestations et de condamnations judiciaires ne cesse de s'amplifier, des lois, décrets et/ou directives interdisent de manifester dans les rues casqué, masqué ou déguisé ou porter un GJ comme cela a été le cas place du Capitole (centre-ville) à Toulouse ; de même que va croissant le nombre de personnes blessées, éborgnées, violentées et gardés à vue pour avoir osé manifester. Au point que l'ONU charge Michelle Bachelet, ancienne présidente du Chili, de présider une commission d'enquête sur l'usage disproportionné de la force contre les manifestants. Le nombre de procès encore en cours contre les manifestant-es et les nombreux gilets jaunes emprisonnés nous disent la détermination du gouvernement à vouloir étouffer les revendications de ce mouvement. Sans compter les cabanes des rond points qui brûlent toute seules la nuit… Forces obscures ou volonté politique ? Parler de violence et de blessés de part et d'autre alors que les blessé-es graves, les amputé-es à vie sont dans les rangs des manifestants et pas dans ceux de la police, c'est bien de la désinformation manifeste.

Préchi-précha et grand débat

… *«la manipulation de l'opinion et la fabrique des consentements indispensables moyens de gouvernement du peuple»* (Norman Baillargeon, Québec, 2007 en préface à Propagan-

da)

Ed Bernays écrit en 1928 dans Propaganda [1] : *«La manipulation consciente, intelligente, des opinions et des habitudes organisées des masses joue un rôle important dans une société démocratique. Ceux qui manipulent ce mécanisme social imperceptible forment un gouvernement invisible qui dirige véritablement le pays.» «La minorité a découvert qu'elle pouvait influencer la majorité dans le sens de ses intérêts. Il est désormais possible de modeler l'opinion des masses pour les convaincre d'engager leur force nouvellement acquise dans la direction voulue.[...] La propagande est l'organe exécutif du gouvernement invisible.»*

Le grand débat, notez la répétition de l'adjectif *grand* jamais oublié dans les bonnes feuilles de la presse ou discours télévisés, alors qu'on peut s'en passer sans remettre en cause la démarche, mais la com c'est la com et les cerveaux disponibles doivent être alimentés par répétition, genre méthode Coué pour comprendre. Ce grand débat n'a pas fait fureur au sein des GJ, on a parlé d'enfumage, de belles paroles, de démonstration ou performance, d'un one-man-show mais cette montagne de propagande n'a même pas eu la décence d'accoucher d'une souris.... Les sans-voix, les sans-dents ne sont pas dupes des prechi-precha du gouvernement : « Assez de beaux discours, des actes ! » disent-ils. Un exemple parmi des centaines d'autres : Macron en visite à un salon agricole près de Clermont-Ferrand le mois dernier, a été interrompu pendant sa petite discussion privée devant les caméras, par un slogan crié très fort : «Macron, assez de blabla !»

Et message subliminal en prime, toutes les mesures qui sont prises par Macron, le sont pour soit-disant répondre à la crise des GJ. Les présentations/infos et analyses des réformes de Macron sur la retraite, le chômage, l'enseignement, les taxes diverses (CSG, prime non obligatoire et exceptionnelle pour les salariés, etc.) commencent par l'avertissement « en réponse à la crise des gilets jaunes». Pour un mouvement inexistant, les GJ sont fortement efficaces pour ainsi orienter la politique gouvernementale qui, réforme sur réforme, ne cesse de répondre à la demande des GJ, enfin c'est ce que nous expliquent les experts, chercheurs, spécialistes en langue de bois sociale invités par des journalistes serviles.

La dernière en date est la mise en place d'études universitaires à distance pour pallier au désert des zones hors métropole sans structures institutionnelles : manque de facs mais aussi de bureaux de poste, d'administrations locales comme les impôts, ... La réponse des urbains est simple : tous au numérique, le slogan *plus proche de vous* en a été un des arguments et si les étudiants ne peuvent avoir d'établissements à leur portée il se mettront au numérique, au télé-enseignement...

Hong Kong c'est pas pareil

Le comique dans l'histoire c'est le retournement de dialectique quand un mouvement social bouscule un gouvernement ennemi de classe capitaliste comme la Chine. Nos journalistes pourfendeurs de violence, accablés par le saccage de l'Arc de Triomphe (qui va très bien depuis), l'incendie d'une préfecture (juste un feu dans une pièce en RDC) dénonçant ces radicalisés casqués, masqués (masque à gaz!) armés de tout ce qu'il trouve dans la rue, ces journalistes, qui n'ont eu de cesse de dénigrer le mouvement des GJ qui n'en finit pas de s'achever et qui sombre dans la violence, couvrent avec bienveillance les manifestations «pro-démocratie» à Hong-Kong.

Pourtant les reportages nous montrent des manifestants casqués, masqués (masque à gaz aussi) qui attaquent à coups de barre de fer un immeuble du gouvernement et finissent par y pénétrer, qui manifestent alors que c'est interdit, qui résistent et contre attaquent les forces de l'ordre. Bref, rien de nouveau pour nous qui vivons cela depuis près d'un an tous les samedis dans les métropoles. Mais les médias se refusent à faire un parallèle entre ces deux situations où des personnes sortent dans la rue pour exprimer leur désaccord. A Hong Kong on manifeste contre des lois injustes imposées par la Chine, et en France ?. ... on doit sûrement parader dans les rues parce qu'on ne sait pas comment occuper ses week-end, non ? En démocratie, les manifestants sont par définition anti-démocratiques et celle-ci a donc le droit de se défendre par des moyens non démocratiques, CQFD !

Chantal &Odile, 23/10/2019

1- ***Propaganda***, *Edward Bernays, NewYork, éd H.Liveright 1928 puis éd IG Publishing, 2004. Traduit par Oristelle Bonis, éd La Découverte, Paris, 2007,accessible intégralement en ligne.*

Hôpitaux !

Après le succès de la journée du 14 novembre.

Malgré les 750 millions débloqués le 12 septembre sous la pression des personnels en lutte, la ministre de la Santé Agnès Buzyn ne parvient toujours pas à faire retomber la fièvre qui s'est emparée des hôpitaux. Inquiet d'un climat social qui s'assombrit, le président Macron a repris le dossier.

1) *Voir C.A d'octobre N° 293 : Hôpital pas de trêve estivale.*
2) *EHPAD : Établissement Hébergement Personnes Âgées Dépendantes.*

Vulnérabilité économique et accès aux soins

La lutte actuelle menée par les personnels hospitaliers illustre le délabrement de l'institution du service public Santé, mais aussi la misère à laquelle est confronté le personnel. Et une nouvelle fois, ce sont les femmes qui sont les plus touchées par la politique menée par la ministre, mais déjà entamée par les précédents gouvernements Hollande et Sarkozy. Infirmières, ASH, Aides soignantes, elles représentent 70% des personnels dans les services de soins ou au ménage, cuisine, avec souvent des salaires de misère, des contrats précaires et à temps partiel imposé. Elles sont donc en première ligne lors des attaques que subit l'hôpital. Le sous effectif, les changements d'horaires soudains, les annulations de congés, de RTT, les rappels à domicile pour suppléer aux absences : autant de dégradations professionnelles qui ne sont pas sans conséquences physiques et psychiques qui conduisent parfois au burn-out ou au suicide. Autant d'agressions qui minent leur vie personnelle et familiale. Comment prendre soin de soi ou de ses proches, quand on ne sait pas comment on travaille le lendemain ? Comment concilier vie familiale et professionnelle dans ces incertitudes permanentes ? Cela n'est pas sans rappeler la forte présence de femmes précaires, aux carrières morcelées, bas salaires, dans le dénuement et l'incertitude du lendemain qui furent très actives dans le mouvement des Gilets Jaunes. Cette crise de l'Hôpital public, est celle de tous les services publics. Elle pénalise la population pauvre et précaire par des difficultés à l'accès aux soins, à la CAF, aux impôts etc.

D'après l'étude du haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, près de 9,5 millions de femmes reportent des soins ou y renoncent, notamment les soins gynéco et d'obstétriques, à cause de l'éloignement des lieux de soins et/ou du coût des consultations. Rappelons que la moitié des maternités ont fermé depuis 20 ans et la difficulté que rencontre les centre d' IVG (Interruption Volontaire de Grossesse) à exister et fonctionner.

Selon un sondage BVA publié par le *Journal du Dimanche*, 63% des français ont dû renoncer aux soins pour des raisons économiques ou devant la difficulté d'obtenir un rendez-vous dans des délais raisonnables. 44% des personnes interrogées invoquent des délais d'attente trop longs pour un rendez-vous. 25% renoncent à se soigner par un manque de médecin ou trop éloigné du domicile. 41% expliquent leur renoncement par un reste à charge trop important vu leur situation économique. 30% par l'impossibilité d'avancer les frais de soins. Cela concerne 74% des 25-34 ans dont nombre d'étudiants et 72% des personnes dont le revenu mensuel net est inférieur à 1500 euros. Des 63% qui ont renoncé ou reporté leurs soins, les sondés grimpent à 77% parmi la population en situation de handicap.

Notons qu'un quart des bénéficiaires de la CMU (Couverture médicale universelle) ou de l'ACS (Aide Complémentaire Santé) se sont vu refuser un rendez-vous à cause de leur statut. Autant de facteurs qui ont conduit ces deux dernières années 17% des personnes interrogées à se rendre aux urgences. Ces situations ne sont pas sans conséquences. Dans un cas sur trois, elles entraînent une aggravation de l'état de santé et conduisent 12% des cas à des complications voir des hospitalisations.

L'urgence soudaine du président.

Partie des Urgences parisiennes [1] voici plusieurs mois, et alors que la ministre misait sur l'usure, la résignation des personnels et sur la période estivale propice à éteindre les incendies sociaux, force est de constater que la lutte des urgences perdure. Mieux ! Cette résistance, s'est propagée à d'autres hôpitaux ou EHPAD [2]. Ainsi, jeudi 14 novembre, journée de grève nationale, à l'EHPAD de Douvres la Délivrande près de Caen, tout le personnel a débrayé pour la première fois : « Nous voulons réhumaniser la maison de retraite et être au plus proches des résidents. » Une trentaine d'infirmières, d'aide-soignantes, d'administratifs et agents d'entretien dénoncent notamment le manque de personnel et demandent une revalorisation salariale, dans ce secteur où les temps partiels et les bas salaires sont nombreux. Cette résistance s'est aussi renforcée dans d'autres secteurs hospitaliers jusque là hésitants : médecins, techniciens de labo ou de radiologie... Déterminés, les personnels en lutte ont su créer ce rapport de force qui à fait le succès de la manifestation du jeudi 14 novembre appelée par le collectif Inter-Urgences et des syndicats. Une importante participation dans toute la France, sous différentes formes selon les lieux, a donné ainsi écho au rassemblement réussi à Paris. Ils et elles revendiquent toujours : l'embauche de 10 000 personnes, une augmentation des salaires de 300 euros, la réouverture de lits en amont pour désengorger les services d'urgences. Face à ce succès, le président Macron, a été obligé de reprendre le dossier jusque là laissé à la ministre. Oublié le temps où, en réponse au mal être des personnels et devant la misère des hôpitaux, la ministre et le gouvernement faisaient la sourde oreille et ne voyaient qu'un problème d'organisation. Il faut dire que 400 chefs de service et 2300 pro-

fessionnels de la Santé ont rejoint le constat des hospitaliers sur le délabrement du système de Santé national . Dans une tribune dans le *Journal du Dimanche* du 22 septembre, ils dénoncent et demandent « des états généraux de l'hôpital public ».

Devant le succès de cette journée appelée par l'inter-urgences et inter-hôpital, le président déclarait : « La colère et l'indignation des femmes et des hommes travaillant en hôpital public ont été entendues. Elles ne resteront pas sans réponses ».

Le dossier Santé confié à la ministre A.Buzyn est donc devenu celui du président avec un ministre de l'économie aux ordres. « Nous mettrons le paquet sur l'hôpital. Nous ne compterons pas notre effort » s'empresse de déclarer ce dernier. Il ajoute que le gouvernement est « ouvert à toute ». solution.

En attendant promesses et réponses, la lutte continue.

« Il faut faire monter la pression, montrer notre rapport de force » déclare Orianne Plumet, infirmière, porte parole du collectif inter-urgences. Le renfort des « internes » tombe à pic. Ceux-ci s'associent en effet, au nouvel appel de l'inter-urgences pour le 30 novembre et menacent également le gouvernement d'une grève illimitée, sur leur propres revendications, s'ils ne sont pas entendus. Ce vent de colère qui souffle de plus en plus fort, inquiète le président qui vient de perdre encore un point dans les sondages. Il est vrai que l'échéance municipale se rapprochant, il est primordial pour E. Macron de soigner cette partie de l'électorat qui l'a porté à l'Élysée. Après sa défaite aux européennes derrière M. Le Pen, cette étape par les urnes doit être une vitrine de l'implantation réussie de la -macronie- dans les territoires. Elle devrait ouvrir à -LREM- les portes du Sénat qui, à ce jour est aux mains de « LR » -les républicains- et des centristes. C'est cela aussi la présence du président au congrès des maires de France. Congrès qu'il avait dédaigné l'année passée.

Mais ce que redoute à court terme le président est que ce mouvement hospitalier, auto-organisé, devenu une force de résistance, ne rejoigne l'appel et fortifie, la mobilisation du 5 décembre. Jour, où, les centrales syndicales appellent à une grève interprofessionnelle contre la réforme des retraites. Les fédérations syndicales Santé, ignorant la réalité des luttes, s'alignent sans aucune concertation, en interne, sur l'agenda fixé un mois à l'avance par leurs centrales. Mais, nous promettent ces fédérations Santé : « Le 5 décembre serait la première journée de grève -potentiellement reconductible- ». Au contraire de l'inter-urgences qui décide en Assemblée Générale de la suite du mouvement et de ses modes d'action, Tous les syndicats rappellent et constatent que la réforme du gouvernement contre les retraites est inacceptable et injuste. On ne peut qu'être d'accord et se mobiliser ce 5 décembre pour descendre dans la rue avec encore plus de colère. Non pour suivre derrière les Centrales mais pour décider en -assemblées générales comment nous organiser, décider quelles sont nos revendications et nos modes d'action, et comment défendre nos intérêts de classe face à toutes ces attaques du patronat. La réforme des hôpitaux et la casse de la Santé est celle de tous les services publics ! ce qui devrait être tout aussi inacceptable ! Tout comme devrait être inacceptable l'offensive contre l'assurance chômage, contre les migrants[3], et bien d'autres attaques contre les travailleurs, retraités et populations précarisées. Bref autant de coups portés sans que les directions syndicales ne mobilisent, n'appellent à combattre, à nous défendre tous ensemble car là est notre force de classe. Avec la réforme des retraites, le gouvernement attaque le pré carré syndical, l' électorat de boutique. Mais, agents de la RATP et cheminots ont donné un avertissement de leur détermination contre cette réforme. Aussi, les centrales prennent-elles les devants. Prévenir tout débordement des travailleurs du rail, de la base, qui pour bon nombre ont -l'aigreur- du sabotage de leur dernière grève. Face aux coups portés, les confédérations négocient, capitulent, s'alignent sur la CSE -Confédération des Syndicats Européens-. Contre l'attaque au sabre, généralisée, de la bourgeoisie, les bureaucraties répondent à fleuret moucheté : mouvements partiels et ripostes isolées. Malgré les apparences et le battage médiatique, la journée de grève du 5 décembre risque d'être une journée de plus sans lendemain si la combativité ouvrière n'est pas au rendez-vous. On peut comprendre alors la crainte du gouvernement et du président de voir « ses supplétifs » syndicaux débordés par un mouvement social qui leur échapperait.

Sans doute est-ce là la précipitation du président à trouver une issue rapide au conflit hospitalier et éviter une

convergence des mécontentements dans la rue.

Sur les traces des Gilets Jaunes

Le mouvement des Gilets Jaunes a laissé des traces et secoué une conscience de classe endormie que beaucoup avaient enterré. Auto-organisés hors des partis et syndicats qui n'ont pas hésité à les dénigrer, les Gilets Jaunes, malgré la féroce répression et quoiqu'en disent leurs détracteurs, ont ébranlé le gouvernement et son président les obligeant à cracher quelques 17 milliards d'euros. Depuis l'irruption de ce mouvement, quelle surprise d'apprendre ce débrayage massif à la RATP le 13 septembre ! Alors que les salaires des agents restent gelés depuis des années, la PDG s'octroie une augmentation salariale de 12,5%. Déterminés, ils projettent une grève illimité après le 5 décembre. Quel plaisir aussi que ce coup de force, avec ce « droit de retrait » exercé par des cheminot-e-s, suite à l'accident en champagne-Ardennes et qui a été suivi par des centaines d'autres, en solidarité partout en France. Et que dire, récemment encore, des 200 cheminot-e-s qui ont réussi par une grève sauvage auto-organisée au technicentre -Atlantique- de Chatillion, à se faire bien plus entendre et craindre que par des journées d'inaction syndicales. Avec colère et détermination, ils et elles ont défié la direction de la SNCF et le gouvernement hors cadre syndical.

C'est dans cette joyeuse ambiance de classe que « tous ensemble » devons aborder la journée du 5 décembre et non derrière la morosité mortifère des bureaucraties.

Diviser pour régner

« Des décisions fortes » avait promis le président. Ce mercredi 20 novembre, son premier Ministre au nom du gouvernement a dévoilé son plan d'urgence censé calmer le mouvement de colère qui agite le monde

3) *En concurrence contre le Rassemblement National, sous prétexte d'abus, de fraude et de tourisme médical, le gouvernement s'en prend encore aux migrants et demandeurs d'asile. Dans le viseur : l'Aide Médicale d'État. Voir l'appel : lejdd.fr/Societe/Sante/tout-le-monde-a-le-droit-detre-soigne-lappel-de-805-medecins-en-faveur-de-laide-medicale-detat-3921097*

hospitalier depuis mars dernier.

Parmi les mesures annoncées :

- L'augmentation du budget pour « l'hôpital » public de 1,5 milliards d'euros. Cette augmentation se fera sur 3 ans dont 300 millions dès 2020. 500 millions par an ! On est loin du compte. 1,5 milliard c'est le budget de fonctionnement du seul CHU de Lille. Dans sa générosité, l'État redonnerait 1,5 milliards d'euros aux hôpitaux sur 3 ans alors que les coupes opérées contre ces mêmes établissements s'élèvent à quelques 12 milliards d'euros.
- Une prime de 800 euros, réservée aux aides soignant-e-s et infirmier-e-s d'Île de France gagnant moins de 1900 euros par mois soit 66 euros net mensuel pour 40 000 personnes. Mais vivre à Marseille, Lyon, Bordeaux... n'entraîne t-il pas les mêmes difficultés pour le logement, le transport, la vie chère etc. Et qu'en est-il des « oubliée-e-s » : agents de service et autres salarié-e-s qui ne touchent même pas ces 1900 euros ? En catégorie C, ils flirtent avec le salaire minimun.
- Une prime d'engagement jusque là réservée aux médecins exerçant à l'hôpital public sera étendue aux métiers sous tension : infirmiers spécialisés, manipulateurs de radiologie etc.
- Une enveloppe de 200 millions allouée aux hôpitaux pour récompenser « le bon personnel ». Une Prime au mérite dont on ne sait qui l'attribuera et quels en seront les critères. Une prime qui dans un même service divisera les salariées entre elles.
- 10 milliards de dette repris par l'État. La dette de l'hôpital public s'élève à 30 milliards d'euros. Sur quels critères sera attribuée cette reprise de dette gérée hôpital par hôpital ? Mais nous pouvons déjà imaginer les contreparties demandés aux directeurs et managers qui se paieront sur les personnels en variable d'ajustement.

En plus de ces mesures, l'État s'engage à augmenter le budget de l'assurance maladie de 1,5 milliards d'euros, soit 2,45% d'augmentation. Rappelons que pour fonctionner sérieusement le budget des hôpitaux devrait augmenter de 4% annuel. Ces mesures satisferont sans doute la FHF[4] et les médecins qui se voient réintégrés dans les sphères de décisions hospitalières d'où ils avaient été écartés, mais peu les salarié-e-s.

Ce « traitement de choc » comme le rappelle la presse « flatteuse » sera t-il suffisant pour faire baisser la fièvre des personnels ? Rien n'est sûr tant l'insatisfaction et la déception sont grandes.

Les mesures gouvernementales divisent : Paris-Île de France/régions. Médecins/personnels soignants. Personnels soignants entre eux ou contre d'autres catégories gagnant moins des 1900 euros mensuels... « Il n'y a rien en terme d'effectifs, d'ouvertures de lits. Finalement il n'y a pas de réponse aux revendications telles qu'on les portent depuis des mois. Même si on reconnaît qu'il y a de véritables efforts du gouvernement » souligne O. Plumet du collectif Inter-Urgences qui maintient son appel à manifester les 30 novembre et 17 décembre. Qu'en est-il pour le 5 décembre... ?

Dans le rapport de force engagé, la mobilisation du 30 novembre annoncée par l'inter-urgence et inter-hôpital sera le test qui traduira si les mesures gouvernementales auront réussi à diviser et à défaut de calmer, faire baisser la fièvre.

MZ Caen le 20 11 2019.

4) *FHF : Fédération Hospitalière de France. Regroupe les directeurs d'hôpitaux ou d'EHPAD.*

A l'approche de la date du 5 décembre, Éric, cheminot sur la ligne Mantes-St-Lazare et membre du collectif Intergares, revient rapidement sur la situation à la SNCF depuis son interview dans le dernier numéro de Courant Alternatif (n° 294).

- Depuis notre interview dans le dernier numéro, ta situation vis-à-vis de la procédure de licenciement que la direction tente contre toi a-t-elle évolué ?

- Oui, la direction a choisi d'exercer son droit de recours contre la décision de l'inspection du travail de refuser l'autorisation administrative pour mon licenciement.

C'était bien sûr prévisible, car il existe d'autres cas, encore plus incroyables, comme mon collègue Mathieu de Strasbourg, pour lequel l'inspection puis le ministère ont refusé d'accorder leur autorisation, mais l'entreprise parallèlement à cette procédure administrative a effectué une procédure judiciairee contre la décision de l'inspection. Et 3 ans après les faits, le tribunal administratif a cassé la décision de l'inspection et Mathieu doit tout reprendre à 0 et est repassé devant l'inspection du travail. On imagine les dégâts psychologiques.

- Quelle est la situation à la SNCF à l'approche du 5 décembre ?

- Ce qui semblait difficile il y a quelques semaines semble commencer à se concrétiser.

Sur de nombreux sites, les équipes sont mobilisées et prêtes à la reconductibles, bien conscientes qu'une seule journée ne suffira pas.

C'est l'effet de la grève RATP du 13 septembre, mais également l'effet de la grève du Technicentre de Châtillon (TGV Atlantique), une grève gagnante qui a redonné de l'espoir aux cheminots.

Avec les collègues de l'Intergares les plus motivés (collectif de cheminots principalement de la région parisienne créé pendant la bataille du rail) nous avons monté une équipe avec des agents RATP et nous avons tourné ensemble sur les sites RATP et SNCF pour aller voir les salariés des deux entreprises et leur montrer qu'ils ne seraient pas seuls dans la bataille.

Nous avons même été rejoints par quelques profs qui se sont joints aux tournées. De plus, des cheminots, dont moi, sont régulièrement sollicités pour participer à des HIS (heures d'informations syndicales) dans différents établissements scolaires, ou même d'autres structures (comme la bibliothèque de Beaubourg par exemple) et aussi dans les facs.

Ça ne m'était jamais arrivé et cette démarche historique, fait présager des meilleurs augures pour une grève reconductible et interpro à partir du 5, pour enfin une victoire sociale de notre classe contre le libéralisme destructeur et mortifère !

La crise est révélation

Préambule : Cet article émane d'un souhait. Il n'est qu'une boussole parmi d'autres pour reconnaître son chemin dans la complexité économique mondiale.

En 1929, la crise américaine a mis 2 à 5 ans pour contaminer l'Europe. En 2008, elle a mis 6 mois. On peut accuser la connexion internet des bourses entre elles mais plus fondamentalement les banques et entreprises ont entre temps croisé leurs actions. Donc même sans internet c'eut été rapide. Les actions croisées (encart 1) sont non seulement un vecteur de contamination mais en plus, elles collent à la patte des entreprise et banques. Nous étudierons brièvement 1929, car c'est la crise qui, dans les mémoires, a failli faire basculer le capitalisme, avant de revenir en 2019.

Encart 1

Actions croisées

L'entreprise A possèdent des actions de l'entreprise B et réciproquement.

Cette pratique est limitée à 10% en France par la loi de 1943. C'est un vœu pieu car il suffit que A crée une société écran C qui achète des actions de B. On ne peut contrôler que jusqu'à un certains nombre de relais. La multiplication des relais fait qu'on ne sait plus qui est qui et qui a quoi ; d'autant que le quidam peut ignorer posséder des actifs pourris via une société écran.

Aux Etats unis en 1929

L'agriculture nord-américaine s'est modernisée durant la guerre 1914-1918 afin de fournir les belligérants, ce qui a fragilisé les sols. Vers 1929, un événement climatique emporte la couche de terre fertile nord-américaine. Les agriculteurs se retrouvent ruinés et au chômage. La conséquence est un éclatement de la bulle financière agricole. Les agriculteurs avaient emprunté. Certaines banques se retrouvent en cessation de paiement aggravé par les courses au guichet (run) des clients venus retirer leur argent liquide. Il y a un effet domino, les banques s'écroulent les unes après les autres, krach boursier. Les banques ne pouvant plus financer les entreprises, celles-ci cherchent à se refinancer de façon autonome en augmentant la productivité et en baissant les coûts donc elle finissent par licencier beaucoup ce qui s'ajoute au chômage massif des agriculteurs, effet boule de neige... on connaît la suite.

Le refinancement interne des entreprises sera résolu par le passage du mode de production tayloriste au fordiste *(encart 2)*. Pour le reste, il faudra le New-deal de Roosevelt et la seconde guerre mondiale pour rétablir le capitalisme aux États-Unis. Bref, la politique du New-deal n'était qu'une avance sur court terme refinancée sur le long terme par les gains de productivité du fordisme.

Nous avons eu en 1929, une crise majeure du fait d'un alignement progressif et successif de 3 facteurs *(encart 3)* de crise qui se sont conjugués : la terre, la monnaie, le travail.

La monnaie

Retournons en 2019 et commençons par la monnaie. Les leçons de 2008 n'ont pas été réellement prises en compte, le système financier est toujours fragile.

En Europe, seulement 2 directives qui pèsent uniquement sur le particulier. La première est contre le run ; en cas de crise, le particulier ne pourra retirer que 200€ au guichet par semaine. La deuxième, les banques auront le droit de puiser dans le compte des particuliers pour combler les déficits. Depuis, on se permet des taux très faibles voir négatifs. Si quelqu'un connaissait le montant des comptes de particuliers de chaque banque en Europe, on pourrait éventuellement faire un commentaire.

Aucune directive sur la séparation des spécificités bancaires ou sur l'augmentation des fonds propres. D'autre part, Trump a levé la séparation des spécificités bancaires aux États-Unis.

L'euro est cependant plus fragile que le dollar pour une autre raison. La monnaie unique européenne n'a pas de système de compensation budgétaire contrairement aux États-Unis. Dans la logique monétaire, la Grèce a raison par rapport à l'Allemagne. Les excédents allemands doivent compenser les déficits grecs. Rappelons que dans le traité constitutionnel européen (TCE), les excédents sont aussi interdits. Les choses sont à moitié écrites dans le TCE. Du coup, les États excédentaires refusent de combler les États déficitaires. La confiance est essentielle pour une monnaie et là, elle est entamée.

En, fait le seul élément de sûreté qui apparaît par rapport à 2008 est que nos chers néolibéraux *(encart 4)* sont maintenant tous prêts à faire du keynésianisme *(encart 3)* en ce qui concerne la monnaie en cas de crise. Si on insiste sur l'endettement des États afin qu'ils le réduisent,c'est pour qu'ils

puissent nationaliser des banques au cas où. La dette privée est bien plus élevée et plus risquée selon Steve Keen[1]. Un État/Nation ne disparaît pas facilement même en faillite, l'Argentine n'a pas disparu. Il finira toujours par payer ne serait-ce que symboliquement, la Russie a remboursé l'emprunt russe après la chute du mur. Enfin, il n'y a pas d'émission d'actions d'État, il y a seulement des titres de dettes. Bref, les entreprises ont un vecteur de contagion aggravé les actions croisées *(encart 1)* et une cessation de paiement absolue tandis que les États sont seulement endettés et ont une cessation de paiement relative.

Si on veut vraiment renforcer la sécurité financière et monétaire internationale, il reste une solution de type

Encart 2

Voyage au bout de la nuit

Le taylorisme est la spécialisation des taches chronométrées. Smith décrit déjà une spécialisation dans la fabrique d'épingle au XVIIIème siècle (L'origine de la richesse des Nations).

Le fordisme est le travail à la chaîne motorisée. Céline (Voyage au bout de la nuit) décrit les abattoirs de Chicago dans un immeuble de plusieurs étages. Les carcasses sont accrochées à une chaîne et descendent les étages, tirées par l'apesanteur, où elles sont débitées petit à petit.

Salut à Christian Palloix qui aimait citer des romans dans ses cours et dont les remarques donne des pistes de réflexion.

1) *Steve Keen, L'imposture économique, 2017, les éditions de l'atelier. Il a prévu 2008 à un an près. Il prévoit pour 2020.*

Encart 3

Polanyi et compagnie

Pour Polanyi (La grande transformation), il y a trois choses qu'on marchandise qui ne sont pas des marchandises et qui, de ce fait, sont facteurs de crise : les rapports humains (essentiellement le travail mais pas que lui), la monnaie (c'est un contrat de société, un modus vivendi qui permet la double coïncidence de l'offre et de la demande), la terre (autre nom de la nature et de ses ressources). Pour le travail comme facteur de crise, nous avons Marx, si on arrive à le lire à peu près correctement. Pour la monnaie, nous avons Keynes qui s'est inspiré de sa lecture de Proudhon sans le citer, pour sa théorie de la monnaie. Il rajoute l'État pour assurer la confiance en la monnaie. Pour la terre, nous avons Georgescu-Roegen et sa bioéconomie, et là, bon courage car s'il faut 3 marxistes pour une dispute, 2 bioécomistes suffisent.

sumérienne. Sumer est une civilisation qui a durée plus de mille ans dans l'antiquité. À Sumer, à chaque fin de règne, les comptes étaient remis à zéro. Or aujourd'hui, nous avons un motif légal. Selon les comités pour l'abolition de la dette, les trois quarts des dettes publiques dans le Monde sont illégales au vu du droit international, du fait des clauses abusives. Abolissons les dettes et les États pourront agir. Mais il faut le faire doucement, sinon on risque de provoquer la crise au lieu de la conjurer.

Cela ne se fera pas en pratique du fait de l'avidité institutionnelle des classes dirigeantes, l'anonymat structurel de l'actionnaire ne peut que faire prévaloir les ordres profit et rentabilité. Les banques menaceraient les futurs candidats aux élections de ne pas financer leurs campagnes. Dommage car cette solution momentanée ferait gagner du temps.

Donc le système restera fragile à la

moindre cessation de paiement, la contagion sera rapide.

Le travail

Passons au travail, nous parlerons ici essentiellement du travail marchand, il y en a deux types, celui qui produit la marchandise et celui qui produit les services autour d'elle (comptabilité, marketing, commerce, bureau d'étude, publicité, service après-vente).Quand la marchandise se réalise sur le marché (quand elle est vendue), la valeur libérée irrigue l'ensemble.

Pour simplifier, on regardera uniquement le travail de production dans un premier temps et dans une seule entreprise qui n'aurait pas externaliser ses coûts.

Quand on augmente la productivité, on parlera d'intensité du travail, le capital machine étant du travail mort, plus exactement du rapport travail/capital.

Quand on augmente le nombre d'unité de production, on parlera d'extensivité du travail.

Durant une première période de l'histoire, les emplois détruits par l'intensité du travail de production ont été compensés par l'extensivité du travail de production. C'est une des dispute théorique entre Lénine et Rosa Luxemburg. Ne prenez pas parti.

Durant une deuxième, les emplois détruits par l'intensité du travail de production sont compensés par l'extensivité du travail autour de la marchandise produite.

Attention, l'extensivité du travail autour de la marchandise est l'extensivité interne. L'extension du Marché est l'extensivité externe.

Le problème est que l'intensivité du rapport travail/capital continue. Il y a vingt ans, dans un atelier de production de meuble sur mesure, il fallait 10 ouvriers. Aujourd'hui, deux suffisent : un qui programme la machine à commande numérique et l'autre qui encolle les pièces pour gagner du temps. Autant dire que le potentiel de gain de productivité future est faible dans cet exemple. Globalement, cela inquiète certains financiers qui se disent qu'il y a une possibilité de cessation de paiement vu que l'extensivité externe a une limite. La terre est ronde.

Cependant, la prochaine révolution technologique est avancée : « l'intelligence » artificielle. Mais elle va surtout attaquer les services dont les trois quarts sont externe à l'entreprise aujourd'hui. L'actionnariat peut être différent entre l'entreprise de comptabilité et l'unité de production. Donc la baisse de coût interne sera faible et relative. Le travail vivant est le seul coût que l'entrepreneur maîtrise.

L'augmentation de l'armée de chômeurs est programmée. Les catégories socio-professionnelle supé-

Encart 4

Du néolibéralisme au néo-mercantilisme

Le néolibéralisme est le mode de gestion actuel du capitalisme mais c'est aussi une philosophie politique où la liberté du capital est la source des autres libertés. Bref, on n'hésitera pas à vous molester jusqu'à la mort au nom du capital,et cela sans remords car sa liberté est fondamentale. Les néolibéraux ont agi comme des comploteurs via l'impérialisme américain. Par exemple, à la faveur du plan Condor, ils seront les conseillers économiques de Pinochet au Chili. Ils ont su tisser un réseau dans les élites du Monde. Mais il ne s'agit pas d'un complot de A à Z. Il suffit d'une initialisation juridique, le système capitaliste fait le reste. Ainsi le traité constitutionnel européen par un simple alinéa supprime les droits fondamentaux des citoyens dans le cadre de la construction d'un grand marché. Aussi, le retour de la lutte des classes au Chili est un symbole fort ; on est loin de la pacification par le marché.

De plus, le néolibéralisme n'a pas pu pénétrer les élites chinoises, ceux-ci font un néo-mercantilisme belliqueux. Les États-Unis répondent via Trump par un néo-mercantilisme belliqueux. Bref, le néolibéralisme a échoué et est déjà concurrencé par un autre mode de gestion. Il ne vaut guère mieux. Comme le marché mondial a une sérieuse tendance à être saturé. On montre ses muscles et on force pour conquérir des marchés, extensivité externe. L'Europe n'a pas les moyens militaires ni la cohésion nécessairepour une telle politique. Comme au football, si on ne joue pas collectif, on a beau avoir les meilleurs joueurs...Donc la seule réponse de l'Europe est apparemment des taux bas voire négatifs pour gagner en compétitivité marchande. Néanmoins, le congrès américain estime apparemment que la politique de Trump devient suicidaire, d'où l'annonce d'une éventuelle destitution pour un motif quelconque.

rieures (CSP+ à ++) seront touchées, ce qui est intéressant en incidence sur la méritocratie. Une « intelligence » artificielle dirige déjà une banque en Chine.

Une pensée dangereuse traîne parmi les classes dirigeantes : il y aurait des gens inutiles, des gens en trop. Le problème est que le marché ne répartit pas, il capte de la valeur. Les na-

Encart 5

Néo-malthusianisme contre malthusianisme

Les constats et analyses des sociologues, anthropologues, biologistes et démographes nous permettent de dessiner une politique néo-malthusienne « soft » sans coercition. Il suffit de démotiver une reproduction exagérée.

Une retraite socialisée, vous n'avez plus besoin de faire beaucoup d'enfants pour assurer vos vieux jours en espérant que l'un d'eux s'occupe de vous.

Une éducation accessible pour tous et toutes, plus une population est cultivée moins elle a tendance à se reproduire exagérément.

Accès garanti aux moyen de contraception et à l'avortement, cela paraît évident.

Autonomie financière de la femme, droit facilité au divorce… bref, l'émancipation des femmes régule la démographie dans les pays développés. Hormis un système de retraite socialisée, le reste ne coûte pas si cher et peut être facilement installé.

z

is ont organisé le marché noir en France pour cela, durant la seconde Guerre mondiale. Il y aura toujours des gens « en trop ». Malgré cela, l'O.N.U. Tient une comptabilité morbides prévisionnelle des futurs morts dans les guerres civiles notamment. Si c'est pour réguler la démographie, nous savons comment faire autrement *(encart 5)*.

La terre

Passons à la terre. La collapsologie est à la mode mais finalement elle confond Civilisation humaine et capitalisme. Du coup, elle dédouane le capitalisme dans son rôle d'accélérateur. Si nous étions juges, nous citerions deux témoins à charge fascinés par les accélérations du capitalisme : Marx et Schumpeter[2].

Si la civilisation humaine se débarrassait du capitalisme, elle gagnerait de la durée avant l'échéance éventuelle. La crise qui arrive correspond plutôt à la notion d'entropie industrielle de Georgescu-Roegen *(encart 3)*. L'entropie est la mort programmée d'un système par le produit de ce système.

Quand on construit ou produit, on détruit ou fragilise l'environnement qui nous est agréable au sens où il substante notre production (industrielle ici) car il fournit les ressources : matières premières, énergie, aliments, eau, air.

En 1929, la modernisation avait fragilisé les sols américains du Nord.

En 2019, tous les sols sont fragilisés et pesticidés au point de faire chuter la fertilité naturelle due à la microfaune et microflore subterriennes. Les baisses de production agricoles sont annoncées or nous avons des marchés spéculatifs des deux cotés de l'Atlantique donc il y aura une hausse des produits agricoles. Même si on surproduit actuellement, il faudrait démarchéiser et appliquer un principe de résilience pour espérer mieux répartir. La tendance actuelle est inverse.

Même chose pour l'eau qui est polluée entre autres par l'agriculture industrielle. On rajoute la fin de l'énergie bon marché... etc...

il n'est guère utile d'être économiste pour savoir que les coûts de ces intrants vont augmenter et que cela rattrapera la baisse des coûts du salariat interne aux entreprises.

La convergence

Les 3 facteurs peuvent converger. Une crise du travail marchand s'annonce, aggravée par l'entropie industrielle, les actions entre banques et autres entreprises sont un vecteur de contagion, le système monétaire et financier étant fragile...

En 1929, l'alignement était successif et progressif.

S'il y a crise aujourd'hui, elle risque d'être convergente et simultanée. Et la bourse n'est même plus nécessaire à cette crise avec les actions croisées. La possibilité de refinancement par les gains de « productivité » sur le long terme est faible.

Ce n'est ni l'effondrement des collapsologues qui arrivera peut-être un jour mais une autre fois, ni une simple restructuration du capital comme en 1929. Le facteur terre était « événementiel » en 1929, il est devenu structurel depuis. La valeur méritocratique du travail va être mis à mal par cette crise, tant mieux.

Encart 6

Reproduction

1492, rencontre d'un spermatozoïde (Christophe Colomb) avec un gros ovule (les Amériques), multiplication des cellules (banques,comptoirs) du commerce au long cours et retour en force de l'esclavage. XVIIIème siècle, il est trop tard pour avorter. Le travail (salariat) commence. Début XIXème siècle, naissance, la tête (actionnariat) passe le col du fémur, et , depuis, il nous emmerde, il n'arrête pas de faire des crises. Maintenant qu'il est arrivé à maturité, on ne pourrait pas l'euthanasier ?

La responsabilité de l'actionnariat apparaît clairement. Les actions peuvent s'échanger en troc sur le marché, cela s'appelle un swap en anglais.Les actions croisées sont un vecteur de contagion qui peut se passer du marché. L'anonymat des actionnaires implique une avidité institutionnelle qui rend impossible l'abolition négociée des dettes publiques. De plus, depuis au moins 40 ans, le taux de retour sur investissement a plus que triplé. Autrement dit, ils se gavent.

L'actionnariat est né au XIXème siècle *(encart 6)*, c'est la capacité d'abstraction de la propriété privée poussée à son maximum connu. La plupart des économistes n'ont aucune réflexion sur la propriété ; ils sont là pour donner des conseils de gestion de cette dernière.

Jeunes, Proudhon et Marx ont eu des intuitions salutaires sur la propriété privée.

Vieux, ils oublient qu'il faille que l'État veuille bien concéder sa propriété pour qu'il y ait propriété privée ; l'État ayant le monopole légitime de la force et c'est sa propriété. Si l'Etat sumérien remettait facilement les compteurs à zéro, c'est qu'il ne l'avait probablement jamais oublié.

GREG

2) *Théoricien des destructions créatrices, il finit par admettre qu'à force de chocs créateurs, le communisme va triompher !? Oui mais lequel ?*

chroniques du contrôle et de la répression Big

Gilets jaunes face à la justice (suite et malheureusement pas fin !)

Le mois dernier nous avons publié sous cette rubrique un résumé du travail de « Basta ! » concernant la répression judiciaire subie par ce mouvement. Depuis, Le Monde, a donné des chiffres voisins dans un article du 8 novembre d'Elise Vincent. Toutes les données – nombre de gardes à vue, classements sans suites, condamnations, incarcérations, ... sont une synthèse des remontées du ministère de la justice et de l'ensemble des parquets de France. Il ne s'agit que d'un bilan provisoire couvrant du 17 novembre 2018 jusqu'au 30 juin 2019.

Sur l'ensemble du territoire, une fois évacués les mesures alternatives aux poursuites et les classements sans suite, les plus de 10 000 gardes à vue initiales ont débouché sur quelques 5 300 poursuites judiciaires. Parmi celles-ci environ 2 100 personnes ont été jugées en comparution immédiate et 2 000 autres ont eu une convocation judiciaire à une date ultérieure.

La justice a, en tout cas, travaillé vite dans les dossiers impliquant des manifestants ! Un constat beaucoup moins vrai pour les flics et autres gendarmes mis en cause dans des affaires de violences. D'après certains journalistes, ces procédures sont mécaniquement plus lentes que celles visant les manifestants, car elles doivent passer par le filtre de l'inspection générale de la police nationale ou de l'inspection générale de la gendarmerie nationale ! En fait, il s'agit d'un filtre qui ne laisse passer que quelques cas flagrants et encore ! En effet, les enquêtes confiées à l'IGPN (313 recensées en France) aboutissent progressivement dans le temps à une multitude de classements sans suite pour infraction insuffisamment caractérisée quand ce n'est pas tout simplement l'absence d'infraction, et surtout des affaires où les flics de l'IGPN ont été dans l'incapacité d'identifier l'auteur des faits ! Les « bœufs-carottes » couvrent ce qu'ils peuvent ! Du bon boulot pour l'Etat ! D'autant plus que le plus souvent ces exactions policières ont eu pour conséquences des mutilations de manifestant-e-s ou de personnes présentes au mauvais endroit, au mauvais moment ! Deux affaires ont récemment provoqué des tollés : La plainte d'un adolescent à Strasbourg n'a ainsi abouti à rien après dix mois d'enquête. Le jeune homme avait été blessé gravement au visage par un tir de lanceur de balles de défense (LBD) en janvier, alors qu'il sortait d'un centre commercial et ne participait en aucun cas à la manifestation. Les policiers de l'IGPN ont été dans l'incapacité d'identifier le tireur. A Besançon, un homme qui avait reçu un coup de matraque en plein visage alors qu'il ne commettait aucune violence a également vu sa plainte classée sans suite. Le procureur de la république a estimé, au vu des images, que le policier n'avait pas d'*« intention coupable »* et avait fait ce geste car il croyait que le manifestant allait ramasser une grenade qui était tombée au sol.

A ce jour, 2 policiers ont été renvoyés en correctionnelle pour des violences envers des manifestants. L'un est accusé d'avoir giflé au visage un gilet jaune. Heureusement cette scène a été filmée et mise en ligne sur les réseaux sociaux. Ce flic comparaîtra pour « violences volontaires par personne dépositaire de l'autorité publique ayant entraîné une incapacité supérieure à 8 jours ». L'autre flic est accusé d'avoir jeté un pavé sur des manifestants, scène elle aussi filmée et diffusée sur Internet. Pour cette dernière affaire un parallèle est fait avec ce manifestant qui avait jeté un pavé sur les flics, sans faire de blessé, qui avait écopé de 8 mois de prison ferme en janvier à Strasbourg ! Il faut s'attendre à « deux poids, deux mesures » !

Il faut néanmoins se battre sur le terrain judiciaire. Le 8 décembre 2018, Antoine de Bayonne avait eu sa main droite arrachée par une grenade Gli F4 lors d'une manifestation de gilets jaunes à Bordeaux. Le 17 décembre, il portait plainte contre Castaner, ministre de l'Intérieur. Le procureur du Tribunal de Grande Instance de Bordeaux avait classé l'affaire sans suite faute d'avoir pu retrouver le gendarme qui avait lancé la grenade. Antoine a fait appel et surprise, le procureur général de la cour d'appel de Bordeaux a ordonné une information judiciaire pour « mutilation volontaire ». Cette décision a redonné la pêche à Antoine tout en sachant que le combat juridique est encore long pour aboutir à l'interdiction de toutes les armes de guerre utilisées par les flics contre la population.

Sources : lemonde.fr, mediabask.eus

Big Brother

La technologie israélienne à la pointe du terrorisme

La société israélienne NSO Group est la cible d'actions en justice de la part d'Amnesty International en Israël pour avoir fabriqué et vendu un logiciel malveillant à des gouvernements qui l'utilisent pour surveiller dissidents et journalistes, voire les assassiner.

Ce logiciel est fabriqué par « NSO Group », une entreprise fondée en 2010 par deux anciens chefs militaires israéliens. Ce logiciel d'espionnage acheté par plusieurs gouvernements étrangers, a été utilisé pour attaquer des défenseurs des droits humains en Arabie Saoudite, aux Émirats arabes unis ou encore au Mexique.

À quoi ressemble cet « outil » ? Si un téléphone est infecté par ce logiciel appelé « Pegasus », il devient presque entièrement contrôlable de l'extérieur. Le logiciel permet de déterminer la localisation du téléphone, d'activer la caméra et le microphone, d'enregistrer des conversations, et d'avoir accès à toutes les données personnelles (SMS, mails, contacts, photos, vidéos, ainsi que les conversations sur Messenger, Whatsapp ou Instagram). Par exemple, l'Arabie saoudite s'est servi de ce logiciel pour collecter des informations sur Jamal Khashoggi, récoltant des informations qui ont très probablement permis l'assassinat du journaliste par le régime saoudien à Istanbul en octobre 2018.

La valeur de NSO Group est estimée à un milliard de dollars. Celle de l'économie de l'espionnage digitale est quant à elle chiffrée à 12 milliards : Ce business est en plein essor, et très lucratif. NSO Group n'est pas la seule entreprise israélienne à être au cœur de graves controverses. Black Cube est également accusée d'avoir surveillé des opposants de l'ancien chef d'État (2001–2019) de la République Démocratique du Congo, Joseph Kabila. Harvey Weinstein, le producteur en disgrâce et catalyseur du mouvement #metoo, aurait engagé Black Cube pour intimider les femmes l'accusant de viols et abus sexuels. Si les méthodes techniques de NSO Group et Black Cube ne sont pas exactement les mêmes, leurs objectifs et clients sont remarquablement similaires : des individus, entreprises et États puissants et fortunés qui ont besoin d'intimider leurs ennemis. Pour Nadim Nashif, directeur de 7amleh (le Centre arabe pour le développement des réseaux sociaux), les entreprises israéliennes sont idéalement situées pour profiter de l'essor de ce business : elles ont affiné leurs techniques de surveillance digitales dans le contexte de l'occupation du territoire palestinien. *« Israël a maîtrisé l'art de surveiller des millions de Palestiniens en Cisjordanie, à Gaza et en Israël. Le pays empaquète et vend ce savoir à des gouvernements qui admirent sa capacité à réprimer et étouffer la résistance »*, corrobore Antony Loewenstein, auteur et journaliste australien.

La frontière entre l'État hébreu et le secteur technologique est très poreuse. Les sociétés de renseignement emploient des anciens agents des services secrets. Tel est le cas pour Black Cube, qui compte parmi ses employés d'anciens membres du Mossad. Concernant NSO Group, ce sont des vétérans de l'équivalent israélien de la NSA aux États-Unis (Unit 8200), qui ont fondé l'entreprise. Cette dernière reste pionnière en matière de cyber-sécurité.

Source : bastamag.net

Brother

A Lyon, la reconnaissance faciale en procès

Le mois dernier, sous cette rubrique, nous avions évoqué ce procès à Lyon, en comparution immédiate, d'un homme accusé d'avoir volé un camion. Il n'avait strictement rien reconnu mais il avait été identifié seulement par reconnaissance faciale. Son avocat, Maître Banbanaste, avait évoqué l'exception de nullité –demandé l'annulation d'une pièce de la procédure, ici le procès-verbal évoquant l'utilisation d'un logiciel de reconnaissance faciale, avant même d'évoquer le fond de l'affaire– provoquant le renvoi de l'audience. Le 31 octobre, la justice a tranché. Le moyen de la preuve a été validé par le tribunal et l'accusé condamné à dix-huit mois de prison. Le logiciel de reconnaissance faciale n'est pas (encore ?) reconnu comme une preuve en soi, mais comme un outil de rapprochement ayant permis aux enquêteurs de travailler et de remonter jusqu'au suspect. Il y aura appel à ce jugement.

Il faut revenir à l'usage que font et feront de plus en plus la police et la justice de la reconnaissance faciale. Un décret de 2012 a créé le TAJ (Traitement des antécédents judiciaires) en fusionnant les fichiers de police et de gendarmerie, le STIC (Système de traitement des infractions constatées) et le JUDEX (système judiciaire de documentation et d'exploitation de la gendarmerie).

À tout ceci s'ajoute la possibilité d'intégrer les photos de GASPARD (Gestions automatisées des signalements et des photos anthropométriques répertoriées et distribuables), qui prend en compte les clichés issus de gardes à vue, de vidéosurveillances ou ceux saisis durant une enquête. Ce fichier compte 7 à 8 millions de photos de face sans doublon !

Toute capture d'écran de la vidéosurveillance peut être soumise au TAJ. Si une image d'un individu recherché matche, grâce à un algorithme, avec une photo figurant déjà dans la base de données TAJ, l'individu est identifié et même s'il ne reconnaît rien, il peut se retrouver au tribunal. A noter que les erreurs de reconnaissance faciale s'accumulent, à tel point que la Californie a voté une loi interdisant ce système pour les caméras-piétons (vidéosurveillance embarquée sur les uniformes des flics).

Source : korii.slate.fr, article d'Audrey Chabal

Reconnaissance faciale : la France dans les pas de la Chine ?

« Contrôler l'identité de tous, à chaque moment et de façon invisible, c'est le rêve de toutes les polices du monde. Mais aussi celui des États, et pas seulement des plus autoritaires. Comme la Chine avant elle, la France s'intéresse maintenant de très près au développement d'une technologie qui, associée à la vidéosurveillance, peut conduire au contrôle absolu de l'espace public : la reconnaissance faciale.

Pour l'heure, l'État lance l'Authentification en ligne certifiée sur mobile (Alicem). Il s'agit d'une application fonctionnant sur smartphone Android. Elle permet de se connecter à des services publics qui devraient être intégralement dématérialisés d'ici 2022. Pour authentifier leur identité, les usagers en possession d'un passeport ou d'un titre de séjour biométrique utilisent la fonction vidéo de leur téléphone pour la faire correspondre, grâce à la reconnaissance faciale, aux données inscrites sur la puce de leur titre d'identité. En phase de test actuellement, ce dispositif pourrait se déployer dès l'an prochain et s'appliquer ensuite aux 10 millions de Français doté d'un titre d'identité biométrique.

Mais le nombre de personnes potentiellement concerné par Alicem pourrait croître encore. En 2021, la France est censée créer une carte d'identité numérique dont le déploiement doit s'achever en 2031. À ce moment-là, les données biométriques de toute la population adulte devraient être enregistrées. Et pour le moment, la reconnaissance faciale est un des moyens d'authentification présenté comme forts par les spécialistes du secteur de la sécurité. Il pourrait servir pour l'ensemble des démarches nécessitant une identité numérique. Probablement bien au-delà d'une connexion aux services publics… »

Source : Extrait tiré de rapport de force.fr

Big Brother

« Ce que l'avenir vous promet, LA POSTE vous l'apporte ! »

Vous n'êtes pas sans savoir que si vous voulez récupérer votre courrier après un déménagement, un changement d'adresse à la Poste est nécessaire. Il faut alors bien lire l'imprimé à remplir et cocher la case où vous n'acceptez pas que la Poste utilise votre nouvelle adresse à des fins de prospection commerciale. En fait, la Poste possède, depuis des décennies, le meilleur fichier d'adresses de France constitué d'une base, actualisée mensuellement, de plus de 15 millions de foyers français. Ce fichier est vendu, via sa filiale Médiapost, à toutes les entreprises commerciales qui le demandent.

Mais La Poste ne vend pas simplement des adresses afin d'« optimiser votre budget communication », elle croise ses données avec « des sources fiables, répondant à une charte rigoureuse : Insee, Direction générale des finances publiques, Libre Services Actualité, référentiels La Poste, études terrain et base Médiapost », pour proposer des « données enrichies de critères géographiques, socio-démographiques et comportementaux (âge, pouvoir d'achat, composition du foyer, caractéristiques de l'habitat, habitudes de consommation, loisirs, taux d'équipement...) ».

Depuis son passage en société anonyme en 2010, La Poste s'est « diversifiée ». C'est désormais une multitude de métiers et 350 filiales dans le monde entier : des banques, des assurances, un opérateur de téléphonie et des dizaines d'entreprises qu'on n'imagine pas liées à La Poste comme Asten Santé, société.com ou Kiss Kiss Bank Bank. Chaque entreprise produit des milliards de données sur la vie et le comportement de ses utilisateurs, pas juste leur adresse et un mail. La puissante Direction du numérique de La Poste déclare « rassembler ces données au sein d'un Data Lake (puits de données) » et par cet anglicisme esquive la réalité brutale : La Poste nourrit un méga-fichier sur presque toute la population. Et l'entreprise sait qu'il y a des profits à en tirer.

C'est ainsi que La Poste a racheté une start-up grenobloise spécialisée dans l'intelligence artificielle, qui permet de collecter et d'organiser des milliards de données personnelles. A noter que cette start-up travaille étroitement avec l'industrie de l'armement. Il ne s'agit plus seulement de divulguer vos coordonnées, mais de prédire vos comportements, de pouvoir dévoiler aux entreprises quels produits il faut vous proposer, quand et comment.

Source : Le numéro de l'hiver 2019 du Postillon journal régional de Grenoble et sa région, article repris par Bastamag.net

L'éducation nationale, entre suicides et mobilisations

Manifestation contre la réforme Blanquer et en pour françoise Guillot AFP

Après l'échec des tentatives de grève à la rentrée contre l'école Blanquer, le suicide le 21 septembre de Christine Renon, directrice d'une école de Pantin, sur son lieu de travail, avec une lettre à en-tête officiel à l'inspecteur et tous ses collègues directeurs, a fait l'effet d'un électrochoc dans la profession, au moins sur le département.

Il faut dire que sa lettre, trois pages décrivant ce qui l'épuise dans les injonctions et disfonctionnements de l'éducation nationale, est poignante et non seulement fait écho à ce que subissent les directeurs/trices d'école, mais l'ensemble de la profession peut s'y reconnaître, y compris dans le second degré. Suite à son suicide, d'autres qui avaient eu lieu en province, sont venus à la connaissance de tous.

Sa dernière phrase était « Je remercie l'institution de ne pas salir mon nom. » Bien sûr, on a eu droit de la part de ladite institution au discours comme quoi étant célibataire elle était forcément dépressive (une femme seule, hein, c'est forcément triste), qu'elle avait eu des problèmes familiaux, etc. Pour une fois unis, l'ensemble des syndicats avaient demandé une réunion du CHSCT départemental. Ce jour là, la grève a été très suivie dans le 93, dans le primaire bien sûr mais aussi dans le secondaire, et on n'avait jamais vu autant de monde dans un rassemblement à Bobigny depuis des années. Le rectorat a opposé un mur de déni aux délégations syndicales, n'a trouvé aucun lien entre un suicide sur un lieu de travail accompagné d'une lettre sur les conditions de travail à en-tête officiel, et un quelconque problème au travail... Il a tâché d'imposer la présence d'huiles académiques qui ne sont pas membres du CHSCT départemental.

Son frère est venu redire publiquement que sa sœur n'était pas dépressive et allait bien personnellement, des directeurs ont dénoncé l'action de l'institution dont la seule réponse a été d'envoyer une escouade d'inspecteurs pour leur confisquer la lettre et leur interdire de la diffuser, et à l'école même pour imposer une reprise des cours dans les deux jours. Aucune aide psychologique ni pour les collègues ni pour les enfants. A quoi bon ?

Le mal-être lié à la réforme Blanquer et au management par l'humiliation grandit dans toute l'éducation nationale. Les conditions de travail se sont fortement dégradées, les programmes sont insensés, la pression à une évaluation permanente et calibrée par l'administration de plus en plus forte, et les élèves sont perdu.e.s et angoissé.e.s. Chaque enseignant est placé devant un dilemme : il ne peut pas exercer son métier et obéir aux injonctions de l'administration. Les directions essaient en permanence de monter tous contre tous, à coup de faux choix, et de déshabillage de Paul chaque fois qu'il faut absolument rajouter une guenille à Jacques.

Le cœur de cette réforme, c'est la désocialisation. Désocialisation des enseignant.e.s qui sont dépossédé.e.s de toute expertise en matière d'évaluation (et d'enseignement) et en même temps sommé.e.s de les multiplier dans l'ignorance des contraintes des autres matières. C'est le contrôle par le cadrage national des sujets de bac, dont les enseignants n'ont toujours pas connaissance, qui seront un jour (quel jour?) transmis aux chefs d'établissement qui décideront qui y aura accès. Pour le moment, il y a un peu partout des bagarres sourdes entre les enseignant.e.s qui veulent que les épreuves de bac se fassent en conditions d'examen (cours supprimés pendant l'examen, surveillance, salles au calme...) et le ministère qui prétend que ça peut se faire comme n'importe quel contrôle. Les copies seront numérisées, sans doute pour éviter la rétention de copies, mais on ne sait ni comment ni par qui. Ce sera corrigé en interne, mais ce devrait être anonyme... On devra rendre leurs copies aux élèves, mais ne marquer aucune remarque dessus... Bien sûr, en faisant passer le bac pour un contrôle banal, l'idée est de ne pas rémunérer les profs. Sauf que s'ils/elles n'ont pas d'ordre de mission, impossible de les obliger à corriger. S'ils/elles en ont, difficile de ne pas les rémunérer. Désocialisation des élèves et c'est sans doute plus grave. Il n'y a plus de groupe classe du moins là où les directions ont été zélées. Dans chaque classe, toutes les spécialités sont mélangées, et pour faire bonne mesure, plusieurs élèves de la même classe qui ont choisi la même spécialité n'auront pas le/la même prof. Donc, il y a une classe pour 5 matières, et chacune des autres est dans une classe différente. Impossible d'avoir une entr'aide de groupe, de se retrouver (les emplois du temps sont différents). Pas d'interlocuteur référent non plus en cas de souci, les élèves sont noyés dans la masse de classes surchargées alors qu'il n'y a plus d'équipe pédagogique pour en discuter. Les conseils de classe se feront soit avec une quarantaine de profs, soit plus probablement sans les profs des matières les plus importantes pour les élèves...

Pour faire bonne mesure sur ce ras-le-bol et/ou cette souffrance généralisés, les estimations syndicales sur ce qu'on sait de la réforme des retraites donnent une amput ation moyenne de plus de 800€ par mois. Donc, pour le moment, tout le monde retient son souffle en attendant le 5 décembre. Ou plutôt, la question n'est pas tellement celle du 5, qui je pense devrait être une grève très suivie, mais de ce qui se passera à partir du 6... Ca discute ferme dans les assemblées générales, sachant que le gouvernement sait parfois bien gérer. C'est ce mois ci que beaucoup de retraits de salaires sont tombés pour les grèves de l'année scolaire précédente. Soyons optimistes, ça pourrait signifier qu'ils sont un peu inquiets.

Antoinette

Groenland : quand la fonte des glaces va révéler les déchets enfouis « éternellement »

Cette information n'est pas très nouvelle puisque l'étude scientifique [1] qui a (re)lancé le sujet date de 2016 ; étude au passage très justifiée car les déchets sont pour partie très toxiques, et certains d'entre eux radioactifs. Quelques média en ont -légèrement- parlé cet été, et ce fut donc l'occasion de se renseigner sur la question.

Dans la fièvre de la guerre froide

En 1959, l'armée U.S. décide de construire une base militaire, nommée « Camp Century » dans la glace du Groenland au nord-ouest de l'île. En cette époque de guerre dite « froide », ils se rendent compte que l'URSS est très proche de l'Amérique du nord, si on passe par le pôle nord. Il est donc intéressant de placer ses pions (pardon ses soldats) en de hautes latitudes pour pouvoir frapper l'ennemi sur de multiples directions. Ce n'était pas la première base construite dans le coin, puisque dès 1950 les Etats-Unis et le Danemark s'étaient entendus « pour la défense du Groenland » et l'armée U.S. avait installé déjà trois bases dans le nord de l'île. La différence est que Camp Century a été construit sous la glace, à environ huit mètres de profondeur. Dans cette zone dite de de neige sèche, il n'y avait -dans les années 60- quasiment pas de fonte de la glace à la surface, et donc celle-ci était remplacée par les chutes de neiges tombant chaque année. La base, occupée par cent à deux cents soldats à l'année, était alimentée en énergie par un réacteur nucléaire « portable », le premier du genre dans le monde. Cela signifie en quelque sorte que le réacteur et l'ensemble de production électrique ne sont pas construits sur le site, mais sont amenés en plusieurs morceaux qu'il suffit d'assembler pour le faire marcher.

Au passage, cette idée de « réacteur portable » reviendra régulièrement dans l'industrie nucléaire pour équiper en électricité des zones dans lesquelles la construction d'une centrale ne serait pas envisageable (et aussi pour essayer de refourguer des appareils de production d'électricité nucléaire à des pays ou régions qui ne seraient pas assez fous pour engager la construction d'un ou plusieurs réacteurs sur leur sols). En France, la DCNS (successeur de la Direction des Constructions Navales et devenue depuis Naval Group) a développé un réacteur sous-marin du genre il y a une dizaine d'année, le Flexblue. C'est une sorte de tube fermé que l'on dépose à côté des côtes en bord de mer, à une profondeur de plusieurs dizaines de mètres, et que l'on a qu'à brancher une fois installé. Fort heureusement, personne dans le monde n'a été assez fou pour acheter un truc pareil, et le projet a été abandonné au bout de quelques années.

Après que l'installation de la base de Camp Century ait été un succès, l'armée américaine se lança dans un projet de construction d'une base de missiles nucléaires balistiques sur le même principe. L'objectif étant que les 600 missiles installés sous la glace du Groenland seraient à la fois proches de l'URSS et bien à l'abri sous la calotte glaciaire. Mais cette idée délirante ne fut jamais réalisée. Au delà des évolutions politiques, et de la crainte éventuelle que les missiles puissent « prendre froid », la raison principale est qu'il avait entre-temps été constaté que la glace, même très lentement, bouge quand même. Et les instabilités des parois qui en découlent peuvent poser problème pour un immense complexe de silos nucléaires.

Au bout de quelques années, la base de Camp Century fut donc aussi abandonnée car elle ne servait plus à rien. On effectua un démantèlement « minimal » ; en particulier le coeur du réacteur nucléaire fut retiré et ramené aux U.S.A., mais l'essentiel des infrastructures de la bases restèrent enfouies sous la glace. Les ingénieurs pensaient en effet que celle-ci resterait « préservée pour l'éternité ». Une dernière inspection du site eut lieu en 1969.

Une éternité de courte durée

Mais depuis les années 1970, la glace fond de plus en plus vite, au Groenland comme ailleurs. Il est estimé que l'île perdait 90 milliards de tonnes de glace par an en moyenne au cours du XXème siècle (jusqu'aux années 80), mais par la suite la perte annuelle a plus que triplé vers les années 2010. Cette augmentation est majoritairement due à une augmentation de la fonte de la glace en surface. En 2016 des scientifiques s'en sont inquiétés et ont conclu que vers la fin du siècle couche de glace irait en diminuant franchement. Et progressivement, les déchets enfouis finiraient par se retrouver exposés à la surface de la banquise, quand d'autres pourraient avoir été entraînés par l'eau de ruissellement due à la fonte de la glace. Comme le réchauffement climatique devient de plus en plus rapide, et que les scientifiques ont souvent tendance à minimiser les problèmes (quand ils ne les nient pas purement et simplement !), on peut penser que les pingouins de la région -s'il en restevont manger du poisson empoisonné. La question des déchets présents sur le site se pose donc, et on va s'y intéresser ici. Outre les 200 000 litres de carburant diesel et les 24 000 mètres cubes d'eau usées, il y a une quantité non négligeable -mais non chiffrée- de PCB (ou polychlorobiphényls, à vos souhaits). Ces produits très toxiques sont aussi fortement bioaccumulables, ce qui signifie qu'on les retrouvera dans la chaîne alimentaire très vite. Enfin il y a aussi l'eau du circuit de refroidissement du réacteur nucléaire qui a été laissée sur place, soit environ 180 mètres cubes. La radioactivité présente, difficile à estimer, est en tout cas « non négligeable » d'après l'étude. Elle reste cependant faible par rapport à

1) *https://agupubs.onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1002/2016GL069688 (en tapant simplement «10.1002/2016GL069688» on peut trouver facilement)*

ce qui fut dispersé par l'accident de Thulé dont nous parlerons plus loin.

Evidemment la nécessité de considérer une éventuelle « récupération » des déchets abandonnés par l'armée américaine a quelque peu refroidi les relations entre les gouvernements des Etats-Unis d'une part, et du Danemark d'autre part. La question est toujours de savoir qui va payer, et qui va récupérer la merde empoisonnée. Les danois veulent mettre les américains face à leurs responsabilités, tandis que ces derniers se basent sur les accords conclus à l'époque qui les autorisent à laisser sur place leurs saletés (pardon leurs « propriétés »). Ce qui est sûr en tout cas, c'est que les mers du pôle n'avaient pas besoin de ces déchets en plus, elles qui sont déjà bien empoisonnées (par les PCB notamment). Et les dindons de la farce seront les êtres vivants de la mer arctique et les autochtones de la région polaire.

Ceci dit, les déclarations cet été du psychopathe en chef des USA proposant au Danemark de leur acheter le Groenland sont peut-être liées à ces problématiques de déchets qui risquent de faire surface (il est possible qu'il y en ait d'autres dont on ne parle pas encore). A moins qu'on ait trouvé du pétrole au pôle nord proche des eaux territoriales du Groenland...

Et les bombes ?

Dans le même temps où Camp Century était abandonné, les bases aériennes existantes en surface du Groenland continuaient à prendre de l'importance. L'une d'entre elle, la base aérienne de Thulé, est devenue « célèbre » au début de l'année 1968 suite à un accident grave qui aurait pu être dramatique : un B52 porteur de bombes atomiques thermonucléaires (dites aussi à hydrogène ou bombes « H ») pris feu en vol et s'écrasa sur la banquise pas très loin de la base. Ces bombardiers stratégiques visaient à exercer une menace directe de frappe à l'encontre de l'URSS à une époque où les missiles balistiques américains n'étaient pas encore pleinement déployés (pour avoir une idée du délire militaire et politique de ces années, voir ou revoir Docteur Folamour qui décrit bien la folie de l'époque). Ce bombardier était porteur de quatre bombes, dont les « détonateurs » ont explosé, dispersant les différentes parties nucléaires, ce qui a généré une importante contamination radioactive dans les environs de l'accident. Les explosions, plus l'incendie du kérosène de l'avion, ont dispersé les éléments radioactifs sur plusieurs kilomètres carrés. Le gouvernement du Danemark fit pression sur les USA pour que ceux-ci viennent nettoyer la zone rapidement, avant la fonte des glaces. Plus de 2000 mètres cubes de liquide radioactif ainsi que du matériel furent expédiés aux Etats-unis, mais même si les responsables du « nettoyage » se satisfirent d'avoir retiré plus de 90 % de la contamination, la pollution radiologique est bien réelle. En plus de cela, il est très probable que l'entièreté des bombes n'ait pas été récupérée. Même si toutes les informations n'ont pas été rendues publiques, et malgré les démentis officiels, il en manque un morceau : les quatre « premiers étages » (fission du plutonium, c'est en gros une bombe A) ont bien été retrouvés, mais seulement trois « second étages » (partie fusion de la bombe, avec notamment du tritium et entouré d'uranium appauvri). Enfin, les travailleurs qui ont ramassé la neige contaminée ont été nombreux à tomber malade par la suite (cancers, etc).

Evidemment il ne s'agit pas de cas isolés : l'armée US a perdu des bombes à d'autres endroits, a laissé des déchets radioactifs -qui vont un jour se répandre dans la mer- sur leurs lieux d'essais nucléaires tels les îles Marshall (et les Etats-Unis refusent au passage de s'en occuper, laissant le fardeau aux habitants !). Ils ne sont hélas pas les seuls : l'armée française a contaminé la Polynésie avec ses essais nucléaires pour des milliers d'années, la mer de Kara est remplie de déchets nucléaires russes datant de la guerre froide, etc. La contamination radioactive des mers du globe par le nucléaire militaire est énorme, et malheureusement on ne peut pas l'enlever des océans d'un coup de baguette magique. On peut en revanche s'opposer au nucléaire militaire, contre l'armée et l'industrie atomique.

Un pingouin contre l'atome et l'armée

(Troisième partie)

Encore d'actualité, la question de la classe !

Il est difficile, quand on vise un changement total de société, de trouver matière à se réjouir dans les positionnements des multiples courants féministes actuels. Les théories postmodernes s'étant conjuguées avec la propagande des gouvernants, la plupart n'accordent en effet pas ou plus guère d'importance aux classes sociales ; et certains réduisent le genre à une « identité » détachable des femmes alors qu'il sert de base à la domination masculine (voir l'article suivant). Or, occulter les classes ou adopter cette définition du genre ne laisse aux femmes, comme alternative à leur présente condition, que la recherche d'une meilleure intégration dans la société existante.

La « classe » sert à analyser l'exploitation économique, à mesurer la conflictualité sociale, à apprécier les appartenances... de classe. Les tenants du système patriarcal et capitaliste ont donc bien sûr tout intérêt à nous persuader que pareil outil est inutile parce que nous sommes des citoyens et citoyennes à égalité dans le meilleur des mondes possibles. Mais pourquoi les féministes le délaissent-elles de plus en plus ? Examiner la France de ces quatre dernières décennies sous l'angle de l'exploitation économique et de la conflictualité sociale aide à le comprendre. L'arrivée au pouvoir de la social-démocratie puis l'effondrement du bloc de l'Est ont en effet permis la réorganisation et la mondialisation du capitalisme, mais aussi renforcé l'adhésion à son discours idéologique en convainquant que la lutte des classes était dépassée [1].

Du « Jouissons sans entraves » aux lendemains qui déchantent

Le processus de rupture sociale globale enclenché en Mai 68, et poursuivi par les mobilisations – homosexuelle, antimilitariste, écologiste... et surtout féministe – des années 1970, s'est inscrit dans la croissance économique exceptionnelle et le plein emploi des Trente Glorieuses (1946-1975). Cette situation sans précédent a contribué à ce que la classe ouvrière s'engage avec optimisme dans la grève générale, d'autant que la croyance en la possibilité d'une société plus juste était assez répandue dans ses rangs. De même, la fraction conséquente de la population féminine qui s'est impliquée au cours des années suivantes dans le mouvement de libération des femmes impulsé par des militantes d'extrême gauche ou libertaires [2] était assez largement convaincue que le patriarcat avait du plomb dans l'aile et prête à lui faire un sort.

Le MLF n'a pas seulement lutté pour le droit des femmes à disposer de leur corps [3] et pour de nouvelles avancées les concernant sur le plan civique [4] : il s'est attaqué à toutes les structures hiérarchiques de la société en dénonçant l'omnipotence du mari, du père, du patron ou de l'Etat. Il a fait ressortir le contrôle et la répression de la sexualité féminine, ou l'absence des femmes dans l'Histoire ; a revendiqué pour elles une autonomie à la fois individuelle (libérée du carcan moral que les religions leur imposent) et collective (échappant à l'emprise des partis et syndicats). Il a contesté les fondements mêmes du système : la famille et l'école, notamment pour la répartition des rôles sociaux entre les sexes ; l'Eglise, pour son discours sur la procréation (mariage, fidélité, devoir, obéissance...) ; l'armée, pour entre autres sa mission de « faire un homme » d'un homme ; la justice, la prison, l'ordre des médecins ou les médias. Une vraie charge contre le système patriarcal et capitaliste !

Divers facteurs en ont malheureusement sonné le glas. D'ordre politique, avec notamment les manœuvres du pouvoir pour calmer la revendication féministe (dès 1974, le Président Giscard d'Estaing a créé un secrétariat d'Etat à la Condition féminine et l'a attribué à Françoise Giroud). D'ordre économique et social : la montée en flèche du chômage et de la précarité, à la fin des Trente Glorieuses, a frappé les femmes des classes populaires, tandis que d'autres femmes intégraient l'Université – ce qui a eu pour double effet de redonner des vertus à une institution critiquée en 68 pour sa fonction de formatage des esprits, et de fabriquer une caste de « spécialistes du genre » peu désireuses de perdre les bénéfices de leur nouveau statut social. Enfin, d'ordre idéologique, car avec l'arrivée au pouvoir du Parti socialiste au début de la décennie 1980, et l'implosion de l'URSS à la fin de cette même décennie, c'est le désir même de révolution qui a été enterré.

Sous les deux mandats de Mitterrand (1981-1995), les gouvernements socialistes ou de cohabitation successifs ont dynamité les bastions ouvriers en faisant accepter restructurations industrielles et délocalisations ; ils ont entrepris le laminage des protections sociales en « assouplissant » les conditions juridiques d'embauche et de licenciement, en durcissant les conditions d'indemnisation du chômage, etc. Construire des résistances sociales et des solidarités autres que familiales a ainsi été rendu de plus en plus difficile par la multiplication des contrats de travail « singuliers » liés à l'éclatement de l'ancien droit du travail. Le PS a de plus œuvré au démantèlement des services et équipements collectifs dont l'Etat avait été le maître d'œuvre – en réduisant les dépenses publiques et en favorisant l'essor des assurances, cliniques, établissements scolaires ou compagnies de transport privés sur le dos de l'Assurance-maladie, des hôpitaux, de l'enseignement ou des transports du public...

Les classes populaires se sont peu à peu détournées d'une gauche qui avait trahi leurs attentes [5], et la disparition du bloc de l'Est en 1991 a élargi cette désaffection à l'extrême gauche et aux libertaires parce que ce sont en fait les valeurs et références du mouvement ouvrier qui ont alors été balayées par une propagande diffusée à l'échelle planétaire. Le capitalisme a été baptisé « stade ultime de l'Histoire », le « communisme » ayant failli. Dans *La Fin de l'Histoire et le Dernier Homme* (paru en 1992), le politologue américain Fukuyama a affirmé que l'arrêt de la guerre froide marquait la victoire idéologique de la « démocratie » et du « libéralisme ». Des penseurs postmodernes ont rejeté tout « grand récit » explicatif du monde et offrant des perspectives de changement radical.

Le mirage de « classes moyennes » extensibles à l'infini

L'idée de révolution a été supplantée par la croyance en un possible accès à ces fameuses « classes moyennes » que vantaient les médias. Plutôt que de persister dans une lutte collective contre la domination masculine, les femmes ont massivement opté pour une démarche

1. *L'antagonisme entre la classe qui détient les moyens de production et celle qui a seulement sa force de travail à vendre est pourtant toujours plus marqué.*
2. *Voir le film Filles de Mai – voix de femmes, de 68 au féminisme, documentaire de Jorge Amat (2019, 90 mn).*
3. *La contraception a été autorisée par la loi Neuwirth de 1967, mais celle-ci n'a été appliquée qu'en 1972 ; la loi Veil a permis l'IVG en 1975.*
4. *Rappelons qu'avant la réforme des régimes matrimoniaux de 1965 les femmes ne pouvaient travailler, gérer leurs biens propres ou ouvrir un compte en banque sans l'autorisation de leur mari.*
5. *La base militante du PC et de la CGT a poursuivi sa fonte à la fois parce que les « bastions ouvriers » disparaissaient et parce que le Parti et la « conf » ne voulaient pas combattre ou même critiquer franchement la politique du PS.*

Manif du MLF le 6 mars 1998.

d'intégration en espérant parvenir par ce biais à une ascension sociale et à la réduction des inégalités entre les sexes. Avec le résultat que l'on sait : aujourd'hui, elles sont en moyenne plus diplômées que les hommes (et majoritaires dans des secteurs comme l'éducation, la justice ou la presse), mais elles gagnent en moyenne moins qu'eux. Et la précarité touche en priorité les cheffes de famille monoparentales, « reines » des emplois à temps partiel !

La défense d'un « libéralisme à visage humain » [6] a aussi gagné en audience dans l'ensemble de la population – avec comme conséquences la valorisation de comportements égoïstes et l'acceptation d'un contrôle social sans cesse accru pour pouvoir consommer en paix [7]. L'absence d'une « utopie positive » à opposer au matraquage idéologique des gouvernants a donc favorisé un repli frileux général sur la sphère privée ainsi que la demande de sécurité immédiate dans tous les domaines et d'assurances pour l'avenir. Enfin, la pandémie du sida (qui s'est diffusée en France à partir de 1981) a accentué le retour de l'ordre moral, en incitant à des relations sexuelles stables et à des précautions dans les rapports qui contredisaient les « Jouissons sans entraves » et autres joyeux slogans de 68, du MLF ou du mouvement homo.

On a assisté à une envolée des unions libres et des familles « recomposées », mais la répartition des rôles sociaux entre les sexes a persisté (Moulinex n'avait-il pas « libéré la femme » ?) ; et si l'éducation des enfants est majoritairement restée dévolue aux mères, elles ont pour la plupart continué de leur inculquer les valeurs patriarcales, avec entre autres le concours de l'école.

L'« héritage » libertaire du MLF s'est en effet mal transmis aux jeunes générations : celles-ci n'ont pas vu la nécessité d'un mouvement féministe étant donné que la contraception et l'avortement étaient « autorisées ». Se mobiliser pour pointer les pilules « de confort », les plus chères mais les moins remboursées, ou les problèmes que l'on rencontrait quand on voulait avorter ne les intéressait pas. Par un retour de bâton, le mot « féministe » a été mal considéré jusqu'à ces dernières années : devenu quasi synonyme d'« hystérique » voire de « mal baisée », de nombreuses femmes l'ont rejeté par peur de paraître « coincées » en matière de sexe (les féministes ne manquent-elles pas d'humour puisqu'elles ne rient pas forcément aux blagues sexistes ?).

Des femmes ont poursuivi, sur le terrain syndical ou associatif, la dénonciation des inégalités persistantes entre les sexes (que ce soit dans la vie professionnelle et politique ou dans le partage des tâches ménagères), des violences sexuelles, des attitudes sexistes, etc. D'autres, au sein de petits groupes « radicaux », ont plutôt évolué vers des revendications identitaires (en particulier sur la discrimination de « race »), ou ont choisi la voie d'une « déconstruction » individuelle [8]. Et les polémiques ont fleuri dans les milieux militants, sur la prostitution, le porno, la laïcité... ou encore le genre, selon la définition donnée de celui-ci.

Du bon usage de la revendication féministe par les gouvernants

Depuis le nouveau millénaire, de nombreux mouvements sociaux ont eu lieu contre la politique des gouvernements de droite comme de gauche – grève de la fonction publique contre le plan Fillon sur les retraites (2003), mobilisations dans l'éducation (2005-2008), grève contre la réforme des retraites (2010)... ou contre la loi El-Khomri (2016). Cela n'a cependant pas suffi pour faire cesser la dégradation des conditions de travail et de vie (aggravée par la crise mondiale des subprime en 2008), car ces luttes se sont effectuées sur un mode défensif, pour protéger les acquis sociaux.

Sous le gouvernement Jospin (1997-2002) comme sous la présidence d'Hollande (2012-2017), le PS a de plus systématiquement mis en avant des sujets « sociétaux » afin de masquer la question sociale [9]. Récupérant certains mots d'ordre de l'après-68 pour les tordre dans le sens qui l'arrangeait, il a répondu à la revendication d'égalité entre les sexes par la parité dans les mandats électoraux et les fonctions électives (loi de 1999). Il a « traité » la lutte visant à faire admettre l'existence des diverses sexualités par une loi contre les discriminations liées à l'orientation sexuelle (1985) et un « mariage entre personnes de même sexe » (2013)...

Dans le même temps, les tentatives de mobilisation pour améliorer la pratique des IVG ont échoué. Les campagnes impulsées par des organismes internationaux contre le viol ou contre les mutilations génitales, et soutenues par les pouvoirs publics, n'ont pas eu beaucoup plus de succès – on l'a notamment constaté en 2000 avec la Marche mondiale des femmes contre la pauvreté et la violence faite aux femmes.

L'énorme indignation suscitée sur les réseaux sociaux, en 2017, par les témoignages d'actrices et d'autres personnalités sur des violences sexuelles ou sexistes subies dans le cadre de leur travail a mis en relief un ras-le-bol général des femmes par rapport au harcèlement sexuel. Mais en restant centrée sur la sphère publique, alors que les violences sexuelles se déroulent pour la plupart dans la sphère privée, cette dénonciation a traduit en premier lieu la volonté de femmes qui appartiennent aux classes moyennes et supérieures de pouvoir mener leur carrière en paix.

Le désir d'une libération collective exprimé voici quatre décennies par le MLF est ainsi réduit aujourd'hui à celui d'une autonomie individuelle et d'une affirmation de soi – venue des Etats-Unis sous le nom d'*empowerment* – qui laisse l'ordre social inchangé et s'accompagne d'une demande d'intervention des pouvoirs publics en tous domaines (en particulier la prise en charge des femmes victimes de viol – plus de fric pour plus de flics ? – ou la répression contre leurs agresseurs). A la loi de 2018 contre le harcèlement dans les entreprises ou dans la rue vont, dans cette logique, s'ajouter les dispositions arrêtées au « Grenelle des violences conjugales » (3 septembre - 25 novembre) ; mais celles-ci ne régleront évidemment pas le « problème des féminicides » puisque ces actes, majoritairement commis par les conjoints des victimes, découlent d'une appropriation du corps des femmes par les hommes qui est inhérente au patriarcat.

On en arrive ainsi sans surprise à la conclusion suivante : la revendication féministe n'a été subversive que quand elle a été portée par un mouvement social désireux de détruire les fondements mêmes du système en place. Alors qu'aujourd'hui les tenants de ce système nous servent du « féminisme » à toutes les sauces, en assurant qu'après MeToo ou BalanceTonPorc « rien ne sera jamais plus comme avant », ce n'est vraiment pas en négligeant la boussole de l'anticapitalisme qu'on viendra à bout du patriarcat !

Vanina

6. *L'ennemi de ce « bon » libéralisme – car il en faut un pour assurer la cohésion sociale – était baptisé par les médias « capitalisme sauvage » dans la décennie 80, ils l'appellent « néolibéralisme » de nos jours.*

7. *Le discours sécuritaire omniprésent a conduit à trouver « normales » la vidéosurveillance jusque dans la chambre des nourrissons et les écoles comme la prise d'ADN pour les « déviants » de tous ordres.*

8. *Cette démarche implique d'étudier la façon dont on a « incorporé » les normes sociales pour tenter de les remplacer par des valeurs plus égalitaires.*

9. *La droite a procédé de même, avec par exemple le vote de la loi contre les insultes homophobes (2004) sous la présidence de Chirac.*

Pas de libération des femmes sans abolition des genres !

Les courants féministes contemporains sont nombreux, diffus et loin d'être homogènes, car les analyses sur l'«intersectionnalité desoppressions » et la « théorie queer » [1] ont contribué à multiplier les positions selon les sujets abordés. Une définition postmoderne du genre crée ainsi de grosses dissensions : s'il est toujours le socle de la domination masculine sur les femmes, c'est par sa destruction qu'elles peuvent se libérer du patriarcat ; en revanche, s'il n'est qu'une identité pouvant être librement acquise, quel moyen leur reste-t-il pour s'émanciper ?

Dans les années 1970, le MLF considérait qu'il existait entre les femmes des différences sociales et ethnoculturelles, mais également des convergences liées à leur commune oppression, ce qui permettait bien des batailles (pour le droit à l'avortement, contre les violences sexuelles, pour l'égalité civique avec les hommes…). On ne revendiquait pas tant, alors, sa « particularité » pour l'opposer à celle des autres femmes que pour se faire une place dans le mouvement de libération et chercher à établir des solidarités permettant de détruire ensemble l'ordre établi [2].

D'innombrables débats internes au MLF portaient sur les parts respectives d'inné et d'acquis composant la condition féminine. Néanmoins, il était communément admis que les femmes étaient assignées par le patriarcat à la sphère privée en fonction de leur sexe biologique, pour y assurer la reproduction de la force de travail sur le court et le long terme (autrement dit, la naissance et l'élevage des enfants, la préparation de la nourriture, l'entretien du logement…) ; mais que ce rôle leur était imposé par tout un conditionnement exercé dès leur naissance, et que, de ce fait, elles pouvaient se libérer en s'attaquant à leur « sexe social » – un terme qui a été remplacé par le « genre [3] », dans les années 1980, sous l'influence du féminisme américain.

A l'époque, enfin, le MLF se heurtait à l'hostilité de milieux marxisants convaincus d'avoir affaire là à de « petites bourgeoises » dont le combat n'avait pas lieu d'être puisque la révolution prolétarienne éliminerait toutes les oppressions. Certaines organisations d'extrême gauche ou libertaires concédaient, au mieux, à celles de leurs militantes qui y étaient actives que ce combat était à mener, mais comme un front secondaire – les luttes ouvrières restant prioritaires. Les femmes en mouvement étaient pour leur part convaincues que supprimer le capitalisme ne suffirait pas à faire disparaître le patriarcat, et qu'un combat spécifique contre lui était nécessaire.

On tentera ici d'examiner comment ont évolué ces trois positions.

Une « intersectionnalité » avant tout source de divisions

Le concept d'intersectionnalité [4] a été créé par la professeure de droit Kimberlé Crenshaw aux Etats-Unis, en 1991, pour souligner la double oppression de genre et de classe que subissent les Noires dans leur grande majorité, mais il a ensuite été élargi à toutes les dominations ou discriminations auxquelles peut se heurter chaque personne dans les sociétés existantes (sexe, « race », handicap, orientation sexuelle… et classe). En France, il est devenu incontournable dans les milieux féministes universitaires ou « radicaux » – mais aussi dans les médias des élites tels que *Le Monde* ou France Culture

Ce succès tient à l'air du temps. Alors que le système capitaliste triomphant valorise déjà les comportements individualistes, les théories postmodernes (par leur critique de l'universalisme, leur refus de toute analyse globale de la société, leur rejet de tout sujet porteur d'un changement la concernant…) ont mis l'accent sur l'individu au détriment du collectif – et les tenants de l'ordre établi apprécient, bien sûr, des « problématiques de l'identité et de la fragmentation des luttes » plus axées sur le décortiquage du présent que sur sa transformation en vue d'un meilleur futur.

Le queer qui à l'origine, en réaction à la demande d'intégration des gays, valorisait la marginalité (sexuelle ou non) et le hors-normes a été récupéré par l'Université. Il y a le vent en poupe, et l'intellectuel-le des minorités et de la déconstruction en tire du pouvoir (comme l'« intellectuel de gauche » auparavant) puisque sa parole est reprise dans les médias. Son objet d'étude est de voir comment s'emboîtent les innombrables « dominations », ce terme étant extensible quasiment à tout : aucune oppression n'est jugée déterminante mais toutes dépendent les unes des autres ; et leur « déconstruction » doit être l'œuvre d'une conjonction de catégories en lutte, en particulier les minorités sexuelles ou de genre.

Dans le jargon très codifié et toujours plus abscons du queer universitaire, trans désigne une variété d'identités ancrées dans une « non-conformité de genre » (quand la perception personnelle de son sexe diffère de son sexe biologique), tandis que cisgenre désigne « l'alignement du sexe biologique et du rôle de genre assigné ». Les cis hommes ET femmes sont la classe des oppresseurs, les trans celle des opprimé-e-s – et peu importe leur appartenance sociale. Pourtant, si les trans et les intersexes subissent sans conteste une discrimination pour leur non-conformité aux rôles attendus des hommes et des femmes, il est difficile d'affirmer qu'ils et elles se situent hors de la bipolarité fille/garçon et de tous les stéréotypes qui vont avec : dans leur grande majorité, ils et elles demandent seulement à pouvoir choisir leur genre, par un changement d'état civil et parfois mais pas toujours par une intervention chirurgicale…

Quoi qu'il en soit, l'intersectionnalité telle qu'elle est proposée est critiquable à de multiples égards, en particulier pour ses conséquences sur la lutte sociale :

1/ *La non-prise en compte des structures (économiques, politiques, sociologiques) qui établissent les dominations réduit le système d'oppression à des rapports interindividuels.* On est de ce fait davantage dans la critique des normes par des personnes qui forgent leur singularité que dans la critique de l'organisation sociale. Dans la même logique, et parce que le langage est considéré comme le vecteur des discriminations, l'oppression est remplacée par le concept de « privilèges » qui sont seulement les symptômes individualisés d'un système global. Ces « privilèges » renvoient par ailleurs à quelque chose en trop, et non à quelque chose que tout le monde devrait avoir (telle la liberté de circulation) ; enfin ils sont tenus pour équivalents.

1) *Voir la première partie de ce dossier dans CA d'octobre (n° 293) ou sur oclibertaire.lautre.net.*
2) *Il existait bien évidemment aussi de virulentes querelles entre les diverses tendances du MLF, mais la dynamique de lutte empêchait qu'elles deviennent prédominantes.*
3) *Sur les définitions très variées du genre (et du trans), lire notamment « Post-queer : pour une approche "trans-genre" » (2009), de Patrick Cardon, sur Cairn-info.*
4) *A ce sujet, on peut lire « L'intersectionnalité, un mot à la mode. Ce qui fait le succès d'une théorie féministe » (2015), de la sociologue Kathy Davis, sur le site Les cahiers du CEDREF.*

On parle par exemple d'un privilège « classiste » pour dénoncer non l'existence des classes sociales, mais la discrimination que certains « classistes » font subir aux personnes des classes inférieures. Et alors que ce privilège « classiste » découle d'un système (le capitalisme), il est mis sur le même plan qu'un privilège « validiste » (une personne valide par rapport à une personne handicapée) ; pourtant, si une personne valide n'a aucun intérêt à ce qu'il n'y ait pas de rampe pour les handicapé-e-s dans un escalier, un-e patron-ne a, à l'inverse, tout intérêt à exploiter ses salarié-e-s. Mettre toutes les discriminations sur un pied d'égalité aboutit ainsi à un « brouillage » et à une dépolitisation des luttes à mener contre l'exploitation économique et la domination masculine (cette remarque n'enlevant pas leur légitimité aux autres luttes.

2/ *Le cantonnement à la création d'identités multiples empêche la construction d'une lutte contre les oppressions s'appuyant sur l'analyse des processus sociaux globaux.* Dès lors que tout le monde opprime plus ou moins tout le monde d'une façon ou d'une autre, l'objectif n'est plus de changer les structures, mais les personnes une à une – chacune luttant sur son terrain pour son identité. La « politique » proposée est donc une déconstruction individuelle toujours plus poussée, ou la constitution d'espaces safe [5] dans lesquels aucune oppression ne s'exercerait.

3/ *La démarche intersectionnelle fige les individus en deux groupes, les dominant-e-s et les dominé-e-s, et ces dominé-e-s sont réputé-e-s infaillibles.* Si toute personne opprimée détient la vérité absolue sur son oppression, il est impossible de la contredire à moins d'être soi-même opprimé-e de la même façon. Cette conception des choses débouche dans les milieux intersectionnels sur une absurde course aux dominations, puisque la personne la plus opprimée sera – mécaniquement – celle qui aura le plus de pouvoir politique. On en vient également à des raccourcis « théoriques » aussi grossiers que faux. Par exemple, considérer que les « femmes blanches » sont l'instrument de la domination même quand elles sont ouvrières, ou lesbiennes ; ou qualifier les féministes « blanches » de « bourgeoises », et vice versa : toutes les Blanches ne sont pas bourgeoises, et toutes les bourgeoises ne sont pas blanches.

4/ *Il découle de telles pratiques une forte moralisation du champ politique qui passe par une culpabilisation permanente des personnes.* La seule attitude autorisée pour les « dominant-e-s » politisé-e-s est ainsi d'être de « bon-ne-s allié-e-s », autrement dit de se taire et de suivre la politique dictée par les « concerné-e-s ». (On retrouve là ce qui se passait, au cours des années 1980, dans le mouvement des sans-papiers en France, où les « soutiens » aux « premiers concernés » appartenaient alors aux franges les plus citoyennistes, humanitaires et réformistes.) Il ne s'agit donc plus de convaincre de façon rationnelle et politique, mais d'imposer son ressenti(ment) et de « silencier celleux » qui ne sont pas d'accord avec – de là comme un léger problème de démocratie ?

Une « identité de genre » qui ne supprime pas la domination masculine

Les femmes représentent aujourd'hui plus de la moitié de la population française, 48 % de celle qui est en activité, et elles demeurent centrales dans la reproduction de la force de travail. Comme le soulignaient, dans les années 1970, les féministes du courant « lutte de classe » (pour une bonne part des militantes trotskistes et libertaires), féminisme et lutte des classes sont intrinsèquement liés : non seulement, en assujettissant les femmes, le système patriarcal garantit la reproduction de la force de travail ainsi que celle de la classe dominante (par la transmission des biens), mais il permet la survie du système capitaliste. S'attaquer à la répartition sexuée des rôles sociaux s'impose donc. Le genre étant le mode d'oppression qui a été socialement construit afin d'établir une hiérarchie entre les sexes au profit des hommes, il doit être aboli pour que le masculin ne soit plus le sujet, la norme de l'humanité, reléguant le féminin à l'objet, l'Autre.

Or, la conception postmoderne du genre entre en contradiction avec ce schéma.

Selon la « théorie queer », en effet, le découpage des sexes et genres en deux catégories bien établies, hommes et femmes, masculin et féminin, est une construction sociale arbitraire – elle ne correspond pas à la diversité humaine puisque de nombreuses personnes (les gays, lesbiennes, bi, trans et intersexes) refusent leur assignation à un des rôles et statuts stéréotypés. De plus, comme cette théorie ignore les sexes biologiques sur l'argument qu'ils relèvent de l'inné, elle présente l'« identité de genre » comme un choix… ce qui revient d'une part à nier l'oppression spécifique des femmes, d'autre part à supprimer la base sur laquelle peut exister un mouvement féministe.

Au Royaume-Uni, des polémiques très violentes et persistantes opposent queers et féministes radicales sur le sexe biologique des femmes et sur la socialisation genrée – que les queers qualifient de « mythes TERF [6] ». Plusieurs articles de la féministe radicale anglaise Claire Heulan [7] en donnent un reflet. Pour son courant de pensée, les hommes et les femmes sont des « classes de sexe » antagonistes qui disparaîtront, avec les genres, lors d'un changement révolutionnaire [8]. Dans l'optique queer, c'est le genre auquel on s'identifie (une identité autodéfinie de façon positive), et non l'appartenance à la catégorie « hommes » ou « femmes », qui dicte si on est marginalisé par l'oppression patriarcale ou si on en bénéficie. De telles analyses, considère Claire Heulan, ont pour conséquences à la fois de déconstruire la féminité (mais pas la virilité) et de rendre les femmes invisibles : les réalités que celles-ci vivent, y compris leur oppression, sont maintenant de plus en plus souvent effacées par un langage neutre – les « femmes enceintes » étant par exemple rebaptisées « personnes enceintes »)…

Ces désaccords théoriques de fond entre féministes radicales et queers ont des prolongements dans la vie courante à propos des trans, car, pour les féministes radicales, une personne ayant eu un vécu d'homme, avec tous les privilèges que cela implique, ne peut revendiquer la condition féminine. Aussi, des disputes sans fin éclatent quand des lesbiennes refusent de coucher avec des transfemmes [9], ou qu'elles se disent attirées par le corps des femmes, donc des attributs physiques.

Des « politiques de l'identité » toxiques pour la lutte sociale

Naguère, les féministes radicales étaient craintes pour leur verbe virulent et leurs opérations commandos contre

5) *Endroits sûrs, sur le plan mental et physique, parce que accueillant des personnes sur un critère précis : le genre, la « race », l'orientation romantique ou sexuelle, etc.*

6) *Cet acronyme de trans-exclusionary radical feminist, inventé en 2008, désigne des féministes qui s'opposent à la présence de femmes trans dans des espaces non mixtes réservés aux femmes, ou qui ne les considèrent pas comme des femmes.*

7) *« Prendre les problèmes à la racine : à propos des jeunes femmes et du féminisme radical », posté le 2 mai 2017, est sur le blog de Christine Delphy ; d'autres textes se trouvent sur Tradfem.*

8) *Les féministes « lutte de classe » rejettent pour leur part cette notion de « classes de sexe ». Elles qualifient plutôt la domination masculine d'oppression transversale puisque traversant toutes les classes sociales.*

leurs ennemi-e-s. Par un étrange retournement de situation, elles se voient à leur tour interdire de tenir des conférences par des queers ou autres militant-e-s de l'identité ; et traiter de réacs ou de transphobes (comme d'habitude, c'est sur internet que se déversent en priorité les tombereaux d'insultes). Dans les milieux militants, le caractère insaisissable du « queer » fait sa force : capable de tout contenir, il fonctionne comme marqueur de marginalité intellectuelle et signe de reconnaissance entre des « subversifs authentiques » qui se posent facilement en donneurs de leçons. Et les pratiques de ces nouvelles avant-gardes autoproclamées ne visent pas que les féministes radicales – comme le montre la situation dans les cercles anarchistes au Royaume-Uni encore *(voir l'encadré)*.

En France, où les politiques de l'identité sont à l'œuvre depuis moins longtemps, on constate qu'une partie de l'extrême gauche et des libertaires les a déjà adoptées – les militant-e-s étant perméables à ce discours jargonnant de par leur accès assez fréquent à l'Université. Pareil choix, dans des milieux déjà restreints, a malheureusement souvent pour double conséquence d'y faire passer l'exploitation économique au second plan et d'accentuer leur éloignement des classes populaires.

Une réalité que le mouvement des gilets jaunes a fait ressortir crûment : il a laissé nombre de militant-e-s effaré-e-s devant la colère sociale exprimée là, parce que, en réduisant leur champ d'intervention politique aux questions des minorités sexuelles, de genre voire de « race », ils et elles ont perdu de vue la nécessité de l'anticapitalisme.

En conclusion, on constatera que la valorisation de sa « différence » sert de nos jours plus à diviser qu'à rassembler dans un combat commun contre le système en place, que l'« identité de genre » fait perdre de vue l'oppression féminine, et que les obstacles à sa disparition se situent fréquemment au sein même du féminisme. Alors, s'il faut bien sûr, sur le plan personnel, chercher à vivre librement sa ou ses sexualités, et s'il faut lutter contre les rapports de domination dans la sphère privée comme dans la sphère publique, ce n'est en tout cas pas en considérant les conflits de classes ou la critique de l'aliénation comme autant de ringardises, ni en détachant les revendications sexuelles de la question sociale, que le « vieux monde » sera un jour derrière nous.

Vanina

(Fin du dossier dans le prochain CA)

9) *Les queers parlent de « plafond de coton » pour désigner les obstacles sexuels que rencontrent les transfemmes queers.*

« Contre l'anarcho-libéralisme et la malédiction des Identity politics »

Le collectif Woke Anarchists a consacré aux Identity politics, fin 2018, un article qui offre un aperçu peu réjouissant de leurs effets sur les milieux anarchistes anglais [1]. Pour lui, les « politiques de l'identité » sont un outil grâce auquel les classes moyennes s'y arrogent du pouvoir en établissant des hiérarchies et créant des divisions, et transmettent une conception « libérale » de l'anarchisme qui confond la liberté à laquelle les anarchistes aspirent avec le libéralisme que le monde actuel propose.

Les Identity politics divisent le monde en deux grands catégories : les Incontestablement Opprimés et les Structurellement Privilégiés. Les Incontestablement Opprimés n'ont pas grand-chose à voir avec les membres de la classe ouvrière, et beaucoup épousent des valeurs libérales qui trouvent leurs origines dans l'idéologie capitaliste bien plus qu'elles n'ouvrent des perspectives émancipatrices.

Les politiques de l'identité exploitent souvent la peur, le manque de confiance en soi et la culpabilité des personnes, d'une part en servant bien davantage à exclure qu'à permettre de s'affirmer ; d'autre part en renforçant l'idée que les gens sont de fragiles victimes et doivent donc accepter d'avoir des chefs. Elles font porter aux autres la culpabilité d'être, d'une façon ou d'une autre, privilégiés et entièrement responsables de systèmes d'oppression gigantesques dont ne bénéficient, en réalité, que peu de personnes. L'engagement anarchiste se trouve ainsi oublié au profit d'une course à l'exhibition de sa vertu pour être de « bon-ne-s allié-e-s » – ce qui se résume souvent à approuver aveuglément les idées des Incontestablement Opprimés, ou se revendiquant comme tels. Des individus ou groupes réformistes arrivent ainsi à clore tout débat dans les milieux anarchistes en affirmant que toute idée en désaccord avec leur point de vue est fasciste. De même, des féministes sont traitées de « féminazies » et virées ; des slogans appelant à tuer les TERF apparaissent régulièrement dans les aires anarchistes et, loin d'être condamnée, la violence de cette misogynie est célébrée.

L'anarchisme vise à faire s'élever toutes les voix, pas seulement celles des minorités, rappelle Woke Anarchists. L'idée selon laquelle l'oppression ne toucherait que les minorités et non les masses est le produit des idéologies bourgeoises, qui ne défendent évidemment pas un changement révolutionnaire. Enfin, du fait des politiques de l'identité, les positions « radicales » donnent à la grande majorité de la population anglaise l'image d'un nombrilisme sans pertinence qui incite les personnes « cis blanches » déjà marginalisées à graviter de plus en plus autour de l'extrême droite. Dans une période où les mouvements fascistes se multiplient, poursuivre les querelles que déclenchent les Identity politics dans les cercles militants n'a rien d'un jeu : les espaces anarchistes ne devraient donc pas laisser des personnes semer la zizanie sur leur base, et, plutôt que de se quereller, les anarchistes devraient développer la solidarité permettant de mener le combat contre les véritables centres du pouvoir.

1) *Il est en plusieurs langues sur son site, mais Les Fleurs arctiques en présente une traduction bien meilleure, avec un avant-propos très pertinent des traducteurs.*

Calais migrants dragons

Macron et ses valeurs actuelles

Cela n'échappe à personne, le président chasse sur les terres réactionnaires et s'affiche dans leurs journaux (voir interview dans la revue Valeurs actuelles). Bien entendu, cela sent la campagne pour les élections à venir et aussi, en ligne de mire, la présidentielle de 2022. En même temps (!) parler d'immigration est un bon moyen de porter le regard ailleurs alors que les colères sociales montent et que le 5 décembre s'annonce suivi. C'est dans ce contexte que le gouvernement a présenté, le 6 novembre dernier, ses 20 mesures anti-migratoires dont la plupart seront des décrets (donc pas de débat ni de vote parlementaire). La lutte contre la fraude est devenu le nouvel leitmotiv pour justifier plus de fermeté, ainsi :

- les demandeurs d'asile devront désormais attendre trois mois avant d'avoir accès à la protection universelle maladie (PUMa qui est la sécu de base) alors qu'aujourd'hui, elle est disponible dès l'enregistrement de la personne. Si demande déboutée, la durée du maintien de cette aide passe de 12 à 6 mois.
- pour les sans-papiers, c'est l'aide médicale d'état (AME) qui est rognée et un flicage est mis en place où les fichiers AME seront croisés avec les demandes de visa pour empêcher les « fraudes ». Et pour ceux qui ont quand même l'AME, pendant les 9 premiers mois un certain nombre de soins jugés non urgents ne seront pas pris en charge comme les prothèses de hanche ou de genou, les cataractes, etc…
- dans la même logique, le gouvernement veut empêcher par décret la perception rétroactive du revenu de solidarité active (RSA) pour d'anciens bénéficiaires de l'allocation pour demandeurs d'asile (ADA)
- Niveau enfermement, 3 nouveaux CRA (centres de rétention administrative) vont être construits à partir de 2020 à Lyon et à Bordeaux (140 places chacun) et enfin près d'Orléans (90 places).

En plus de ces mesures répressives, des quotas pour les migrants dits économiques sont sur les rails, nous en avions déjà parlé dans le numéro précédent (voir CA n°294). Une liste des filières en tension datant de 2011 va être actualisée chaque année et à partir de là, on peut imaginer le tri arbitraire qui va avoir lieu au bon vouloir des besoins économiques dictés par les patrons. D'autres mesures ont été entérinées comme la mise en place d'un fichier des mineurs isolés étrangers, la réduction des délais d'instructions des dossiers de demande d'asile et la possibilité de délivrer des obligations de quitter le territoire français (OQTF) dès le rejet en première instance des demandes d'asile des ressortissants des pays dits « sûrs », type Géorgie ou Albanie, particulièrement visés par ces mesures anti-migratoires.

source : Le Monde, Infomigrants

Nouvelles des camps

PARIS. Le lendemain des 20 mesures anti-migrants, deux campements de migrants situés Porte de la Chapelle ont été expulsés. 600 policiers ont dégagé environ 1600 personnes avec bien évidemment la bénédiction des autorités (préfecture, mairie) qui annoncent en cœur, faire ça pour mettre à l'abri. Mais comme d'habitude, derrière les annonces humanitaires, les sans-papiers se retrouvent mal logés et en bout de course à la rue, isolés. Ainsi, pour cette expulsion, il n'y avait pas assez de place dans les CAES (centres d'accueil et d'examen de la situation) et 900 migrants ont été entassés dans plusieurs gymnases dont certains sont littéralement moisis avec en plus des interdictions comme par exemple, se faire à manger. Les réfugiés, qui ont les papiers, ont eu la possibilité d'aller dans un centre d'hébergement mais à condition d'avoir un emploi ou une formation, ça réduit drastiquement les possibilités. Enfin, une vingtaine de migrants ont été enfermés dans le CRA de Vincennes. À l'approche de l'hiver, un autre campement situé à Porte d'Aubervilliers, où se trouvent 2 000 migrants, est désormais dans le collimateur de la préfecture qui annonce une expulsion avant Noël.

À Calais, il y a eu du rififi autour d'une festivité organisée par la maire de droite Natacha Bouchard dans laquelle un dragon-machine a déambulé dans les rues. Or, dans sa grande humanité, la maire avec le soutien de Castaner en visite dans la ville a pris un arrêté pour interdire « le stationnement des migrants en centre-ville » ainsi que la distribution des repas au niveau de la gare. Les associations ont condamné et même le créateur du dragon a fulminé. Pendant la fête, 2 militants qui déployaient une banderole ont été arrêtés … Quelques jours avant, un migrant est mort dans sa tente alors qu'il tentait de se réchauffer avec un feu dans une boîte de conserve.

Enfin, l'observatoire des expulsions de lieux de vie informels a, pour la première fois, publié son rapport (non exhaustif car se basant juste sur les revues de presse). Au total, 63 000 personnes ont été évacuées d'abris informels lors de 1 159 expulsions en France métropolitaine, entre le 1er novembre 2018 et le 31 octobre 2019. 85 % des expulsions ont eu lieu à Calais et Grande-Synthe vis à vis des migrants, donc. Les 181 autres expulsions concernent des personnes originaires d'Europe de l'est, essentiellement des Roms ou perçues comme tels. Près de 90 % de ces expulsions n'ont donné lieu à aucune proposition de mise à l'abri, d'hébergement ou de relogement.

Source : Infomigrants, le Parisien, la Voix du Nord

A Mayotte, la PAF à domicile

A l'occasion d'une sortie d'étude, des étudiants et leurs profs d'architecture assistent à une intervention de la PAF dans un logement où ils contrôlent et arrêtent une mère de famille. Les esprits s'échauffent, des bousculades et des arrestations. Ce fait-divers reflète une pratique très courante sur l'archipel, confirmée par les dires du commissaire. Or le droit dit que sans accord de l'habitant et sans commission rogatoire fournie par le procureur, il est impossible aux flics de rentrer quelque part et cela même dans un squat (d'après une jurisprudence de 2011). Néanmoins, ça n'empêche pas les policiers de le faire et d'ailleurs Mayotte est particulièrement sous pression depuis la visite de Macron qui attend du chiffre en terme d'expulsions. "Les interpellations à terre ont été multipliées par 3 ou 4, forcément il y a des résistances, reconnaît le commissaire divisionnaire JM Cavier. La nouveauté, ce sont les jeunes qui poursuivent nos véhicules pour les caillasser". Relation de cause à effet !

Source : le journal de Mayotte

Signalement des migrants dans les centre d'hébergement d'urgence, ne rien dire !

Le Conseil d'État a définitivement validé, mercredi 6 novembre cet aspect de la « loi Collomb » de 2018. L'institution entérine l'obligation pour les associations gestionnaires des lieux d'hébergement d'urgence de transmettre la liste des demandeurs d'asile et réfugiés accueillis à l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII= l'Etat) mais les juges précisent que « les personnes interrogées peuvent librement refuser de répondre aux questions posées et doivent être informées de l'absence de conséquences d'un défaut de réponse »et aussi « le demandeur d'asile ou bénéficiaire d'une protection doit pouvoir demeurer au sein d'un hébergement d'urgence jusqu'à ce qu'une orientation lui soit proposée ». Bon pour le dernier point, faudra revenir car rappelons qu'un demandeur d'asile sur deux est logé par l'État, l'autre moitié doit se débrouiller …

source : Le Monde

Campements de fortune porte de la Chapelle Paris

Des militants solidaires relaxés !

Cédric Herrou, célèbre figure de l'aide aux migrants dans la vallée de la Roya a été relaxé en appel pour injure publique envers l'ancien préfet des Alpes-Maritimes, le 15 octobre dernier. Les faits remontaient à 2017 quand Cedric Herrou tentait d'aider 90 migrants à prendre le train pour aller à Nice déposer leur demande d'asile. Face à l'intervention de la police, il avait publié sur Facebook : "Peut-être le préfet des Alpes-Maritimes pourrait-il s'inspirer des accords avec la SNCF pendant la 2e guerre pour le transport des juifs pour gérer le transport des demandes d'asile ?".Référence non pas au génocide mais au retour gratuit des survivants des camps. Mais voilà que début novembre, Cédric Herrou est arrêté par des CRS alors qu'il se rend au marché local accompagné de deux compagnons de sa communauté Emmaüs. Il filme le contrôle des papiers (en règle car les compagnons sont des réfugiés) et se retrouve en garde à vue sans réel motif juste pour emmerder le monde.

Judiciairement, les soucis du militant ne sont pas finis. Même si la Cour de cassation avait cassé sa condamnation pour « aide à des personnes étrangères », validant au passage le principe de fraternité, il doit être rejugé par la cour d'appel de Lyon à une date qui n'a pas encore fixée. Il reste aussi sous contrôle judiciaire dans le cadre d'une instruction en cours au tribunal de Grasse (Alpes-Maritimes) toujours pour le motif d'aide au séjour irrégulier.

Autre bonne nouvelle, le militant et accompagnateur de haute-montagne Pierre Mumber, qui avait porté assistance à des migrants à l'hiver 2018 lors d'une maraude au col de Montgenèvre (à côté de Briançon) a été relaxé par la cour d'appel de Grenoble. Le dossier instruit par la police reposait sur un mensonge qu'une vidéo d'un média italien a permis de dénoncer. Mais cette victoire ne doit pas cacher les autres dossiers sur Briançon. Un autre maraudeur,Kevin Lucas a écopé de deux mois de prison avec sursis, contre quatre mois en première instance. Il avait été intercepté avec cinq migrants dans sa voiture la nuit du 24 au 25 mars 2018 au pied du col de Montgenèvre. Son avocate va se pourvoir en cassation. S'y ajoutent les « 4+3 » condamnés en décembre dernier à des peines allant jusqu'à quatre mois de prison ferme. Ces sept prévenus, qui attendent leurs audiences d'appel.

Le verrou libyen, loin des yeux, loin des cœurs

La Libye, guerre civile ou pas, reste une pièce majeure dans le dispositif européen de refoulement des migrants. Ainsi récemment, l'association Alarm Phone qui permet de localiser les appels SOS a découvert que Malte permet a des garde-côtes libyens d'entrer dans ses eaux territoriales pour intercepter des embarcations de migrants. Une fois arrêtés, les migrants partent dans les geôles libyennes connues pour leurs conditions de vie sordides. L'information a été confirmée par le journal maltais Times of Malta qui révèle un accord secret passé entre les Forces armées de Malte et les autorités libyennes or selon le droit maritime international, un pays a l'obligation de porter secours à un bateau qui se déclare en détresse dans sa SAR (zone de recherche et sauvetage) et de lui proposer d'accoster dans un port sûr.

Dernier fait en date, alors que le 18 octobre dernier, le navire humanitaire Ocean Viking secourait des personnes sur un bateau pneumatique, les autorités maritimes, ici le Centre conjoint de coordination des opérations de sauvetage libyen (JRCC) a désigné le port de Tripoli comme « lieu sûr » pour le débarquement des personnes. De quoi susciter quelques doutes ... le navire a bien évidemment refusé et a trouvé après plusieurs jours d'attente, un port italien d'accostage.

Au niveau de l'UE, le discours ne change pas et reste ferme comme le confirme le rejet par le parlement européen d'un texte visant à renforcer les sauvetages en mer Méditerranée, la création de corridors humanitaires, l'interdiction du délit de solidarité, etc. L'alliance PPE (droite), les eurosceptiques du CRE et l'extrême droite du groupe Identité et démocratie (auquel appartiennent les élus RN) ont fait bloc et on réunit 2 votants supplémentaires. Courte victoire mais victoire quand même tandis que des gens se noient toujours, loin des caméras.

Source : Infomigrants

Deux GJ belges enfermés dans un CRA

C'est l'histoire de deux belges qui se font arrêter à Paris lors de la manifestation anniversaire des gilets jaunes. Ils sont jugés et relaxés en comparution immédiate mais voilà que la préfecture de Paris réclame et obtient leur détention dans un CRA accompagné d'une OQTF avec comme motif « menace à l'ordre public », l'un des motifs possibles par le code de l'entrée et de séjour des étrangers et du droit d'asile. Ils ne resteront pas longtemps et sont libérés dans la semaine, après l'appel mené par leurs avocats, mais on note ici l'acharnement du préfet Lallemend pour dissuader des GJS d'autre pays à rejoindre la contestation ainsi que le détournement du droit des étrangers à des fins de maintien de l'ordre. Ces mesures ont déjà été prises après la manifestation du 1er Mai, où une ressortissante espagnole arrivée en France en 2002, avait passé deux jours en centre de rétention, avant d'être libérée.

Source : Le Monde

L'immigration africaine pointée à tort

L'image d'une « invasion » africaine fait partie des fantasmes français et européen et pourtant, elle est contredite par une étude (Perspectives des migrations internationales 2019) de l'OCDE , organisation de coopération et de développement économique qui rassemble 36 pays essentiellement en Europe et Amérique du Nord. De manière générale, 5,3 millions de personnes se sont installées en 2018 dans un des pays de l'OCDE (soit 2 % de plus que l'année précédente) mais seulement 300 000 Africains sont arrivés dans ces pays industrialisés. Parmi les premières nationalités de migrants, on trouve en fait : la Chine, la Roumanie, l'Inde, la Pologne, etc. Il faut attendre la 18e place pour trouver le premier pays africain : le Maroc avec 71 000 ressortissants partis. Pour rappel, d'après l'INED (Institut national d'études démographiques), La France compte 4,4 % de Maghrébins au sein de sa population et 1,5 % de Subsahariens. On est très loin de la perception de certaines personnes, le grand remplacement n'est pas pour demain ... Parmi les autres chiffres de l'OCDE, les africains ne sont pas les premiers demandeurs d'asile, en France, les Guinéens arrivent en quatrième position, après le trio des Afghans, Albanais et Géorgiens et si on prend les chiffres dans leur totalité, seulement 4 demandeurs d'asile sur 10 sont africains. Au niveau de l' emploi, c'est là que l'on trouve les plus grandes inégalités entre pays de l'OCDE. C'est en Europe que le taux d'emploi des Africains reste le plus faible avec 64,9 % des Subsahariens en emploi en 2018 et 50,3 % des Maghrébins . Au Canada, le taux d'emploi est de 69 % pour l'ensemble des Africains et aux Etats-Unis de 71 %. En France, on est à 58 %.

Source : Le Monde

Décentralisation, autonomie, ou recul de la démocratie ?

Décentralisation, report des charges de l'état, territoires, communautés de communes, impôts nationaux, impôts locaux... Tout ça est un véritable maquis dans lequel il est de plus en plus difficile de se retrouver. L'état annonce des baisses d'impôts, mais ceci concerne surtout les impôts locaux. Que reste-t-il comme pouvoir réel aux communes, aux départements ? L'état se défausse-t-il sur elles d'un certain nombre de dépenses sur lesquelles ces collectivités n'ont pas de prise ?

Décentralisation

Elle a été mise en place par Defferre, sous Mitterrand, au début des années 80. Jusque là, presque tout était centralisé en France. La décentralisation crée les régions auxquelles elle donne certains pouvoirs (routes nationales, lycées, université, formation...), et donne des pouvoirs aux départements (les conseils généraux : collèges, routes départementales, aide sociale à l'enfance ou ex-DAS) et aux communes (urbanisme notamment, les écoles primaires et maternelles étaient déjà de leur compétence). En même temps, fort logiquement, la part des impôts locaux devient plus importante. Les trois principales taxes locales étaient « les trois vieilles » (parce qu'elles étaient très anciennes), la taxe professionnelle, la taxe d'habitation et la taxe foncière.

La taxe professionnelle, supprimée en 2010, représentait alors la moitié des finances des collectivités territoriales. Elle a été remplacée par la cotisation foncière des entreprises et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises. L'état s'était engagé auprès des collectivités locales à compenser la suppression « à l'euro près », c'est-à-dire qu'en fait la somme est gelée depuis cette date ce qui est pénalisant pour les communes en développement – puisque celle-ci n'est pas prise en compte après 2010.

Mais entre-temps, l'état s'est déchargé sur les collectivités locales d'un certain nombre de charges. Par exemple, le RSA, versé par la C.A.F., est géré par les départements. L'accueil des mineurs isolés, dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance, aussi. Ce sont donc bien sûr les départements dont la population est la plus pauvre qui ont le plus de mal à le financer. Et ce sont eux qui ont le plus de dépenses à faire. C'est une des explications de la situation de quasi-faillite du 93, quasi-faillite qui se traduit entre autres par des collèges délabrés, des salles de classe non chauffées, des aides scolaires très faibles, une voirie dégradée...

Tout ça est un véritable labyrinthe. Seuls ceux ou celles qui travaillent dans le secteur concerné s'y retrouvent. On peut prendre l'exemple de l'éducation nationale. C'est elle qui décide des programmes et rémunère les enseignants. Mais c'est tout. Par exemple, l'initiation à l'informatique est prévue dès l'école primaire avec le B2I. Il est obligatoire au collège depuis 2008. Mais ce sont les communes qui équipent ou non les écoles en informatique, les départements pour les collèges. Donc, ce B2I, obligatoire paraît-il, ne peut être passé que là où les collectivités sont assez riches. Autre exemple, dans les collèges et les lycées, les enseignants relèvent du ministère et le personnel de service des collectivités locales. L'éducation nationale a annoncé le droit à l'intégration dans des classes ordinaires de l'ensemble des handicapé-e-s. Outre le fait que ce n'est pas toujours la solution idéale, ça ne peut se faire sans accompagnement par du personnel dont le recrutement et la rémunération relèvent des collectivités territoriales.

Avec la suppression de la taxe d'habitation, les collectivités locales vont devenir très majoritairement dépendantes des finances de l'état. Et ce que l'état appelle compenser, c'est en fait geler des sommes (dès l'année 2017 en l'occurrence pour la taxe d'habitation). C'est d'ailleurs un des buts. L'autre but, c'est que bien sûr, lorsque l'état verse de l'argent c'est dans le cadre du respect de sa politique. C'est-à-dire que de fait, c'est un moyen de limiter l'autonomie politique des communes et des départements. Depuis 2019, les communes les plus importantes sont tenues de contractualiser avec leur préfecture, ce qui consiste à négocier la limitation d'augmentation des dépenses autour d'1,2%, le surplus étant amputé à hauteur sur le budget de l'année suivante.

De plus, les communes doivent respecter certaines règles. Par exemple, si elles ont fait des économies, elles ne peuvent pas les investir dans le domaine de leur choix. Le budget de fonctionnement ne peut pas servir à l'investissement, et réciproquement. Plus exactement, c'est l'épargne disponible sur le fonctionnement qui détermine les possibilités d'emprunt pour l'investissement, et la dette servant à l'investissement est financée par le fonctionnement.

Eloigner toujours plus les centres de décision

Les medias ne cessent de claironner qu'il y a trop de communes en France et trop petites. Il y a donc maintenant des communautés de communes qui sont imposées, avec des changements de nom au gré des changements de politique. Par exemple, dans le « grand Paris », il n'y a plus de communautés de communes, il y a des « territoires » qui ont regroupé les communautés de communes et les ont supprimés. S'agissant des territoires qui constituent la métropole du Grand Paris, c'est l'État qui a décidé du découpage, ce qui n'était pas le cas pour les communautés de communes, appelées à négocier directement entre elles. Vous avez bien lu, il y a la capitale et ses territoires en banlieue, qui n'ont pas les mêmes droits. Les frontières des territoires ont donc été imposées. Par exemple, l'auteure de ces lignes, qui habite une commune à taille disons raisonnable, d'environ 20.000 habitants, fait maintenant partie d'un territoire de 410.000 habitants. La palme est remportée par Grand Orly Seine Bièvre et ses 696.000 habitants d'Ivry, Choisy, Vitry (département 94) jusqu'à l'Essonne (département 91), histoire de noyer chaque population avec son histoire notamment politique spécifique dans un ensemble hétéroclite. Or, les territoires accaparent une bonne partie des compétences des communes, du ramassage des ordures à l'urbanisme en passant par la voirie. Bref, l'essentiel de ce qui fait la vie quotidienne des habitants.

Comme on le dit fréquemment, les maires sont les seuls élus qui sont « à portée d'engueulade ». L'idée est de les conserver comme fusibles, les décisions importantes, elles, étant prises à l'abri dans des bureaux très éloignés. Et bien sûr, peu se précipitent pour dénoncer cette situation tout particulièrement lors des campagnes électorales. Car comment expliquer à la fois qu'on est quelqu'un de très important, qu'il est important de participer, et que les communes et leurs élus sont progressivement dépossédés de leurs pouvoirs.

Par exemple, d'un côté l'état a vidé les caisses du logement social à coup de diminution des APL, de baisse des subventions et de limitation des financements, de l'autre il est imposé de regrouper les gestionnaires de logements sociaux. Bien sûr, beaucoup de communes ont été volontaires pour ce transfert. Mais ceci signifie que le maximum de ce que pourrait proposer une majorité municipale de gauche à de vrai, c'est d'accompagner les locataires lorsqu'ils revendiquent qu'on leur répare les ascenseurs ou les fuites de toits, et de gueuler avec eux. C'est tout. Éventuellement de leur payer le transport jusqu'aux bureaux concernés (le transport en banlieue, non seulement c'est long, mais en plus ce n'est pas gratuit). Et encore, il n'est pas certain que la cour des comptes n'y trouverait pas à redire.

Bien sûr, le silence des communes est acheté aussi à coup de clientélisme. Facile pour une élue (la mienne par exemple), de répondre qu'elle n'y est pour rien car ce n'est pas de sa compétence, et de siéger comme chef dans l'organisme décisionnaire au niveau du territoire. Le principe est finalement le même que celui de l'Europe. Démultiplier les compétences pour que plus personne ne sache quoi dépend de qui, utiliser les finances pour contrôler politiquement l'échelon inférieur géographiquement, et multiplier les normes et contraintes pour ce qui reste d'autonomie, normes et contraintes qui elles évidemment doivent impérativement (sous peine d'être hors la loi) être financées par cet échelon. Quand les medias claironnent que Macron a bien pris la mesure des gilets jaunes et compris l'importance des maires, ils ont raison. Il a bien compris qu'il fallait renforcer l'armature de la main de fer mais conserver des fusibles.

Sylvie

Blanquer, le mécène des écoles privées

Une des mesures phares de la « loi Blanquer » est d'abaisser l'âge de la scolarisation obligatoire à 3 ans. En vrai, 98% des enfants de cet âge l'étaient déjà et cette loi ne changera pas grand chose de ce point de vue.

Mais en fait, cet article de loi a une utilité bien réelle. Lorsqu'un enfant en âge de scolarité obligatoire est scolarisé dans le privé, sa commune de résidence est tenue de verser une subvention à l'école privée concernée, quelle que soit sa position sur la scolarité dans le privé. Et ce n'est pas une petite subvention, puisqu'elle doit être équivalente au coût de la scolarisation dans le public. Bien sûr, ceci va encore appauvrir les écoles dans les communes qui n'ont pas les moyens. Or c'est dans ces communes aux écoles effectivement un peu délabrées, où les instits sont rarement remplacées, que la fuite vers le privé est déjà la plus importante.

Un tournant dans les luttes écologiques ?

Le mouvement écologiste s'était presque totalement bureaucratisé jusqu'au début du siècle. Sur les ruines de ses échecs, de multiples réactions ont rejaillit ici ou là contre les horreurs que le capitalisme engendre, des initiatives de résistance, souvent locales et déterminées. L'espoir demeure mais pour que la dimension écologique s'intègre véritablement dans le paysage des résistances sociale anticapitalistes il lui faudra renverser les obstacles que représentent le citoyennisme et le retour à des visions religieuses et idéalistes du monde.

Le contexte – la période

La question écologique avait jailli dans les années 1970, s'incarnant dans le pic de mobilisation constitué par le mouvement antinucléaire. En même temps, en France et en Allemagne, naissait le concept d'écologie politique, censé concevoir l'écologie comme un élément à part entière de la critique de l'organisation sociale. Mais, très vite, le « politique » se transforma en « politicard » : au nom du réalisme, il s'agissait d'asseoir les écologistes à la table des grands pour les préparer à gouverner. Ces « réalos » de gouvernement, représentés par les Verts dans les deux pays, ont surfé puis se sont construits sur le déclin et la disparition des luttes antinucléaires réelles. Un déclin qui ne fut pas essentiellement de leur fait, mais auquel ils ont aidé comme ils le pouvaient en pactisant avec la social-démocratie pronucléaire du début des années 1980… jusqu'à subir le même sort qu'elle : s'effacer puis disparaître totalement comme force autonome, en n'étant plus que des pantins utilisés au gré des besoins par des forces plus dodues à la recherche d'alliés pour gouverner, et capables d'offrir quelques prébendes à des Rastignac de province.

Longtemps après Tchernobyl, Fukushima a laissé pantois tous ceux qui pleuraient sur les restes d'un mouvement antinucléaire impuissant : les manifs avaient disparu avec l'érection finale des dernières tranches, et la gauche n'avait pas été capable de fermer une seule centrale, même obsolète. Preuve était faite que, contrairement à ce que disait le général de Gaulle, c'est plus à la corbeille qu'au Parlement que se joue l'avenir d'un pays !

Pour autant, l'inquiétude écologiste n'avait pas disparu de l'inconscient collectif de la société.

Critique de la malbouffe, actions contre McDo, lutte contre des petits et des grands aménagements (aéroports par-ci, autoroutes par-là), dénonciation de l'impérialisme qui transforme les pays du Sud en décharges à ciel ouvert, défense de peuples massacrés parce qu'ils ont le malheur d'avoir du cobalt ou d'autres choses commercialisables sous leurs pieds, réactions à des accidents industriels ou à des « scandales » sanitaires, alimentaires ou médicaux, les occasions n'ont pas manqué, ces dernières années, pour que ce qui ne faisait que sommeiller se réveille sous forme de luttes ponctuelles mais souvent vigoureuses et autonomes.

Alors que, jusqu'au tournant du siècle, la seule évocation du mot *capitalisme* apparaissait comme une obscénité, la multiplication de ces réactions ont amené à ce que, de nouveau, on ose nommer le mode de production qui nous régit, et que même on le critique. Evidemment, la réémergence des luttes sociales en général a été un élément déterminant dans cette évolution. Dans ce contexte, il n'est pas absurde de penser que ce qui est pour nous une évidence le devienne pour un nombre plus important d'acteurs de ces luttes : la cause principale des pollutions en tout genre, c'est l'exploitation du travail humain (lequel est déjà en lui-même une pollution insupportable).

Bien entendu, des « vrais révolutionnaires » nous répondront que tous ces mouvements étaient (et sont) réformistes et défensifs, et ils n'auront pas tort. Bien sûr, les vautours de la politique traditionnelle les guettent pour s'en nourrir. Mais ils présentent quand même un avantage réel et quasi nouveau : ils sont le fait de gens, à la base, souvent pas encore gâchés par les sirènes du pouvoir et de l'ascension bureaucratique, qui se regroupent en dehors des appareils politiques et syndicaux traditionnels. Et, d'une certaine manière, ils représentent une réelle tendance à la réappropriation de sa vie et de ses luttes. Ces constats positifs en regard de la décomposition de l'écologie officielle, de ses échecs patents sur le terrain des luttes et de son incapacité structurelle à comprendre ce qu'est la lutte des classes, ont ouvert la possibilité de débats et d'initiatives en tous genres. Pas un mois sans qu'apparaissent un nouveau sigle, une nouvelle organisation, de nouveaux textes. Le bouillonnement est réel. Pourtant, la réémergence de la question écologique sous l'angle dominant du réchauffement climatique, qui fait exploser tous les Audimat possibles et imaginables, favorise plutôt les tentatives de la bourgeoisie de s'emparer de la question pour la réduire à une affaire de bonne volonté de tous et toutes.

L'écologie des gilets jaunes

On ne peut s'empêcher, à ce moment de la réflexion, de penser au mouvement des gilets jaunes (GJ), qui a démarré à peu près au même moment que le mouvement climat. Les premiers réclamaient, entre autres, le retrait de la taxe carbone ; Le second était plutôt favorable à son extension [1] ! La plupart des écologistes voyaient donc d'un très mauvais œil ces GJ, soupçonnés de n'être que des suppôts du lobby automobile et donc plus ou moins « beaufs ». Nous avons tous en tête la vision des cortèges climatiques évitant à tout prix que des GJ les polluent. Les organisations qui luttent contre le réchauffement climatique n'ont jamais appelé à défiler avec eux, alors que l'inverse s'est souvent produit.

Mais, soyons clairs, il ne s'agissait pas principalement d'une divergence sur le prix de l'essence, et bien plutôt d'un clivage de classe. Un milieu plutôt classe moyenne supérieure, urbain et diplômé, se donnant une mission d'avant-garde pour sauver la planète, regardant d'un œil assez méprisant ces gueux sous-cultivés, plutôt ruraux et provinciaux, prêts à basculer dans le fascisme.

Pourtant, à bien y regarder, un GJ qui économise pour se payer une TV correcte, oublie d'éteindre la lumière chez lui en partant au boulot, n'a pas de double vitrage, achète sa bidoche au prix le plus bas possible et ne part jamais en vacances est, dans la réalité, certainement plus « écolo », en termes d'empreinte carbone, que le militant qui fait beaucoup d'efforts pour « sauver la planète », et surtout le clame, qui se paye des ampoules à basse tension, se nourrit bio à La Vie claire ou à Biocoop… et est suréquipé en nouvelles technologies.

2) *« Momentum-driven organizing » se veut un modèle d'organisation hybride qui combine la puissance explosive et à court terme des mobilisations de masse qu'il cherche à produire (type Occupy ou Nuit debout), avec la capacité à prendre des décisions collectives et à soutenir la lutte dans le temps qu'ont les structures classiques (types ONG). Ce type de mouvement est la clé de la stratégie globale d'Extinction Rebellion.*

Mais, soyons encore plus clairs, ce profil a correspondu à une partie de la militance d'extrême gauche, anarchistes compris : la méfiance, voire le mépris/rejet à l'égard des GJ portait moins sur la pureté écologique de leur mode de vie que sur une pureté idéologique qu'ils n'affichaient pas : on leur prêtait des propos sexistes et racistes, et un poujadisme latent. Bien sûr, cela existait sur les ronds-points, mais, à force de traquer les mots et les comportements incorrects à l'intérieur de leur propre milieu, beaucoup de militants ont oublié que dans les explosions populaires il y a forcément des gens « incorrects ». Et, surtout, que ce sont les moments de rupture, les temps suspendus qui changent les mentalités, et non les injonctions d'ordre moral.

L'éclatement des organisations écolos traditionnelles et l'émergence du mouvement populaire des GJ ont accéléré l'émergence de nouvelles initiatives en dehors du champ partidaire et institutionnel de l'écologie. La question est de savoir si elles permettront de dépasser les limites du classique et indéfini « changement de société » (ou de cap) pour aborder plus clairement un éventuel « changement de mode de production ». Ce n'est pas gagné, mais ça vaut le coup d'espérer.

De nombreux obstacles se dressent cependant sur cette route, parmi lesquels le citoyennisme et le retour du religieux.

Tous dans le même bateau ? Question de classes et citoyennisme

Que nous disent certains de ces nouveaux écolos qui ont fait de Greta Thunberg leur modèle ? Que NOUS sommes tous dans la même galère et que, cette fois, nous avons tous un intérêt commun. Sauver la planète serait censé nous rassembler, riches et pauvres, salariés et rentiers, actionnaires du CAC 40 et paysans du Sahel... Nous sommes tous concernés, il y va de notre vie et de l'avenir de nos enfants.

Du simple point de vue du réchauffement, c'est un peu vrai... mais pas tout à fait quand même : les pauvres morfleront plus que les riches, bien sûr ! Mieux vaut être banquier à Genève que paysan dans le delta du Gange.

Au XIXe siècle, tant que les « mauvais côtés » du capitalisme ne touchaient que le prolétariat, il n'y avait pas le feu au lac pour la bourgeoisie. Puis, lorsqu'elle a découvert que les microbes et les miasmes des centres-villes franchissaient allègrement les frontières des alentours bourgeois, comme plus tard un certain nuage radioactif aux portes de la France, elle a pris des mesures draconiennes pour rendre moins insalubres les quartiers des prolétaires... Pas pour les beaux yeux de ces derniers, mais pour sa propre sécurité. Tout allait bien quand même alors, « on » maîtrisait comme on dit !

Ensuite, petit à petit, les bourgeoisies du XXIe siècle se rendent compte qu'avec le réchauffement climatique ça pourrait bien être une autre paire de manches. Que des mesures sanitaires comme celles qui ont été mises en route auparavant ne pourront être efficaces contre les conséquences dont on nous menace, et qu'elles-mêmes seront touchées. Cependant, cela ne signifie pas seulement que les bourgeois seront atteints dans leur propre corps, comme les prolos : cela veut dire aussi et surtout que l'exploitation d'autres êtres humains dont ils se nourrissent deviendra sans doute beaucoup plus compliquée.

Comme l'écrivait l'économiste britannique Stern en 2006 : « Si nous continuons à émettre en aussi grandes quantités qu'actuellement des gaz à effet de serre, la croissance mondiale pourrait baisser de 20 % ou plus. Il est temps de se réveiller ! » Et la croissance, c'est la certitude de pouvoir continuer à accumuler du capital en exploitant le travail.

Le « tous ensemble » que nous voulons, pour notre part, ce n'est pas une association avec la bourgeoisie dans un front commun pour « sauver la planète », mais l'union entre tous les prolétaires exploités et spoliés actuellement... avant la montée des eaux !

La véritable guerre écologique doit être menée contre les riches, les rentiers et les actionnaires du CAC 40. Ce n'est pas la planète que nous voulons sauver, mais nous-mêmes : nous ne voulons plus mener cette vie de merde, et pour en mener une autre nous avons besoin d'une planète vivable et utilisable sur la durée.

Sauver le capitalisme est l'unique souci des capitalistes. Détruire le capitalisme et envisager le communisme est l'un de nos objectifs, sinon l'unique.

Le capitalisme

Le capitalisme, c'est d'abord un rapport social : une domination de classe fondée sur l'exploitation en vue d'extraire de la plus-value, et qui ne peut que vouloir se maintenir pour elle-même, quelles qu'en soient les conséquences (même les plus terribles).

C'est le mode de production capitaliste qui est responsable de la crise écologique actuelle (ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a jamais eu de crise par le passé). L'impérative nécessité de reproduction du capital fait passer au second plan non seulement la préservation ou l'entretien de la nature, mais aussi toutes les activités humaines (sauf l'exploitation du travail, bien entendu). L'économie capitaliste, dans le prolongement de l'économie marchande, transforme tous les plus petits recoins de la vie en marchandises, et *elle ne peut pas faire autrement, c'est sa « nature »*. L'eau, l'air, le soleil doivent se transformer en marchandises, rien ne doit être gratuit, tout doit rapporter et permettre d'extraire de la plus-value afin d'accumuler le capital pour le reproduire de manière toujours plus grande. La satisfaction de besoins clairement exprimés ne compte pas. C'est la production pour la production qui compte, afin d'abaisser autant que faire se peut le coût de la reproduction de la force de travail, ce qui a pour effet de détruire à petit feu les travailleurs, comme leur en-

vironnement.

Ainsi, le travail nécessaire pour produire telle ou telle chose ne peut être mesuré en fonction de l'effort qu'il demande par rapport à la satisfaction du besoin qu'il procure, puisqu'il ne sert qu'à produire davantage pour augmenter le capital. Et comme le travailleur n'est pas concerné par l'augmentation du capital et qu'il doit travailler pour survivre, il se trouve totalement déconnecté de l'acte de production qu'il effectue et qu'il ne peut contrôler : robot et/ou esclave, c'est l'aliénation.

De ce fait, il est vain de demander aux capitalistes et à la bourgeoisie de changer de cap, de devenir « responsables », d'agir avec moralité. Leur activité en tant que ce qu'ils sont ne peut être que de favoriser l'accumulation. Cesser cette activité signifierait cesser d'être ce qu'ils sont.

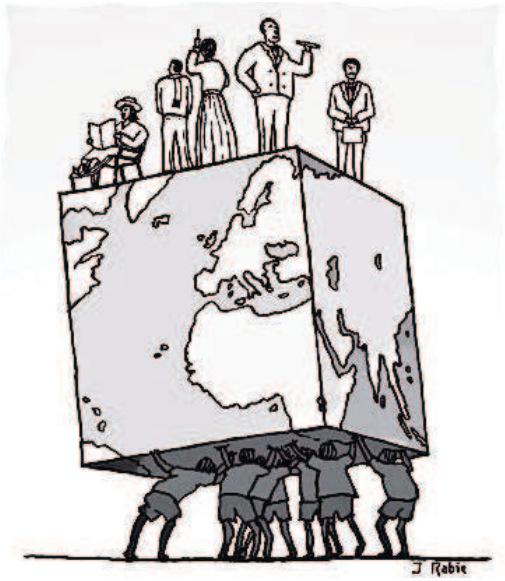
Il est bon de rappeler cette phrase de Marx qui nous indique clairement que la destruction des ressources n'aurait pas dû être considérée comme quantité négligeable par une bonne part du mouvement ouvrier jusqu'à aujourd'hui : « La production capitaliste ne développe la technique et la combinaison du procès de production qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur » (*Le Capital*, livre I, 4e section, chapitre XV).

C'est le système qui est prédateur, pas l'abstraction « Homme »

Il est fréquent d'entendre plus ou moins explicitement que l'Homme a brutalisé ou même détruit la nature. Sans doute est-ce vrai, mais pour de nombreux écolos cela revient, implicitement ou explicitement, à se référer à un état de nature parfait et stable. L'homme aurait été un prédateur dans ce monde merveilleux naturel.

Il existe une sorte de fascination pour la « nature » conçue comme un tout sauvage, dangereux mais harmonieux en même temps, qui a émergé au moment où les hommes s'en sont justement retrouvés coupés (par l'exode rural massif et la concentration dans les villes industrielles). C'est à partir du moment où le quotidien prive de la possibilité de fréquenter/utiliser les espaces « naturels » qu'on peut poser la « nature » comme quelque chose d'autre, une altérité. On assiste à l'émergence d'une pensée romantique (de la version progressiste à la version réactionnaire) qui incarne cette nostalgie d'un passé harmonieux opposé à l'industrialisme.

Or il n'existe pas plus d'âge d'or de la nature et d'équilibre naturel que de



prédestination féminine à faire la vaisselle.

En 1964, le directeur du Muséum d'histoire naturelle eut cette phrase délicieuse : « L'Homme est apparu comme un ver dans le fruit, comme une mite dans une balle de laine, et a rongé son habitat, en sécrétant des théories pour justifier son action. » J'ajouterai que ce salopard d'homme a même mangé la pomme et qu'il le paye maintenant !

Dans le même esprit mais en termes plus mystiques, selon James Lovelock, théoricien de Gaïa (nous y reviendrons), les êtres humains, simples composants du domaine planétaire, sont des « puce-rons intelligents » qui *parasitent le corps sacré de Gaïa.*

Or l'Homme est un élément de la nature comme l'huître et la mitochondrie, qui elles aussi modifient l'environnement. C'est la nature qui se modifie, et il n'y a pas de nature « naturelle » qui serait calme et stable sans l'action de ces prédateurs !

L'impact de l'activité humaine sur l'environnement ne date pas d'hier : avant même l'agriculture et la domestication, avant même l'utilisation et la fabrication d'outils, l'Homme a façonné la « nature » par le feu (il y a plusieurs centaines de milliers d'années), qui, en rendant accessibles des clairières, permettait de distinguer les végétaux comestibles et de canaliser le gibier potentiel vers des espaces plus faciles à atteindre pour les chasser. Pensons à la quasi-désertification, au cours de l'Antiquité, de certaines régions de la Sicile, de la Grèce et du Moyen-Orient sous l'effet de la transhumance des troupeaux d'ovins et de caprins. Et encore aux effets désastreux pour les sols de la culture sur brûlis pratiquée dans certaines régions d'Afrique. Il suffit de se replonger, même succinctement, dans l'histoire de l'humanité de ces cent derniers siècles pour être confronté à un nombre impressionnant d'effondrements civilisationnels liés à l'intervention des hominidés. Par exemple celui de certaines villes-Etats en Mésopotamie à la suite de la déforestation totale du périmètre sous leur domination. Les exemples ne manquent pas

Les modifications climatiques liées à l'activité humaine ne sont pas non plus choses nouvelles. Ainsi, en Amérique du Nord, l'éradication par la colonisation – et donc, clairement, par le développement capitaliste – de la plus grande partie de la population indigène a entraîné l'abandon de la culture sur brûlis. La réduction de la production de CO_2 qui en est résultée aurait ainsi joué un rôle non négligeable dans l'arrivée de la petite ère glacière, à partir de 1500, dans le nord de la planète. Aujourd'hui on craint d'obtenir le trop chaud, hier on a obtenu le trop froid… toujours grâce au CO_2 et à l'activité humaine. Vivement un thermostat planétaire !

Chaque partie de la nature, si petite et peu développée soit-elle, a joué un rôle, déterminant ou pas on ne le saura jamais, dans les modifications du cosmos dans son ensemble. Mais nous sommes incapables de lire le fil de ces modifications, nous ne le serons jamais, et n'avons nulle intention de laisser les scientifiques nous indiquer la voie à suivre en fonction de ce qu'ils interprètent à un moment donné.

Le retour du religieux : l'anthropomor-

phisation de la planète

De quoi s'agit-il lorsqu'on parle de sauver la planète ? De sauver notre humanité, la vie elle-même ? Ou une force *supérieure* bien vivante qui pense et agit, comme une autre nous-mêmes… dont nous faisons partie ? La question mérite d'être posée, car il est une tendance dans l'écologie qui accompagne ainsi un retour plus global au religieux dans nos sociétés.

Les thèses du climatologue « écologiste » Lovelock selon lequel la Terre est un être vivant (*Gaïa*, la Terre mère) inclus dans la biosphère, qui pense et agit pour que la vie se perpétue en harmonie, imprègnent, sans qu'ils y adhèrent ouvertement ou totalement, une partie des courants actuels de l'écologie.

Sans tomber dans le patchwork mystique du *New Age*, nombreux sont ceux qui raisonnent en fonction d'une transcendance qui donne un sens rationnel au monde, au-delà de l'humain et de son histoire. Le cosmos et tous les êtres vivants qui le composent auraient en eux-mêmes une valeur indépendamment du regard que les humains portent sur eux. La planète, même de manière implicite, serait une cause supérieure à celle de l'humain et nous devrions nous y soumettre.

Il s'agit là, d'une manière ou d'une autre, d'un point de vue métaphysique spiritualiste, classiquement religieux, et qui, comme tel, marque une dépendance à un ordre dépassant et englobant l'être humain. Or nous sommes matérialistes, c'est-à-dire que, contre toute conception transcendantale de la vie et de la connaissance, nous défendons la volonté de comprendre l'humain à partir de l'immanence du rapport social. Nous sommes évidemment plus prométhéens que soumis aux dieux !

Même si bon nombre de ces écologistes contournent la question en énonçant l'évidence selon laquelle tout ce que « subit » la planète rejaillit sur l'homme comme sur les autres animaux et sur les plantes, ils vont plus loin dans la religiosité. En sous-entendant que ce qui est BON pour la planète est BON pour nous, on introduit une notion morale, on produit une anthropomorphisation de cette planète (du cosmos ou de Gaïa, selon les cas) qui, comme un humain, souffre, pense et agit pour un bien supérieur que nous ne pouvons comprendre et auquel il faut se soumettre…

C'est une vision angélique qui considère que le « bien » est « un » et « pour tout le monde ». Ce « bien » transcendantal nous conduit fort loin de l'immanence matérialiste qui est le fondement de nos projets politiques ! Cela va de pair avec une peur de la « fin du monde » dont nous serions coupables, collectivement et individuellement, pour nous être écartés de nos origines fusionnelles avec le cosmos, avec la Vie.

Ceux qui refusent l'hypothèse religieuse Gaïa sont souvent accusés d'anthropocentrisme. Certes, l'Homme n'est *objectivement* pas le centre de l'Univers puisque l'Univers n'a pas de centre ; mais le seul point de vue possible à envisager ne peut être que celui de l'Homme qui en est le centre subjectif.

Extinction Rebellion (XR) : l'inaction indirecte

Alors que beaucoup de ces réactions à des agressions se revendiquent de l'action directe (voir encart) XR est l'exemple type d'un mouvement qui va à l'encontre

Le but explicite du mouvement XR est que les Etats reconnaissent l'urgence climatique, disent la vérité sur la destruction en cours des écosystèmes, légifèrent pour atteindre la neutralité carbone.

Ce faisant, il demande aux responsables de la catastrophe écologique de lutter contre elle, ce qui est déjà une aberration. Mais, pire encore, ils masque ouvertement le lien qu'il y a entre ces Etats et le système politico-économique qui fait fonctionner le monde : le capitalisme.

Donc, faire croire que les Etats peuvent changer réellement de cap, c'est faire croire que le cap pris a juste été, de leur part, un choix malheureux qui pourrait être rectifié pour peu qu'on s'en donne les moyens. Or nous pensons que les Etats ne font, dans les grandes lignes, que ce dont le système capitaliste a besoin pour continuer à exister.

XR, comme d'autres courants écolos, parle bien parfois du capitalisme. Mais le capitalisme qui est critiqué là ressemble fort à un capitalisme « pour les nuls » : on l'affuble de qualificatifs laissant à penser qu'il pourrait devenir moins méchant – et peut-être même aussi gentil que Greta Thunberg. « Outrancier », « sauvage », « prédateur » aujourd'hui, ne pourrait-il pas être modéré, civilisé, empathique demain ?

Greta Thunberg a lancé « la grève scolaire pour le climat », en décrétant que nous vivons la plus grave crise que l'humanité ait jamais subie. Cette jeune Suédoise, proche de XR, vient à point pour propager une écologie acceptable par les puissants, et surtout pour contrer les tentatives plus radicales qui pointent le nez et occuper un espace politique promis aux révoltes sociales. Adoubé par le pape, la famille royale britannique, le gouvernement canadien et WWF, même si elle fait ricaner tout le monde, nul ne se risquerait à la critiquer ouvertement ! C'est qu'elle incarne la pureté et l'innocence des enfants alliée à la raison des savants. Dès qu'une situation apparaît aux yeux du monde comme insupportable, plutôt que d'en désigner les véritables causes on se projette vers des personnages hors du commun, véritables images de rédempteurs christiques. Ces derniers n'ont que la fonction de nous faire croire que le bien existe malgré tout dans ce monde de brutes.

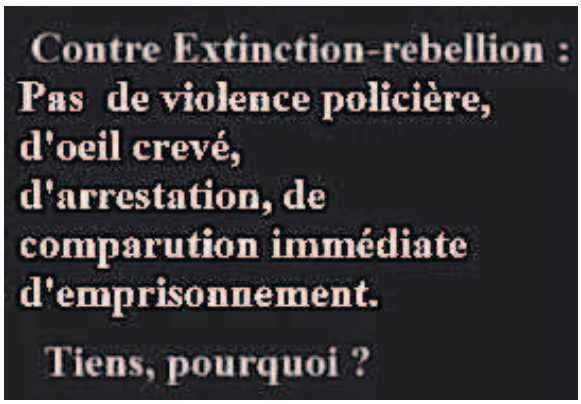
La non-violence et les autres principes de XR

« Nous sommes un réseau non-violent. En utilisant une stratégie et des tactiques non-violentes comme le moyen le plus efficace de provoquer le changement », tel est l'un des dix principes auquel doivent adhérer les adhérents de XR. Répété à l'envi sur les écrans et la presse depuis quelques mois ce credo

résonne d'un son très particulier dans le contexte français de cette dernière année riche d'une répression policière violente inégalée depuis très longtemps. Gilets jaunes et Black block ont été les deux épouvantails utilisés par le pouvoir pour contrer toute résistance sociale et il y a fort à parier que les grèves à venir ne seront pas sans débordements, ce qui ajoutera un troisième épouvantail, les grévistes, à la disposition de l'Etat et des medias pour tenter de marginaliser toute insubordination. XR, dans ce contexte, veut se dissocier et surfer sur une supposée condamnation populaires des violences mise en scène par l'Etat, souvent affirmée du bout des lèvres face à une caméra ou à un micro, mais ne correspondant pas au fond de la pensée du plus grand nombre des manifestants. Désigner les mauvais à la vindicte pour se ranger du côté des bons adoubés par les pouvoirs montre clairement que ce ne sont pas les Gilets qui sont jaunes mais ces écologistes de pacotille. Mais ils sont pas les seuls à participer à cette course à la respectabilité : la preuve ce tweet de Greenpeace France : « Nous dénonçons toutes les violences, celle des black blocks, celle des forces de l'ordre qui ont réagi de manière totalement disproportionnée à l'encontre de manifestants, familles et personnes de tous âges, totalement pacifiques ».

On se rappelle que lors de l'occupation du centre commercial Italie 2 à Paris dont le but était d'« alerter sur l'urgence climatique et le système de domination économique et politique », les Tags « Nique la bac », « l'insurrection est proche » ou encore « Harpon revient, il en manque plein » avaient été nettoyés et recouverts par des affiches politiquement correctes. Comme l'a déclaré un organisateur au micro de BFM , « il faut voir la police comme une amie dans le nouveau système qu'on veut créer ». Pourvu qu'ils ne viennent pas au pouvoir !

Outre la non-violence, on retrouve dans les principes XR le cocktail idéologique classe moyenne / postmodernisme, qui reflète en grande partie la composition de classe du mouvement : des jeunes très diplômés promis à des postes d'encadrement, de recherche et de formation dans le public ou le privé. Par exemple : XR s'inspire des thèses très gestionnaires qui agitent les milieux écolos radicaux petits-bourgeois en défendant le fait qu'« En mobilisant 3,5% de la population, seuil à atteindre pour déclencher un changement de système - en utilisant des idées comme celle de « Momentum-driven organizing » [(2)], on aboutit à des changements (réformistes bien sûr) significatifs. Comme si la lutte obéissait aux lois de l'arithmétique… Enfin, sur ses dix principes, six sont explicitement des principes postmodernes de réflexions sur soi et ses oppressions multiples, qui contribuent plus à transformer les espaces de luttes en « safe space » apolitiques qu'en lieux de conflictualité sociale : *« Nous avons besoin d'une culture régénératrice, Nous nous remettons nous-mêmes en question, autant que ce système toxique, Nous accueillons chaque personne, et chacune de ses facettes, Nous limitons délibérément les rapports de pouvoir, Nous ne tenons pas de discours moralisateurs ni culpabilisants, Nous sommes un réseau non-violent ».* La culture régénératrice occupe une place importante dans le discours médiatique de XR, c'est un



condensé de mièvrerie : *« Un monde beau et sain, où l'individualité et la créativité sont encouragées, où nous travaillons et résolvons des problèmes ensemble, où chacun.e trouve du sens, avec courage, force et amour. Cela reposera sur des cultures enracinées dans le respect de la nature, de véritables libertés et la justice sociale. »*

JPD, avec l'aide et les remarques de Zygaena

1) *On se rappelle qu'avant les élections européennes qui avaient souri aux Verts en 2009, Cohn-Bendit s'était fait remarqué en affirmant que le meilleurs moyen de lutter contre les pollutions était d'augmenter le prix de l'essence. Cette ignorance du fait que la majorité des kilomètres parcourus sont liés au travail et non aux loisirs, montre qu'il s'agit bien là d'une coupure de classe entre deux mondes.*

Qu'est-ce que l'action directe ?

L'action directe est un concept apparu dans le syndicalisme révolutionnaire et qui signifie qu'une l'action syndicale et politique réellement émancipatrice doit opposer directement l'exploité à son exploiteur, sans passer par des médiations ou des filtres (parlement, délégués non contrôlables, institutions spécialisées, lobbyes, etc.). A l'évidence XR est à l'inverse de ce projet même si parfois il s'affuble du terme libertaire.

L'Anthropocène, paravent universitaire de l'écologie apolitique

Un terme revient souvent aussi bien dans les milieux militants écologistes ou à l'Université que dans les médias : celui d'Anthropocène. Au vu de l'importance qui lui est actuellement donné, il importe de s'interroger sur sa genèse pour questionner sa portée conceptuelle et politique.

Formé des termes grecs *anthropos* (l'espèce humaine) et *kainos* (récent, nouveau), l'Anthropocène désigne une « unité chronostratigraphique » (une période géologique) dont la caractéristique serait d'être définie par l'action de l'espèce humaine sur l'environnement planétaire. Le terme vient donc initialement des sciences de la Terre, et a été formulé pour la première fois par un chimiste (Prix Nobel) en 2000 au cours d'un colloque, avant d'être explicité deux ans plus tard par son inventeur dans la prestigieuse revue *Nature* [1] [2]. Pour lui, les modifications anthropiques du système planétaire (notamment atmosphériques) nous ont sortis de l'Holocène, âge débuté il y a 11 500 ans, ce qui nécessite une actualisation scientifique de cette réalité. Depuis, les débats font rage parmi les géologues, et un groupe de travail de la Commission internationale de stratigraphie (qui avalise tout changement de ce type) a vu le jour ; elle évaluera la proposition d'un point de vue scientifique, pour définir en particulier le moment précis du début de ce nouvel âge [3].

A la suite des sciences « dures », les sciences sociales se sont emparées du terme et en ont fait un cadre conceptuel majeur pour l'étude des changements climatiques ; et leurs spécialistes y ont trouvé tellement de potentialités d'autopromotion et de carrière (et d'intérêt ?) qu'un champ de recherche, une revue et une collection de livres consacrés à lui ont vu le jour. L'écho médiatique suscité par les débats sur l'Anthropocène montre que ce n'est pas purement une préoccupation de scientifiques dans leur tour d'ivoire, et que cela a des implications sociales. Mais alors, qu'est-ce qui agite l'Université et l'« opinion publique », et en quoi cela peut-il nous intéresser ?

Des tempêtes dans un verre d'eau ?

Premier point de désaccord, que ce soit parmi les géologues ou chez les historiens et sociologues : la date du début de l'Anthropocène. Quand le système Terre a-t-il dérapé du fait des activités humaines ? De la disparition des grands mammifères sur le passage de l'*Homo sapiens* paléolithique à la première bombe nucléaire ayant explosé dans l'atmosphère, en passant par l'invention de la machine à vapeur de Watt et le début de la colonisation aux Amériques, les dates avancées ne manquent pas. Chacune d'elles revêt une signification différente selon le facteur que l'on estime être le plus important. En effet, ce n'est pas la même chose de dire que la Terre est partie sur le chemin de la surchauffe à cause d'une innovation technologique majeure, d'une extension par la force brute du commerce mondial... ou de la nécessité de survie de tribus de chasseurs-cueilleurs migrants. Manque de bol pour les scientifiques, la science pure détachée de tout enjeu social n'existe pas, et trancher aura forcément des implications au moins philosophiques.

Mais dans tous les cas, quelle que soit la date du début de l'Anthropocène, c'est une vision particulière de l'humanité qui est présentée, et c'est là qu'il y a le plus à redire. Parler d'*anthropos* pour désigner l'agent du changement des paramètres terrestres, et donc le responsable de la crise écologique, c'est dire que c'est l'espèce humaine en tant que telle, de façon indifférenciée, qui en est responsable. L'espèce humaine est ainsi réifiée comme étant le parasite d'un système Terre sain, et c'est donc chacun de nous le coupable de l'apocalypse planétaire, par ses impacts quotidiens et son mode de vie ou, pire, par le simple fait d'exister, de se nourrir, se vêtir... Pareil discours est un raccourci fatal : l'Homme a inventé le feu, et puis c'est parti en vrille. L'espèce n'attendait finalement qu'un coup de pouce – la machine à vapeur –, mais la logique était déjà là, en germe. On mesure le caractère antipolitique d'un tel récit, car il évacue toute conflictualité sociale et toute historicité du mode de production capitaliste. Si c'est chaque individu qui participe du problème à son échelle, c'est également à chaque individu de faire un effort, des « écogestes »...

Heureusement, les scientifiques, qui savent justifier leur place confortable dans les laboratoires, ont une *success story* à nous vendre, avec un *happy ending*. L'humanité s'est perdue sur la route de l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, certes, mais à un moment elle a pris conscience de son erreur. Ce sont les scientifiques qui sont les héros de cette histoire : l'humanité ne savait pas ce qu'elle faisait, à cramer autant de carbone fossile, mais d'un coup les scientifiques et experts ont compris qu'il y avait un problème de changement climatique et qu'il fallait se remettre un peu en question. Ce récit masque complètement que les premiers à trinquer des ravages sur l'environnement, ce sont les classes populaires – ces classes qui n'ont jamais eu besoin d'experts pour savoir qu'on sapait les bases matérielles de leur (sur)vie, et desquelles de très nombreuses voix et

1) *Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz, L'Evénement Anthropocène : La Terre, l'histoire et nous, 2013, rééd. 2016.*
2) *Paul J. Crutzen, « Geology of mankind », Nature, 2002.*
3) *Anthopocene Working Group, http://quaternary.stratigraphy.org/working-groups/anthropocene/*

résistances se sont élevées dès les prémisses de l'industrialisation pour en dénoncer les conséquences sociales et environnementales [1]. Peu importe, pour les blouses blanches. Elles ont le remède, elles vont nous trouver une stratégie mondiale : *« Une tâche excitante, mais difficile et redoutable, attend la communauté internationale des chercheurs et des ingénieurs pour guider l'humanité vers une gestion globale et soutenable de l'environnement [4]. »*

On le voit, le terme d'Anthropocène charrie son lot d'impensés et de présupposés. Il permet de désigner l'humanité dans son ensemble comme responsable de la dégradation climatique, de confier à des experts la charge de trouver des solutions à ce problème, d'évacuer la dimension sociale de la question écologique, et de nous réduire à l'état de spectateurs de notre impuissance devant la catastrophe. On peut tout au plus faire pression sur les décideurs (à l'instar de grosses ONG écolos, de XR…), essayer de les convaincre en utilisant le discours de la raison scientifique (Greta Thunberg, le GIEC…). On comprend pourquoi le discours de l'Anthropocène fait mouche dans les mouvances écologistes (post)modernes : il constitue une version universitaire – donc légitime d'un point de vue scientifique – de l'idéologie écologiste sauce classe moyenne diplômée.

Le Capitalocène : un peu de matérialisme dans la mièvrerie ambiante

Comme les géologues, les historiens et les sociologues aiment bien inventer de nouveaux concepts – ça fait publier –, et certains nous en offrent parfois des pertinents. Début décennie 2010, des historiens de tradition marxiste ont fait une critique très juste du concept d'Anthropocène pour proposer celui de Capitalocène : l'âge du capital. Là où l'Anthropocène évacue les rapports sociaux (voire la société entière) de son champ d'analyse, le Capitalocène pointe du doigt que c'est l'accumulation capitaliste qui est la cause des problèmes climatiques. La rupture de l'équilibre environnemental de l'Holocène, qui est la cause des problèmes écologiques actuels, provient du mode de production capitaliste. S'il fallait absolument définir un âge particulier dans lequel nous serions entrés, ce serait donc celui de l'économie marchande après sa mue industrielle, sa logique de marchandisation de toutes les dimensions de l'existence et sa course perpétuelle au profit – qui implique une consommation effrénée et exponentielle de matières premières, dont les hydrocarbures. A la base de cette logique, il y a un rapport social : l'exploitation de la force de travail par la classe capitaliste. Si des sociétés humaines ont entraîné des bouleversements irréversibles de leur environnement naturel avant le capitalisme (provoquant par exemple l'extinction des grands mammifères), c'était selon des logiques fondamentalement autres que l'accroissement continu de la valeur.

Autre avantage du Capitalocène, il redonne de l'épaisseur à l'histoire environnementale, en mettant en relief une dimension de classe. Andreas Malm [5] démontre que la consommation massive de carbone fossile propre au capitalisme ne découle pas d'une soif innée de l'humain pour le progrès et l'industrie, mais est due à une mutation du capitalisme anglais intervenue pendant la première moitié du XIXe siècle dans l'industrie du coton, ainsi qu'au contrôle d'un Empire colonial très vaste par bateaux à vapeur. Malgré le moindre coût, l'abondance et le meilleur rendement de l'énergie hydraulique pour faire fonctionner les métiers à tisser, les capitalistes de l'époque sont passés à la machine à vapeur afin de concentrer et discipliner la force de travail dans leurs usines. Et, la concurrence capitaliste étant ce qu'elle est, ils ont été obligés de trouver des sources de charbon toujours plus importantes dans cet Empire colonial. La démonstration ici résumée a le mérite de montrer que, sans cette logique capitaliste globalisée, il n'y aurait pas eu de surexploitation des ressources fossiles, et donc pas de changement climatique. Et, de même, que des centaines de milliers de travailleurs des pays occidentaux et de leurs colonies ne seraient pas descendus dans les mines pour extraire du charbon.

Pour sauver la planète, le « communisme » ?

Le concept de Capitalocène est bien plus séduisant, juste et politique que celui d'Anthropocène, mais il reste fondamentalement dans le domaine des idées et de l'Université (la preuve en est que de nombreux écologistes dénoncent le capitalisme sans insister sur ce qu'il implique au quotidien pour les prolétaires : de travailler pour la paie). Ainsi, il n'a pas encore fourni d'outil pratique pour les luttes actuelles, et permet souvent de présenter le capitalisme comme un monstre abstrait (entraînant surconsommation, ultralibéralisme, déferlante technologique…), et non comme une société de classes prise dans les contradictions de la dynamique de profit. Andreas Malm n'a par exemple pas beaucoup mieux à nous proposer qu'un succédané indigeste du *Manifeste du Parti communiste* appliqués à l'écologie, avec dix points bien teintés de réformisme, de recours à l'Etat, et des parallèles douteux

entre la Révolution de 1917 et la situation actuelle…

Néanmoins, le concept de Capitalocène a son utilité si on part du principe que la nature est un champ de bataille dans lequel s'exprime le conflit de classes, et l'on peut alors envisager des luttes écologistes s'inscrivant dans la conflictualité sociale générale avec la bourgeoisie.

Ce qui est sûr, c'est que les dérèglements climatiques ou la raréfaction des ressources fossiles n'arrêteront pas le capitalisme, car il *« n'est pas une technostructure qui finirait par devenir obsolète et par s'arrêter faute de matières premières, mais un rapport social d'exploitation, c'est-à-dire une domination de classe fondée sur l'extraction de plus-value qui veut se maintenir pour elle-même, quels que soient les conditions et l'arrière-plan catastrophique ou non de cette domination. La catastrophe écologique, et les perturbations sociales qu'elle risque d'entraîner, ne constitue pas une remise en cause de ce rapport en tant que tel, à moins de considérer que l'essence du capital repose dans une bonne vie bien organisée : elle vient simplement s'ajouter aux conditions de crise [6] ».*

Zygaena, 22/11/19

4) *Paul J. Crutzen et Eugene P. Stoermer, in Bonneuil et Fressoz, op. cit.*
5) *Andreas Malm, L'Anthropocène contre l'histoire : le réchauffement climatique à l'ère du capital, 2017.*
6) *https://carbureblog.com/2019/11/01/le-vert-est-la-couleur-du-dollar-a-propos-de-greta-et-de-la-transition-technologique/*

Ce que j'ai vu depuis Alger... avec un brin d'incertitude.

Un camarade de Caen a passé à peine deux semaines en Algérie en septembre dernier. Conscient qu'en si peu de temps il ne peut pas faire une analyse exhaustive de la situation politique et sociale, il nous fait part de ces impressions, ressentis et incertitudes sur ce voyage.

Pourquoi je suis parti faire un tour en Algérie

Quelques temps avant de partir en Algérie, alors que je ne connaissais quasiment rien sur l'histoire du pays, j'ai rencontré François Cerutti. Il est né en 1941 à Alger et on a sympathisé. Il a écrit un livre -*Mes années de révolution*, Spartacus, 2018- dans lequel il témoigne avec force et modestie de ses expériences de luttes politiques, individuelles et collectives, en France et en Algérie. Ce livre m'a plu car je me suis reconnu dans les causes qu'il défendait comme l'antimilitarisme, l'internationalisme et une certaine idée du vivre ensemble et des moyens pour y parvenir (désobéissance, rébellion, auto-organisation...). Puis, on a approfondi les liens, et avec un ami, on l'a invité à présenter son bouquin à la Pétroleuse (Caen). Plus tard, en lien avec ce qu'il se passait là-bas, on l'a refait venir avec l'idée de présenter l'histoire de la colonisation de l'Algérie par la France pour arriver jusqu'en 1926, date de la création de la première organisation politique qui réclamait fermement l'indépendance : L'Étoile Nord-Africaine. Dans la foulée, on a invité Nedjib Sidi Moussa qui a présenté ses recherches sur ce qu'il a titré *Une autre histoire de l'indépendance de l'Algérie* (PUF, 2019) et qui a aussi parlé de l'actualité des luttes là-bas. On était au mois de mars. Les gilets jaunes avaient déjà largement donné à voir et à imiter. Donc après tout ça, je me suis dit que je devais aller voir ce qui se fabriquait là-bas… Et j'ai un ami, aux tendances plutôt libertaires, qui venait justement de s'y installer. J'ai proposé à ma frangine de venir avec moi. On est parti en septembre.

Ce que j'ai constaté en arrivant

Une chose importante, même si elle est d'une terrible banalité, c'est que j'ai trouvé l'accueil d'une distance parfaite. Ni trop fasciné, ni trop dégoûté, ni trop admiratif, ni trop agressif. Un accueil épris d'une liberté à l'affût et d'une égalité peut-être un peu complexée, le tout baigné dans un humour saisissant. Une langue souvent algérienne, parfois française. Et une entraide authentique, définitivement plus franche qu'en France. Ce qui nous a vite sauté aux yeux aussi, c'est qu'il n'y a pas du tout d'européens – j'ai l'impression que la plupart des autochtones n'ont pas dit « blancs » mais « européens » - qui se promènent dans les rues d'Alger.

Le premier jour, j'ai consulté ma boîte mail qui m'annonçait une « tentative d'intrusion ». J'ai copié-collé l'adresse IP et je suis tombé sur un commissariat du nord d'Alger. Lors de la première manif étudiante, on s'est vite fait filer par deux flics en civil. Puis lors de la marche du Vendredi, il y avait encore deux flics en civil postés toute la journée devant notre hôtel. Les travailleurs de l'hôtel nous on dit que c'était « normal ». Ils nous ont dit que la seule chose qui les intéressaient c'était de savoir si on filmait ou prenait des images…

Ce que j'ai capté de la situation et des perspectives politiques

Comme tout le monde, j'ai pigé qu'ils ont tout de même fait une petite révolution politique en dégageant Bouteflika et que maintenant, ce sont de sombres tarés de l'armée qui ont les manettes. Il y a des flics partout dans le centre d'Alger et, apparemment depuis les années noires, des barrages routiers. Les flics imposent vraiment une présence conséquente, même en dehors des jours de mobilisation.

Au risque de décevoir, ou bien de plaquer une réalité d'occidental, je n'ai pas constaté d'expressions en faveur d'une autonomie libertaire, pas d'expression en faveur d'une révolution du même nom.

La marche du Vendredi à laquelle j'ai assisté, c'est vraiment particulier. Je dis « marche » car c'est vraiment différent de ce qu'on connaît trop bien ici. Pas de cortège de tête, parfois pas de sens de la manifestation. Ceci dit, j'ai trouvé une foule enthousiaste, joyeuse, chantante, mais pas offensive. Dans le sens où il n'y avait aucune hostilité envers les forces de l'ordre ou les bâtiments publics. Dans le sens où il n'y avait ni tracts, ni affiches, ni graffs. Mais vu qu'il est interdit de manifester depuis 2001, que tu prends 6 mois fermes pour porter un drapeau amazigh et que le simple fait de prendre en photo un bâtiment public peut te conduire en garde à vue, on peut comprendre une certaine... tranquillité. Et puis les années noires sont passées par là, toute proches, laissant un goût amer de tout ce sang qui a coulé pour fanatiques et militaires en mal de dominer.

Aussi, il est inconcevable de taire ce que vivent les femmes au quotidien en terme d'oppression. Impossibilité de s'habiller comme elles veulent, de fumer une cigarette en lieu public et même de fréquenter certains bars réservés aux hommes. Bars qui, au passage, ont vu leur nombre s'effondrer ces dernières années. Mais on a tout de même réussi à y passer de bons moments, rencontrant des algériens toujours aussi drôles et accueillants et, il nous a semblé, plus intéressés à causer politique.

A la fin du mois de septembre, on apprenait que des travailleurs en Kabylie se mettaient en grève. Je n'ai pas eu vent de mouvements syndicaux ou ouvriers conséquents et qui compléteraient le soulèvement populaire. J'ai appris, sur place, que les étudiants des différentes villes du pays, se rassemblent et manifestent, tous les mardi, mais qu'ils n'étaient pas coordonnés entre eux. Le Comité National de Libération des Détenus fait un travail remarquable mais très réactionnel. Je n'ai pas saisi de remise en question radicale de la prison par exemple.

Les personnes que j'ai croisées et avec qui j'ai causé de cette grotesque élection programmée par la junte militaire le 12 Décembre, n'y croyaient pas. Elles refusaient cette élection. Mais pour les perspectives politiques structurelles, les seules que j'ai saisies étaient d'ordre social-démocrates.

Mes incertitudes

J'ai conscience de réaliser un constat plutôt dépréciatif de ce qu'il peut se passer là-bas, masquant ainsi en partie, le courage et la dignité de milliers de personnes qui se révoltent. Mais j'ai à cœur de faire passer que l'histoire et les réalités sont très différentes et que, bien qu'il s'agisse d'un mouvement social massif ayant destitué un président, rien n'a profondément changé pour les Algériens et les Algériennes dans leur quotidien. Excepté, et ce n'est vraiment pas rien, une effervescence populaire qui a certainement permis beaucoup de rencontres et d'enrichissement interpersonnel. Les violences colonialistes du passé altèrent encore la mémoire et provoquent toujours l'extermination ; et les violences religieuses altèrent encore l'être ensemble et provoquent toujours l'inhibition. Quand est-ce que toutes ces violences se transformeront en des colères intelligentes et convergentes contre tout ce qui oppresse, tue et rend indigne la vie ? Et comment faire pour que, en Algérie forcément différemment qu'en France, elles se transforment en organisations communistes et libertaires ?

Romain

Liban: un soulèvement inédit !

Le Liban est depuis le 17 octobre le théâtre de mobilisations que les manifestants eux-mêmes définissent comme une «thawra» c'est à dire une révolution. Cette mobilisation est de loin supérieure à celle ayant eu lieu en 2005 [1] et rappelle les épisodes régionaux du printemps arabe. Pourtant le Liban n'est pas comme les pays mobilisés en 2011 une autocratie militaire ou une dictature régie par un despote non élu. C'est plutôt sur fond de faillite économique du pays que cette révolte contre le statut quo politique, datant de la guerre civile, a germé. Georges Corm, économiste libanais, résume: «Le mouvement de contestation est spontané et transcommunautaire, il est dirigé contre la classe politique corrompue, constituée d'une alliance entre les fortunes des pétrodollars et les anciens chefs de milices de la guerre civile».

de Zarifi Haidar: maronite, sunnite, druze et chiite manifestant côte à côte.

1) *La révolution des cèdres, contre l'occupation militaire syrienne du pays. Les revendications ne demandaient pas le changement du système politique, les protestations étaient d'ailleurs guidées par les partis politiques.*
2) *chef féodal*
3) *Une application internet qui contrairement au téléphone permet une communication gratuite.*

Le confessionnalisme structurel au Liban

Avec ses 18 religions officielles, le Liban est régi par un système confessionnel. Les postes clefs du pouvoir sont partagés entre les trois religions majoritaires du pays: le président doit être chrétien maronite, le premier ministre sunnite et le président de la chambre des députés chiite. Ce partage du pouvoir entre les clans confessionnels empêche depuis des années toute réforme.

Mais ce système confessionnel ne s'arrête pas aux partis et milices politiques, il a un caractère structurel et touche l'ensemble des pans de la vie quotidienne des libanais: les écoles, les universités, les hôpitaux, les médias, tout est confessionnel au Liban. Cela a créé un système clientéliste et proto-maffieux. Il y a par exemple le «wasta», traduisible en substance par «recommandation»: pour trouver du travail, il faut se mettre en contact avec un élu du parti chrétien, sunnite, chiite, druze etc (selon l'appartenance communautaire du demandeur). En échange, le demandeur garantit son vote aux prochaines élections au représentant politique, renforçant ainsi la légitimité du système et les privilèges de ce «za'im» [2] contemporain.

Les mêmes hommes politiques (ou leurs descendants et familles) tournent au parlement, au gouvernement et aux postes clefs des secteurs civiles et militaires.

Le droit des familles des Libanais dépend directement de l'obédience religieuse, ainsi deux libanais de religion différente n'ont pas accès au même régime matrimonial ou aux mêmes lois d'héritage. Les mariages mixtes sont pratiquement impossibles.

Une économie en faillite

La situation économique du Liban est dramatique, selon le FMI, la dette publique libanaise qui n'a cessé de croître depuis les années 90, atteint 86 milliards d'euros, soit 151% du PIB, c'est l'une des plus importantes du monde. Le taux de chômage global dépasse les 25% et celui des jeunes atteint les 37%. Mais ce qui frappe le plus ce sont les inégalités. Selon le Programme des Nations Unies pour le Développement, les revenus des 2 % les plus riches au Liban équivalent à ceux des 60 % les plus pauvres. Avec 1 milliardaire pour 500.000 libanais, le pays possède l'un des rapport milliardaires/population le plus haut du monde. La plupart de ses milliardaires appartiennent aux familles Hariri ou Mikati, qui ont depuis des décennies des postes au gouvernement et s'approprient des fonds publics. Alors que presque la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté, les banques commerciales enregistrent des profits records, détenant une grande partie de la dette nationale. Ainsi, les profits des 14 premières banques libanaises constituent environ 4,5% du PIB, un pourcentage qui en grande Bretagne est de 1% et en Allemagne de 0,2%. La plupart des banques sont la propriété des politiciens en place ou de leurs familles ce qui ne fait qu'alimenter le sentiment d'injustice et de défiance envers les élus.

Le système fiscal se base en grande partie sur des taxes indirectes (celles sur la consommation), qui de par leur nature sont iniques, touchant pauvres et riches de la même manière : 60% des rentrées fiscales sont constituées par la TVA. Aujourd'hui, le Liban vit principalement des envois d'argent de la diaspora libanaise et de l'aide internationale.

Les besoins élémentaires non garantis

L'état global des infrastructures périclites de jours en jours: pas de routes correctes, le Liban ne possède pas de réseaux ferroviaire ou de transports collectifs. Si pour les rares libanais au revenu élevé Beyrouth leur garantit un niveau de vie comparable aux villes européennes, pour une grande partie de la population, à l'inverse, les problèmes quotidiens sont assimilables à ceux du tiers monde. La couverture électrique n'est que de 60 à 70% des besoins nationaux, ainsi, à Beyrouth il y a 3 à 6 heures de coupures électriques programmées par jour et hors Beyrouth elles atteignent les 12 heures par jour. Ceux qui peuvent se le permettre couvrent les heures «découvertes» en acquérant un générateur, dont le business est géré par des politiciens qui ont donc tout intérêt au maintien de la situation. A cela s'ajoutent les problèmes en approvisionnement hydrologique, les Libanais n'ont pas forcément l'eau courante.

Les débuts de la mobilisation

C'est dans ce climat que le 17 octobre, le ministre des télécommunications annonce l'introduction d'une nouvelle taxe indirecte à appliquer sur l'utilisation de Whatsapp [3]. Le soir même, des jeunes du centre de la capitale sortent protester et commettent quelques dégradations. De manière très surprenante, cette petite protestation

s'est transformée en moins d'une semaine en une mobilisation de masse: jusqu'à 2 millions et demi de personnes sont descendues dans la rue et ceci dans toutes les villes principales du pays, saturant quotidiennement les places de Beyrouth, Tripoli, Tyr, etc. Cette décentralisation du mouvement montre son ampleur. Cette énième taxe sur le service de messagerie instantanée aura été la classique «goutte d'eau qui a fait déborder le vase» dans ce pays en crise économique et sociale. Quelques jours auparavant l'état libanais s'était montré incapable de faire face aux incendies ravageant les forêts libanaises sous prétexte que les hélicoptères bombardiers d'eau Sikorsky étaient hors service par manque de maintenance. Ceci intervient également après la fermeture en août de la Banque Jamal Trust Bank et ses filiales par les États-Unis qui les accusaient de gérer les opérations financières du Hezbollah. Concrètement, cela a surtout empêché la population de récupérer son argent et ses pensions.

Rappelons tout de même les mobilisations de 2015 déclenchées par la mauvaise gestion du ramassage et traitement des ordures par le gouvernement. Ces mobilisations qui n'avaient pas réussi à élargir les revendications ni à s'étendre en dehors de Beyrouth, ont tout de même été l'un des premier cas de manifestations multiconfessionnelles et ont probablement semé les graines des révoltes actuelles.

Des manifestations festives et pacifiques

Cette invasion massive des rues du pays s'est accompagnée du blocage des routes mais également de la fermeture des banques, écoles et universités. Ce qui a marqué dès le départ dans les revendications des Libanais, c'est qu'ils ne demandent pas plus de libertés individuelles ou le respect des droits humains mais qu'ils se focalisent sur la lutte contre la corruption [4] et souhaitent abattre le système en place. L'accumulation indécente de richesses par les politiques, qui sont fiers de violer la loi car cela favorise leur clientélisme en montrant leur impunité, aura eu raison de la patience des libanais. Ceux-ci ont bien conscience que l'alliance entre les familles politiques et les banques est à l'origine du déclin social et économique.

Les slogans scandés dans la mobilisation au Liban sont anti-systèmes (*«Al shaab yurid isqaat al nizam»* soit «le peuple veut la chute du système» [5]), contre la corruption de l'ensemble des hommes politiques et des dirigeants (*«Kollun yani kollun»* soit «tous cela signifie tous», dans le sens tous doivent dégager) et la vie chère.

Les manifestations ont lieu dans une ambiance très festive avec musique, il n'y avait au départ pas de tensions. Tout le monde a voulu participer famille avec enfants, personnes âgées, car tous se savent concernés. Et ceci quelle que soit leur religion.

C'est là le fait le plus inédit de cette révolte, c'est du jamais vu depuis la guerre civile et c'est quelque chose qui semblait impensable il y a 1 ou 2 ans où la plupart des libanais se revendiquaient de leur appartenance communautaire avant tout.

On n'a ainsi pas vu un seul drapeau de partis religieux mais seulement des drapeaux libanais, portés par des personnes de tout âge, genre, origine sociale et confession: un reflet important et visible de l'absence de sectarisme. Il semble qu'avec ce mouvement, les libanais dépassent leur communautarisme, leur méfiance envers les autres religions et commencent enfin à oublier la guerre civile. Cela augure la construction d'une conscience politique qui va au delà des confessions. Espérons que cela se transforme en lutte commune du peuple (des peuples?) contre les puissants qu'ils soient responsables politico-religieux, puissances étrangères ou empires économiques.

La présence de drapeaux libanais dans toutes les manifestations est peut-être également un moyen pour les libanais d'affirmer leur indépendance par rapport aux institutions impérialistes. En effet, si le Liban est dans une telle situation économique, c'est bien à cause du FMI et de la banque mondiale. En 2018, le gouvernement libanais, guidé par le premier ministre Saad Hariri a rencontré à Paris, les investisseurs internationaux des USA, de l'Europe, le FMI et la banque mondiale lui ont promis des prêts de plus de 11 milliards de dollars à condition que des «réformes structurelles» soient menées. Les coupes dans les services publiques et l'augmentation des taxes, la fameuse austérité, n'ont pas tardé à suivre.

de Thierry Chehab: groupe de manifestants libanais

Les espaces et les édifices publics sont investis pour y tenir des débats, faire des projections, etc. Le centre ville de Beyrouth est ainsi devenu une grande agora où tous les problèmes sont critiqués sans tabou, même ceux qui ne sont pas politiques ou économiques mais qui touchent aux «valeurs morales» comme les mariages mixtes, les LGBT, etc. Dans les universités les étudiants ont organisés des clubs. De l'art révolutionnaire avec de nombreux graffiti fleurit. Dans des villes comme Beyrouth où de vieux édifices abandonnés côtoient des constructions sauvages, voir le peuple se réapproprier ces espaces est une très bonne chose.

Les manifestations du départ ont donc été marquées par la joie, les danses et les chants, les slogans n'étaient pas tous militants mais parfois humoristiques. Entre deux barricades, les manifestants organisent des parties de cartes. Le 27 octobre, des milliers de libanais ont formé une chaîne humaine de 170 km à travers tout le pays afin de démontrer leur solidarité avec les manifestations anti-gouvernementales et le pacifisme de ce mouvement. Dans ce contexte, peu d'affrontements ont eu lieu et la police a été peu visible. Les militaires étaient très présents mais sans ordres d'interventions, de nombreuses vidéos les montrent sympathisants avec la foule.

4) *Selon le Transparency Index le Liban fait parti des 50 pays les plus corrompus au monde.*
5) *slogan diffusé durant tout le printemps arabe de 2011. Le mot «nizam» fait référence au système institutionnel qui permet les privilèges et l'enrichissement frauduleux de l'oligarchie élue au pouvoir.*

La création du CCR ... les gilets jaunes locaux

Rapidement un «comité de coordination de la révolution» a été mis en place par les manifestants. Très hétéroclites, il rassemble différents groupes de la société civile, le mouvement Mouwatinoun wa Mouwatinat (littéralement «citoyens et citoyennes»), l'association pour le mariage civil au Liban, des enseignants, des représentants de différentes régions, des militaires à la retraite etc. L'un des représentants les plus charismatiques prenant régulièrement la parole devant les foules étant le général à la retraite Sami Rammah. Celui-ci indique que «Le comité va entamer des contacts avec les militants et les groupes et laisse ses portes ouvertes à tous sans exception pour constituer un front uni». Il est aujourd'hui composé de plus de 100 mouvements et groupes Facebook différents. Le comité a produit un programme constitué de 6 grandes revendications permettant d'agglomérer la majorité:

– Démission immédiate du gouvernement

– Formation d'un gouvernement de salut national constitué de personnes n'étant pas issues de la classe dirigeante.

– Récupération de l'argent volé de la part de tous ceux qui ont été au pouvoir depuis 1990 jusqu'à aujourd'hui.

– Organisation d'élection législatives anticipées sur la base d'une nouvelle loi électorale dans un délai de 6 mois.

– Appel à la poursuite des manifestations dans la capitale et le reste du pays jusqu'à ce que les demandes soient exaucées.

– Appel à l'armée de protéger les manifestants dans toutes les régions du pays.

Certaines composantes du CCR se battent également pour satisfaire les revendications économiques des libanais en souhaitant réorienter l'économie de rente financière vers l'industrialisation du pays et des activités comme l'exploitation des hydrocarbures, la modernisation des services publics (eau et électricité) et des infrastructures routières et portuaires. C'est pour atteindre cet objectif que les protestataires demandent la formation d'un cabinet de technocrates, s'imaginant que des experts indépendants pourront sortir le pays de la crise économique et surtout garantir les services de base.

Derrière l'unité affichée et les attaques contre la corruption des élites et les quotas religieux, ce CCR reste très citoyenniste proposant par exemple de multiplier les chambres de représentants politiques (création d'un Sénat). Pour le moment, il regroupe toutes les classes sociales contre le gouvernement, mais les intérêts des travailleurs n'étant pas les mêmes que ceux de la petite bourgeoisie, comment ce CCR va-t-il évoluer? C'est à ce moment là que sa grande proximité avec l'armée risque de faire prendre une tournure inquiétante au mouvement. De plus cette volonté de proposer des leaders et des représentants politiques n'est pas forcément représentative des franges les plus radicales du mouvement.

La «révolution» avec les féministes, les migrants et les anarchistes

De manière très positive on voit émerger de nouveaux profils de participants dans ces mobilisations.

Il y a d'abord une féminisation massive des manifestations. Ceci a permis l'émergence de revendications féministes et d'une rébellion contre le patriarcat consolidé par les institutions religieuses. Il y a également eu des manifestations de femmes avec chandelles et casseroles (pas pour la cuisine mais pour se faire entendre!). Ces femmes en quête de libération exprime également une solidarité avec les femmes de ménage étrangères (éthiopiennes, sri-lankaises etc) contre qui les discriminations sont encore plus fortes.

Des liens sont aussi fait avec la situation des réfugiés. En effet, le Liban compte 1 million 100 milles syriens pour 4 millions et demi de libanais, auxquels s'ajoutent plus de 250 milles réfugiés palestiniens et 30 à 40 milles soudanais et irakiens. Ces populations subissent de fortes discriminations. Si les réfugiés participent peu aux mobilisations, ils sont solidaires des protestations. La présence de nombreux jeunes dans les manifestations plus sensibles au respect des droits humains et au refus du racisme tend à inclure les droits des réfugiés dans les débats.

Et voici ce qui frappe dans ses manifestations: la présence d'énormément de jeunes (entre 15 et 30 ans) appartenant à une génération libérée de l'héritage de la guerre civile. Pour l'anecdote, certains d'entre eux portent le maquillage du Joker le méchant de Batman, symbole d'une jeunesse à qui on a volé ses rêves, ou encore des masques de V pour Vendetta déjà repris par des hackers. Ce sont ces jeunes qui ne souhaitent pas de leaders et qui sont les plus radicaux dans leur revendications contre le système, le pouvoir des banques, les institutions religieuses. Ils n'ont de toute façon aucun autre avenir que l'expatriation (il y aurait aujourd'hui 14 millions d'expatriés libanais de part le monde).

Ils utilisent énormément les réseaux sociaux pour l'organisation et surtout l'expression populaire.

Les illustrations sont issues du site https://www.thenational.ae/arts-culture/art/how-the-story-of-the-lebanese-protests-is-being-told-through-art-1.929419#2

Les premières violences et la démission de Hariri

Au bout de quelques jours, certains ministres des Forces Libanaises de Samir Geagea (qui avait essayé de se présenter comme un opposant au système alors qu'il y est impliqué jusqu'au cou) ont démissionné. Quant au premier ministre Hariri, il a proposé quelques mesures pour calmer la situation: la réduction de 50% du salaire des parlementaires et ministres (en place ou à la retraite), un énième plan pour l'électricité, des privatisations et la demande de contributions des banques à hauteur de 3,3 milliards de dollars afin d'arriver à un déficit nul en 2020. Ces mesures n'ont pas séduit la population qui sait pertinemment que leur demande de plus d'égalité est incompatible avec les promesses d'austérité de Hariri au FMI et à la Banque mondiale. De plus la population se doute des conséquences négatives des projets de nouvelles privatisations (télécommunications et secteur énergétique notamment).

Le 23 octobre pour la première fois depuis le début des manifestations des violences envers les manifestants ont été observées. Il s'agit non pas de policiers ou militaires mais de milices chiites du Hezbollah et quelques éléments du mouvement Amal [6] qui ont voulu rouvrir les rues et remettre les choses au point scandant «Nasrallah est plus honnête que les autres» en tabassant principalement leurs propres partisans discordants.

Ces tabassages de manifestants, ont inquiété car le Hezbollah possède des armes, se sont poursuivis jusqu'au 29 octobre où des campements de manifestants ont été détruits et brûlés. L'armée et la police ont du intervenir. C'est ainsi que le 29 octobre, le premier ministre Saad Hariri a démissionné.

6) parti chiite du président du parlement Nabih Berry

de Thierry Chehab: groupe de manifestants libanais

Pompeusement il a cité une phrase de son père, l'ancien premier ministre Rafic Hariri, assassiné en 2005: «personne n'est plus grand que le pays». Il justifie sa décision par une volonté de créer «un grand choc pour faire face à la crise». Cette démission semble une bonne tactique pour Hariri qui est convaincu que le Hezbollah n'aggravera pas la crise et qu'un gouvernement de technocrates se prépare. Gouvernement qu'il compte bien diriger, non seulement à cause de ses capacités d'homme d'affaires mais également son «humilité» qu'il a prouvé en démissionnant.

Immédiatement après la démission de Hariri et la promesse d'élections parlementaires anticipées, le CCR a produit un communiqué exprimant la volonté de continuer la révolte jusqu'à la satisfaction des points du programme mais invitant tout de même les insurgés à rouvrir les routes en «signe de bonne volonté, célébration de ce qui a été réalisé jusqu'à aujourd'hui et pour faciliter les besoins vitaux et fondamentaux de la société»! Mais, la grande majorité des manifestants n'a pas été dupe et cette démission lui a plutôt apporté un regain d'énergie en y voyant une première victoire.

Le chef du gouvernement s'accroche

Concernant le vieux (84 ans) président Michel Aoun, il multiplie les interventions, jetant inlassablement de l'huile sur le feu.

Le 24 octobre par exemple, après 8 jours de manifestation, il a donné une conférence de presse indiquant être prêt à ouvrir le dialogue avec les représentants (!) des manifestants et insistant sur le fait que le changement ne pourra advenir «que par les institutions constitutionnelles et non par la rue». Le mardi 12 novembre il a déclaré en parlant des insurgés, que «s'ils ne sont pas contents des gens au pouvoir et qu'ils ne se trouvent pas de représentants, ils n'ont qu'à émigrer!».

Après chacune de ses interventions, les mobilisations ont repris de plus belle notamment près du palais présidentiel. Le 13 novembre, des blocages de routes avec poubelles et pneus en flamme ont été accompagnés de heurts qui ont fait un mort et plusieurs blessés par balles.

On se demande si le président a bien conscience de la situation. Ce qui est sûr, c'est qu'il ne veut pas démissionner et que bien que chrétien, il peut compter sur le soutien du Hezbollah qui souhaite le maintien du système. La proposition d'un nouveau gouvernement se fait par ailleurs attendre. Régulièrement quelques milliers de manifestants continuent à soutenir le président dans les rues de Beyrouth, mais ces rassemblements sont toujours suivis de manifestations encore plus importantes et déterminées contre l'ensemble de la classe politique.

Réveil du parti communiste libanais

Avec un tiers de la population dans les rues, le secrétaire général du parti communiste libanais Hanna Gharib voit enfin des perspectives pour son parti moribond n'ayant pas de représentation au gouvernement. Le PCL fait circuler de nombreux appels à la grève générale, il soutien la mobilisation et prône la mise en place de comités de lutte dans les usines, universités et quartiers. Il appelle aussi les «simples soldats» à rejoindre le mouvement. Dans l'ensemble la teneur de ses communiqués est intéressante mais les masses n'ont pas l'air de s'y reconnaître, la grande majorité se revendiquant apolitique.

Les liens avec les puissances étrangères

La répression des manifestants est aujourd'hui principalement le fait du Hezbollah lequel a des liens notoires avec l'Iran. De plus, l'influence de l'Iran s'étend aux politiciens de tous bords, même Hariri sunnite, s'est rapproché de l'Iran depuis sa séquestration à Riyad par les autorités saoudiennes pour le pousser à la démission et surtout les pertes financières qu'elles lui ont infligées. Les feuilles de route présentées par les gouvernements Libanais et Irakien pour sortir leurs pays de la révolte sont mot pour mot les mêmes et très certainement dictées par le voisin iranien qui profite de la situation chaotique pour étendre son influence dans la zone géographique.

En réponse à cela, l'Arabie Saoudite, appliquant le dicton «les ennemis de mes ennemis sont mes amis», injecte un peu d'argent pour favoriser l'agitation populaire. Ainsi, trois chaînes de télévisions libanaises (New Tv, MTV et LBC) qui étaient au bord de la faillite avant le début du mouvement ont «trouvé» des millions pour pouvoir retransmettre en direct et en continu les images de la mobilisation.

En plus de la compétition entre Arabie Saoudite et Iran, il y a également des tensions avec Israël qui fin août et début septembre a attaqué avec ses drones des positions en plein Beyrouth et a lancé des roquettes sur le sud du pays. Si on ajoute à cela l'ingérence des puissances impérialistes comme les USA et la France, on voit que les libanais ont à se préoccuper.

Conclusion

On peut difficilement prévoir les suites d'un tel mouvement, si disparate, si inédit et dans une région en pleine tension (Israël, Iran...). Ce qui est certain c'est que la situation économique est loin de s'améliorer. Les banques libanaises sont fermées et ne vont pas rouvrir alors que le mois s'achève et que les salaires et les retraites doivent être payés. Le gouverneur de la Banque centrale libanaise, Riad Salamé, a déclaré sur CNN que le Liban est à quelques jours d'un effondrement économique, avant de revenir sur ses propos pour éviter la panique. Il sait en effet, qu'à la fin du mois de novembre, le Liban doit payer les intérêts de sa dette, environ 1,5 milliard de dollars et que pour le moment, il n'y a même plus de gouvernement pour renégocier cette dette.

On peut difficilement imaginer que de nouvelles élections aient lieux en voyant l'obstination du président. Mais, si c'était le cas, ce ne serait probablement pas positif. Une grande partie des Libanais risque de ne pas être prête pour une démocratie parlementaire laïque, même si les mentalités évoluent, cela prend du temps et les vielles générations sont encore très liées au religieux. De plus pour gérer des élections, de nouvelles forces politiques ne pourront pas faire le poids face à des machines électorales et clientélistes comme celles des partis sectaires au pouvoir depuis des décennies. Au dernières élections par exemple, le mouvement civique Kilna Watani, n'a obtenu qu'un seul siège.

Pour le moment, l'horizontalité de la protestation est un point positif avec l'absence de leaders et l'unité des libanais pour se débarrasser du système communautaire. Ceci est déjà une vraie révolution pour un pays où le système politique est une version moderne du féodalisme et cette nouvelle mobilisation laisse espérer un autre dénouement que celui des printemps arabes (regain des islamistes, guerres,...).

Et même si le combat politique n'est encore une fois pas gagné, cette mobilisation aura au moins permis au Libanais de faire un travail d'analyse politique pour dépasser la simple dénonciation des problèmes (taxes, absence d'électricité) pour faire une vraie critique du système politique et économique du pays. Ils auront aussi compris que ce sont les partis politiques qui créent les divisions religieuses et qu'il ne s'agit pas de problèmes de majorité et minorité religieuses mais bien de classes sociales, la minorité des oligarques au pouvoir contre la majorité dans la rue.

Elsa

Un article de LORENZO FORLANI du 23/10/2019 sur https://www.esquire.com/it/news/attualita/a29561834/libano-proteste-whatsapp/ a servi l'écriture de cet article et certains passages traduits sont insérés dans cet article.